



HAL
open science

Le récit médiatique de la guerre : l'influence de la communication militaire sur la perception des opérations extérieures

Maÿlis Petit de Bantel

► **To cite this version:**

Maÿlis Petit de Bantel. Le récit médiatique de la guerre : l'influence de la communication militaire sur la perception des opérations extérieures. Sciences de l'information et de la communication. 2017. dumas-03149586

HAL Id: dumas-03149586

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03149586>

Submitted on 23 Feb 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Master professionnel

Mention : Information et communication

Spécialité : Communication Management et culture

Option : Magistère, management et culture

Le récit médiatique de la guerre

L'influence de la communication militaire
sur la perception des opérations extérieures

Responsable de la mention information et communication
Professeure Karine Berthelot-Guiet

Tuteur universitaire : Olivier Aïm

Nom, prénom : PETIT DE BANTEL Maÿlis

Promotion : 2013-2017

Soutenu le : 10/10/2017

Mention du mémoire : Très bien

À l'issue de ce travail de recherche, je tiens à remercier tout particulièrement :

Monsieur **Olivier Aïm**, rapporteur universitaire au Celsa, Paris Sorbonne.

Monsieur **Thibault Tézier**, rapporteur professionnel.

Madame **Joëlle Le Marec** et Mademoiselle **Elsa Tadier**, pour leur accompagnement méthodologique.

Mademoiselle **Alexia de Vaucleroy**, pour ses pistes bibliographiques et ses conseils avisés.

Madame **Servane de Bantel**, pour sa relecture attentive de mon travail.

Table des matières

À l'issue de ce travail de recherche, je tiens à remercier tout particulièrement :	2
AVANT – PROPOS	4
Introduction	7
Partie I : La prise en compte des attitudes de l'opinion publique en matière de défense : la professionnalisation d'un « war marketing » pour influencer la perception des interventions militaires.....	19
I.1- « La sale guerre » du Viêt-Nam : une leçon stratégique sur le plan médiatique, à l'origine de la professionnalisation de la communication militaire	20
I.2- Emergence du dispositif d'« embedding » : surveillance et intégration des médias pour mettre en scène le récit de guerre.....	23
I.3- La guerre « juste » : l'intervention humanitaire comme point nodal de la stratégie – marketing élaborée par les Etats pour vendre une guerre conforme aux idéaux démocratiques.....	31
Partie II : Devoir de protection et volonté de séduire : la communication militaire à l'épreuve de la transparence	37
II.1- La représentation de la violence armée dans le récit militaire : la guerre entre esthétisation et dédramatisation, afin de garantir le soutien de la Nation	38
II.2- La promesse d'une information continue vécue en temps réel : le mythe de « l'Histoire en direct ».....	42
II.3- Journalisme et Armée : l'équation communicante impossible ?.....	48
Partie III : Le storytelling de guerre : de l'essentialité de la désignation d'un ennemi commun dans la construction des imaginaires collectifs.....	56
III.1- Le témoignage comme outil d'influence majeur pour modeler les imaginaires collectifs.....	57
III.2- La nouvelle « croisade contre le terrorisme » : cristallisation d'un nouveau rapport de force pour légitimer la politique étrangère des puissances occidentales.....	60
III.3- L'axe du Mal : la caractérisation d'un nouvel ennemi commun pour donner des repères au conflit.....	65
CONCLUSION	70
BIBLIOGRAPHIE.....	75
CORPUS.....	79

AVANT – PROPOS

Le 11 janvier 2013, face à la menace djihadiste violente et imminente au Mali, le président Ibrahim Boubakar Keïta en appelle à l'aide du gouvernement français. François Hollande lance très vite une intervention militaire. Un risque qui justifie les deux opérations françaises successives déployées, baptisées « Serval » et « Barkhane ». Une intervention difficile, sur un terrain deux fois et demi plus grand que la France. En moins de quinze jours, avec le soutien des forces étrangères, l'Armée malienne lance une contre-offensive de grande envergure, et réussit à reprendre aux insurgés islamistes le contrôle de Konna (le 18 janvier), Diabali et Douentza (le 21 janvier), Gao (le 26 janvier), et Tombouctou (le 30 janvier).

Derrière ce combat sur le terrain, se situe un deuxième front. Celui de la médiatisation de l'opération. Très rapidement, les journalistes dénoncent une « guerre sans image ». Deux semaines après le début de l'intervention, l'envoyé spécial du Figaro, Tanguy Berthemet, dénonce le fait qu'*« il y a une guerre au Mali mais on ne le voit presque pas. Il y a une guerre au Mali mais on ne la comprend pas »*.

Cette accusation m'interpelle. Guerre et images. Guerre en images. Guerre des images. Deux mots qui, côte à côte, résonnent étrangement, alors que l'institution militaire est par définition tenue par un devoir de réserve exceptionnel. Leur articulation fait émerger de nombreuses interrogations. Celle de la responsabilité des Armées devant leurs compatriotes. Celle de la transparence des opérations. Celle du droit d'en connaître des citoyens.

Quel est le rôle et la place des journalistes et des communicants dans le cadre des interventions militaires à l'extérieur du territoire national ? Comment peuvent-ils rendre compte de ce qu'il se passe sur le terrain, tout en respectant le devoir de réserve de l'institution de Défense ? Comment les médias peuvent-ils proposer un discours neutre, ne servant pas l'intérêt politique qui décide de l'opération, pour informer, et non modeler, l'opinion publique ? Comment les images peuvent-elle montrer la guerre, sans mettre en danger ses

différents acteurs, parmi lesquels les militaires eux-mêmes, déployés en opération, ou les citoyens, sur le territoire national, qui demeurent à l'arrière du front ?

Autant de réflexions qui questionnent l'articulation entre institution militaire, communication et opinion publique, ainsi que l'évolution de ces rapports dans le temps, et dans l'espace, sur les différents théâtres d'opérations. Car c'est bien cette double dimension temporelle et spatiale que reflète l'accusation proférée par les journalistes à l'encontre de l'intervention militaire au Mali. Cette dernière est « moins » communiquée que d'autres menées ailleurs, et/ou antérieurement. Alors pourquoi cette graduation de la transparence des opérations ? Qu'est-ce qui est en droit et devoir d'être montré, ou non ? Qui décide où placer le curseur, et quand est-ce que la médiatisation de l'horreur est-elle justifiée ?

#Chammal une dizaine d'aéronefs ont détruit centre de commandement et camp d'entraînement #daech à Raqqa en #Syrie.

Ce phénomène de médiatisation des opérations militaires n'est pas nouveau, mais il est en pleine mutation. Cette évolution a récemment été accélérée, pour ne pas dire bouleversée, par l'arrivée des nouvelles technologies de l'information et de la communication, ainsi que par l'hyper – connexion généralisée aux réseaux sociaux, que ce soit du côté « allié » ou du côté « adverse ». L'Armée ne peut échapper à cette frénésie médiatique si elle veut entretenir le lien avec la Nation, et contrecarrer la propagande de son ennemi. En témoigne le tweet du compte officiel du Ministère des Armées le 15 novembre 2015, soit deux jours après les attentats de Paris, pour informer sur les frappes françaises à Raqqa, sur le fief de l'Etat Islamique, au nord de la Syrie. Comme l'illustre également le tout premier tweet de l'Etat-Major des Armées, sous forme de Gif, une image animée qui reprend les codes de communication ultra modernes du web, le 23 novembre 2015. La multiplication des publications sur le déroulement de l'opération Chammal en Syrie, et la création de ce compte tweeter @EtatMajorFR, s'inscrivent parfaitement dans la volonté de la Défense d'intensifier ses canaux de communication à mesure que s'amplifie la guerre contre Daech.

Les guerres contemporaines, telles que celles en Afghanistan, en Iraq, en Syrie ou au Mali, sont des théâtres d'affrontement où l'influence joue un rôle central. Les guerres ne se déroulent pas seulement sur le terrain, mais dans les esprits, à l'arrière du front. La maîtrise de l'information est devenue un enjeu majeur, pour préserver le soutien de ses compatriotes et combattre son ennemi. De fait, si les objectifs et les fonctions de l'institution militaire demeurent identiques, les principes d'autorité, de légitimité et de persuasion sur lesquels elle repose, s'articulent désormais dans des proportions différentes. Il convient alors de s'interroger sur les modalités, mais aussi les limites, d'un tel rapprochement entre les cercles médiatiques et militaires, eu égard à la spécificité des missions de défense.

Ce mémoire n'a pas vocation à faire une analyse géopolitique des guerres contemporaines, ni à porter un jugement personnel sur les politiques extérieures menées par les pays occidentaux, à commencer par la France et les États-Unis, au cours du dernier siècle. Il a seulement pour ambition d'essayer de comprendre la construction et l'évolution des récits militaires au gré des différentes guerres dans lesquelles se sont engagés nos gouvernements. Il a enfin pour projet de renseigner une curiosité personnelle, à propos d'une expression qui a marqué notre siècle, et qui désigne, depuis le début des années 2000, une sorte de nouvel ennemi commun, censé justifier toutes nos interventions extérieures : l'« axe du Mal ». Formule à l'origine de la « croisade contre le terrorisme » lancée le 7 octobre 2001, après les attentats du World Trade Center à Manhattan, sans définition de lieu ni de temps, et qui perdure encore aujourd'hui, déchirant toujours un peu plus le Moyen-Orient.

Introduction

« Comment, dans ces conditions, à l'heure de la communication, le soldat pourrait-il rester à l'écart d'un tel cataclysme ? Alors que la parole et l'image sont devenues les deux vecteurs de notre époque pour tous les acteurs sociaux, pourquoi seul le soldat devrait-il être privé de ces arguments ?¹ »

Ces mots du Général de division Éric de la Maisonneuve résument avec force et clarté le dilemme face auquel se trouve aujourd'hui l'institution militaire, non seulement en France, mais partout ailleurs où les Armées nationales mènent des opérations extérieures, souvent abrégées, pour ce qui est des opérations françaises, sous le terme « *opex*² ». De par l'évolution des technologies et des mœurs, les institutions de Défense doivent faire face à de profondes mutations, essentielles au maintien du lien entre l'Armée et la Nation. Habités à être tenus informés de tout ce qu'il se passe de par le monde, quasiment en temps réel, les citoyens s'attendent désormais à bénéficier d'un même degré d'information concernant les questions de défense, et les opérations extérieures dans lesquelles leurs gouvernements respectifs engagent leurs Armées. Ce besoin exprimé par l'opinion publique repose essentiellement sur deux matrices : l'envie de mieux comprendre les conflits qui déchirent de nombreuses régions, soit l'expression d'une curiosité intellectuelle, et le besoin de reconnaître la légitimité de la politique extérieure de leur gouvernement, soit l'expression d'un souci éthique. Derrière cette dernière préoccupation se cache un enjeu majeur. Celui de la moralité de l'intervention. Enjeu qui va être à la base de la construction de tout un récit de légitimation par l'Armée, pour assurer l'opinion publique de la conformité des guerres qu'elle mène avec les idéaux démocratiques. À l'aide de ses différents organes de communication, l'Armée va en effet toujours chercher à expliquer pourquoi il est juste de venir en aide à tel pays, tel gouvernement, telle communauté.

¹ E. DE LA MAISONNEUVE, *Le métier de soldat*. Paris : Economica, 2002

² Les « *Opex* », sont les interventions conduites par la France en dehors du territoire national. Le terme s'est progressivement imposé à l'issue de la guerre d'Algérie (1954-1962), pendant la Guerre froide, période durant laquelle la France multiplia considérablement le nombre de ses opérations extérieures.

Au rôle de l'Armée également de rassurer sur le bon déroulement des opérations, dans le respect des droits humains, et de la culture du pays dans lequel les forces sont déployées. C'est là qu'interviennent les journalistes : dans la co-construction, avec l'appareil de Défense, d'un « récit » militaire, pour non seulement défendre l'intervention, mais aussi et surtout la « vendre » à l'opinion publique, afin que la nation soit solidaire de son gouvernement et de ses soldats. Car le récit militaire s'inscrit désormais pleinement dans une guerre d'influence, dont l'enjeu central est le soutien des concitoyens à la politique de Défense. On pourra retenir ici la définition faite par le Colonel Chauvancy, représentant du Centre Interarmées de Concepts, Doctrines et Expérimentations (CICDE), de l'influence, à laquelle il attribue un rôle essentiel dans les conflits actuels :

« [L'influence] peut avoir pour objectif d'amener l'audience cible que l'on veut influencer à changer son modèle de pensée, à modifier les références qui y contribuent, en lui présentant d'autres éléments d'appréciation. Comme l'a exprimé Alain Juillet [2009], elle consiste à sortir l'audience cible de son schéma de pensée pour aller vers un autre schéma de pensée. Elle agit sur les attitudes, c'est-à-dire sur les convictions, les idées, en vue de provoquer un changement de comportement.³ »

L'espace de guerre virtuel représente une vraie rupture avec les conflits passés. La numérisation de l'espace de bataille a influencé de manière irréversible, et parfois imprévisible, le commandement et l'emploi des forces. Pour les experts, il est désormais nécessaire de développer « *des stratégies d'information et de communication assorties de stratégies d'emploi de la force, et non plus des stratégies d'emploi de la force assorties de stratégies d'information et de communication* ». La communication ne vient plus seulement en appui des opérations, mais elle est entièrement partie-prenante de ces dernières.

Ce concept de communication stratégique n'est pas produit au hasard. La communication de la Défense n'est pas définie au rythme des opérations, et des éventuelles « crises » sur les terrains d'intervention. Depuis le début des années 2000, l'Armée française a

³ Col. CHAUVANCY du CICDE

pleinement pris conscience du besoin d'évoluer sur le plan de la communication. A travers son « schéma directeur pluriannuel de la communication de la Défense pour la période 2000-2002 », l'institution a clairement affirmé sa volonté de tourner la page de la « Grande Muette ». Le document propose d' « améliorer le « style » de la communication, et d'en garantir la « cohérence » et la « clarté », tant et si bien que les énonciateurs militaires se trouvent aujourd'hui confrontés au paradoxe d'une liberté d'expression tout à la fois promue, valorisée, et enserrée dans un réseau étroit de contraintes et de normes. Les acteurs impliqués, tout en respectant leur éternel devoir de réserve, doivent apprendre à parler publiquement de leurs opérations, devant un auditoire qui n'est pas toujours connaisseur, ni des questions de sécurité et de défense en général, ni des situations géopolitiques et des tensions internes qui agitent les pays dans lesquels leur Armée décide d'intervenir, en particulier. En outre, au-delà de l'amateurisme de leur auditoire, les interlocuteurs des différentes institutions de Défense peuvent être amenés à s'adresser à un public peu solidaire, voir hostile, à l'environnement militaire. L'enjeu du discours ne sera alors jamais simplement narratif et didactique, mais également persuasif.

Afin de mener à bien cette communication, le Ministère des Armées en France s'appuie sur différents appareils, dont le rôle est pour chacun bien défini, et dont les missions sont largement inspirées de leurs partenaires anglais et américains. Tout d'abord, le Ministre des Armées dispose d'un conseiller de communication qui lui est propre, intégré à son cabinet ministériel. Ensuite, tout ce qui a trait au territoire national va relever de la responsabilité des Sirpa, soit les Services d'information et de relations publiques des Armées. Pour sa part, le théâtre des opérations va être géré par l'Etat-Major des Armées. Enfin, la DICO, soit la Délégation de l'information et de la communication de la Défense, est chargée d'assurer le lien entre ces différentes institutions, qui doivent perpétuellement échanger pour assurer une image cohérente et irréprochable à l'Armée. En cas de crise tout particulièrement, ces services vont devoir mobiliser leurs ressources de manière coordonnée, afin de relayer un message homogène, chacun à son niveau. Ainsi, plus concrètement, la DICO et les Sirpa vont expliquer pourquoi et comment les forces sont calibrées et entraînées comme il se doit (leur mission est d'informer). L'Etat-Major des Armées va communiquer sur le déroulement des opérations, afin de rassurer tous les compatriotes, parmi lesquels, notamment, les familles des 34 000 militaires

en opération, à l'étranger ou sur le territoire national (sa mission est de rassurer). Enfin, le ministre va donner un sens à la mission confiée par le politique au militaire (sa mission est de légitimer les opérations). On retrouve dans ce dernier point l'enjeu éthique et moral de la communication dans le domaine de la Défense.

Finalement, on retrouve à travers ces trois différentes institutions, engagées par trois domaines de responsabilités distincts, les trois registres rhétoriques tels que décrits par Platon dans *République*⁴, et présentés comme étant essentiels pour parvenir à convaincre son auditoire : le genre épideictique, qui correspond à l'argument du « beau » (la DICOd et les Sirpa vont s'appliquer à montrer que l'Armée est une institution qui fonctionne bien), le genre juridique, qui correspond à l'argument du « juste » (l'Etat-Major des Armées va tâcher d'expliquer les faits, le déroulement des événements, dans un cadre spécifique et contrôlé) et le genre délibératif, qui correspond à l'argument du « bien » (le ministre, soit le politique, va convaincre de l'essentialité de la mission, au nom de diverses valeurs morales et humanitaires, et au profit de l'intérêt national). Ces trois registres rhétoriques correspondent bien aux attentes du citoyen, qui demande à la fois à comprendre comment s'organisent les Armées, à connaître le cadre juridique dans lequel se déploient les opérations, et à être rassuré sur le sens moral de ces interventions. Soit sur le fait que ces dernières ne répondent pas à de simples pressions économiques et/ou diplomatiques, mais défendent des intérêts moraux supérieurs. Ces différents enjeux peuvent expliquer la tendance que l'Armée va avoir à montrer, à travers ses différentes publications, une image « lissée » de la guerre, en mettant en scène, à travers différents procédés d'esthétisation, ses unités, ainsi que ses équipements militaires, sur ses différents champs de bataille. Il n'est pas question de donner à voir une version totalement déréalisée et désincarnée de la guerre, en supprimant toute image de violence. Mais cette dernière, dès à partir de la première guerre du Golfe, va être retravaillée, afin de ne pas traumatiser le grand public comme ce put être le cas au cours de conflits passés, et d'avoir une influence positive sur les imaginaires collectifs.

⁴ PLATON, *La République*. Paris : Poche, 2002

Cette articulation rigoureuse et rigoriste des différents organes de communication du Ministère des Armées, certes nécessaire à la garantie de la sécurité des soldats et des citoyens, pose toutefois la question de la marge de manœuvre accordée aux groupes médiatiques extérieurs à l'Institution. Les journalistes vont alors souvent avoir tendance à reprocher à l'appareil de Défense sa « verticalité », qui ne leur permet pas de décrire aux citoyens, de manière optimale, les opérations menées par la France. Alors que leur mission est d'avant tout enquêter, pour informer, et rapporter « la vérité » à ces derniers. Seulement, dans un souci revendiqué d'optimiser le renseignement, de préserver les français, et de protéger les soldats et le territoire national, l'institution de Défense cloisonne largement sa communication. De ce verrouillage de l'information ont découlé des relations conflictuelles entre les journalistes et les militaires, qui ne partagent pas la même déontologie. L'enjeu est alors de faire comprendre à chacun l'importance du travail de l'autre, afin de trouver un point de collision entre deux concepts historiquement construits comme incompatibles : la sécurité nationale et le droit à l'information. Cette entente est d'autant plus essentielle, maintenant que l'arrière est devenu aussi important que le front lui-même. Sans communication sur les opérations, les citoyens ne peuvent comprendre ce qu'il se passe sur les théâtres d'affrontement. Pis, ils peuvent se laisser d'avantage manipulés par la propagande de l'adversaire, qui maîtrise autant, si ce n'est plus, la stratégie d'influence dans le cadre des conflits armés.

« En matière de communication d'influence, les djihadistes de l'Etat islamique ont parfaitement compris cette logique⁵. »

Cette logique d'influence est en effet d'autant plus essentielle, qu'elle a été parfaitement intégrée par certains des ennemis combattus sur le terrain par la République et ses alliés. Au premier rang de ces maîtres de la communication, on retrouve l'Etat Islamique de l'Iraq et du Levant, abrégé en EI, et souvent désigné par l'acronyme Daech. Ce mouvement terroriste, qui parvient à susciter un engagement transnational, s'appuie essentiellement sur une stratégie de communication digitale extrêmement bien pensée et orchestrée. Faisant

⁵ R. MIELCAREK, *Face à la crise, la communication militaire devrait partir en quête de plus d'horizontalité*, Magazine de la Communication de Crise et Sensible, Vol. 23, décembre 2015

preuve d'une maîtrise exceptionnelle des réseaux sociaux, ses communicants sont parvenus à construire un mythe mobilisateur, soumettant des individus de part et d'autres du monde à une idéologie djihadiste. Cette stratégie de communication a nécessairement étendu l'affrontement idéologique aux réseaux en ligne. L'affrontement militaire, s'est doublé d'un affrontement virtuel. Pour combattre le mouvement terroriste, les forces alliées n'ont plus d'autres choix que de construire un contre-récit multimédia, adapté à la communauté citoyenne. D'une part, pour tenter de mettre fin au phénomène d'embrigadement des jeunes par le groupe terroriste. Et d'autre part, et c'est sur ce point que nous nous pencherons essentiellement dans ce travail de recherche, pour garder la maîtrise de leur image, essentielle à la mobilisation de l'opinion publique derrière leur gouvernement et leur Armée. Dès lors, on perçoit l'importance stratégique pour l'ensemble des parties d'un conflit, de maîtriser l'image et de remporter la guerre de l'information.

Mais, à partir de cette logique on perçoit également les dangers de l'information en temps de guerre, transformée en véritable arme par ceux qui la manient et la diffusent. Comment l'information peut-elle rester neutre, lorsque ses énonciateurs ont pour ambition de justifier des actes internationaux ? Comment peut-on appréhender une morale, au nom de laquelle est exigée la justification d'une intervention militaire ?

« Voici votre tâche. Pouvez-vous résumer en une phrase ou deux notre meilleur argument pour entrer en guerre contre l'Iraq ? On était fin décembre 2001, et Mike Gerson était en train de préparer tous les éléments pour le discours sur l'état de l'Union à venir. Sa requête n'aurait pu être plus simple : je devais fournir une justification à la guerre⁶. »

Ces mots résument explicitement les dérives du récit militaire. Ils sont certainement à l'origine du storytelling le plus puissant, et le plus dangereux, produit au cours des dernières

⁶ D. FRUM, *The right man, Random house trade paperbacks, New-York, 2003, p.224*

Texte original : *"Here's an assignment. Can you sum up in a sentence or two our best case for going after Iraq? It was late December 2001, and Mike Gerson was parceling out the components of the forthcoming State of the Union speech. His request to me could not have been simpler : I was to provide a justification for war"*

décennies. Celui qui justifia l'intervention des États-Unis en Iraq en 2002, et dont ont découlé les pire maux dans la région, avec pour conséquence directe, parmi de nombreuses autres, le conflit qui déchire actuellement la Syrie.

Prononcés par David Frum, éditorialiste néo-conservateur réputé, connu pour avoir été l'auteur des discours de l'ancien président américain George W. Bush, ils sont à l'origine de la création de la formule « axe du Mal », employée pour la première fois par le président américain en janvier 2002, lors de son discours au Congrès, au cours duquel il justifia la nécessité de l'intervention en Iraq. La description de la consigne donnée à D. Frum est édifiante. L'objectif était clair : il s'agissait de préparer l'opinion publique américaine et internationale à une intervention Armée en Iraq. En « une phrase ou deux », le monde devait être convaincu de la nécessité de déloger le dictateur iraquien Saddam Hussein par la force⁷. La vérité devait être sacrifiée au nom d'un impératif supérieur, à travers une formulation simplifiée, pouvant s'imprimer durablement dans l'esprit du grand public. On touche là à un enjeu majeur de la communication en temps de guerre : la désignation de l'ennemi. Car en effet, le projet politique d'intervention prend véritablement forme, qu'à partir de la définition d'un axe entre le Bien et le Mal, soit à partir de la désignation d'un rapport ami / ennemi. La caractérisation de l'ennemi permettant de donner à l'opinion publique des repères concrets au conflit.

Seulement, avec la guerre en Iraq, et l'émergence de la lutte contre le terrorisme, une nouvelle difficulté s'est imposée en termes de stratégie d'influence : comment peut-on en effet désigner un ennemi, dans le cadre d'un conflit, qui ne correspond pas à une guerre interétatique classique ? Car avec l'expansion de la menace terroriste, les pays occidentaux ont dû, et doivent faire face, à un ennemi qui ne se limite pas dans l'espace à un territoire donné, délimité par des frontières étatiques reconnues. Mais à un ennemi globalisé, en quelque sorte « dissolu », « diffus » dans l'espace. Comme le disait très justement l'ancien Ministre des Armées, actuellement Ministre des Affaires Etrangères, Jean-Yves Le Drian, l'ennemi islamiste nous a engagés dans « *une guerre hors limite* ». Par cette affirmation, rappelée dans son

⁷ D. FRUM : IBIDEM, p.233 : « Bush needed something to assert, something that made clear that September 11 and Saddam Hussein were linked after all and that for the safety of the world, Saddam Hussein must be defeated rather than deterred. »

opuscule intitulé « *Qui est l'ennemi ?*⁸ », publié en mai 2016, Jean-Yves Le Drian soulignait deux ruptures essentielles : d'une part, le terrain d'affrontement est devenu à la fois militaire, policier et idéologique ; d'autre part, le terrain géographique d'affrontement a été brouillé, les attaques provenant de multiples endroits, préméditées par de multiples acteurs, et perpétrées sur de multiples territoires (soit à la fois sur des théâtres de combats extérieurs, et sur le territoire national). Il ne s'agit plus d'un affrontement entre deux pays distincts (comme lors de la guerre de *Défense sacrée*, entre l'Iran et l'Iraq, de 1980 à 1988), ou entre deux alliances de pays distinctes, définies (comme lors de la seconde guerre mondiale, entre les Alliés et les forces de l'Axe, de 1939 à 1945). Or, si l'ennemi a changé, la nécessité de le désigner, pour favoriser la compréhension, et donc la lutte contre la violence, reste intacte. Sans désignation de l'ennemi, les Etats risquent de promouvoir une guerre sans fin contre le terrorisme, dont ils sortiront difficilement victorieux. Et c'est de cet enjeu stratégique majeur que découle le travail de construction élaboré autour d'un imaginaire sur l'axe du Mal, pour désigner les ennemis de l'Occident. Au risque de sombrer dans de cruels amalgames, lissant les contours d'un ennemi qui a rarement été aussi complexe qu'aujourd'hui, et trompant l'opinion au nom d'une morale dite supérieure.

Finalement, l'information en temps de guerre pose de nombreuses questions qui dépassent le seul enjeu sécuritaire. Elle amène à s'interroger sur le cadre communicationnel dans lequel ce récit militaire se construit. Elle amène à s'interroger sur le nouvel espace-temps construit par les nouvelles technologies de l'information et de la communication, et sur l'impact de cette nouvelle dimension sur la perception des conflits. Elle amène à s'interroger sur la nouvelle place des journalistes en temps de guerre, et sur leur responsabilité quant à la formation de l'opinion publique à propos des différentes opérations extérieures. Seulement ces journalistes sont-ils réellement responsables des imaginaires créés et intégrés par le grand public, quand on connaît l'encadrement strict dans lequel ils évoluent lorsqu'ils effectuent leurs reportages ? Cette information en temps de guerre amène enfin nécessairement au questionnement sur l'importance de la rhétorique pour redéfinir les relations internationales. L'importance des mots utilisés devant la nation, pour décrire les maux qui déchirent l'étranger.

⁸ J.Y. Le Drian, *Qui est l'ennemi ?* Paris : Le Cerf, 2016

L'importance du langage, dans la caractérisation de la menace, de la désignation de l'ennemi, et, finalement, de la légitimation de la guerre.

Ces questions, qui m'ont permis d'amorcer mes recherches et d'orienter mes lectures, m'ont amenée à formuler la problématique suivante :

« Dans quelle mesure l'effort de transparence de la communication militaire est-il conditionné par la nature même de l'institution, par essence liée à son devoir de réserve et à sa mission prioritaire de défense des intérêts nationaux ? »

Ainsi, ai-je pu soulever trois hypothèses qui m'ont semblé intéressantes à traiter pour répondre à cette problématique, chacune questionnant le rapport dialectique d'opposition et d'interdépendance entre les institutions médiatique et militaire, ainsi que l'influence de cette dynamique sur la formation des opinions publiques :

H1 : La professionnalisation d'un « war marketing » : les institutions de Défense ont progressivement perçu l'importance de mesurer les attitudes de l'opinion publique à l'égard des interventions militaires, et ainsi la nécessité de maîtriser la médiatisation du récit de guerre.

H2 : La communication militaire à l'épreuve de la transparence : les armées produisent un récit militaire officiellement « objectif et transparent », qui, officieusement, cherche à présenter les opérations militaires sous un jour favorable à l'opinion publique.

H3 : Le storytelling de guerre : la communication militaire tend vers une moralisation des relations internationales, à travers une redéfinition simplifiée des rapports de force, qui s'appuie essentiellement sur la désignation d'un ennemi commun.

A noter qu'en raison de contraintes formelles et académiques, je me suis focalisée sur la communication militaire des opérations extérieures de la France, et des États-Unis.

Pour pouvoir mener à bien ce travail de recherche, j'ai constitué un corpus d'images issues des comptes Twitter et Facebook de l'Etat-Major des Armées en France. Ces différentes photos et images extraites de vidéos postées par le service de communication de l'EMA m'ont aidée à comprendre à la fois la diversité des contenus médiatiques produits par les organes de communication des Institutions de Défense, leurs divers registres, ainsi que leur évolution à travers les différents théâtres d'opération, et les différents types de missions militaires.

J'ai également, dans le cadre de ce travail de recherche, étudié des images qui ont marqué la communication de guerre au cours des dernières décennies, et fortement influé sur l'évolution des récits de guerre élaborés par les Armées et les gouvernements occidentaux. Ainsi, nous retrouverons dans mon corpus une analyse de la fameuse photographie « La petite fille brûlée au Napalm » (*The Napalm Girl*), prise par le photoreporter Nick Ut, de son vrai nom Huynh Công Út, à Long An, lors de la guerre du Viêt-Nam. Sera également intégrée une analyse des images du renversement de la statue de Saddam Hussein à Bagdad, en Irak, le 9 avril 2003.

Sont également comprises dans mon corpus des analyses des discours prononcés par l'ancien président américain George W. Bush devant le Congrès le 20 décembre 2001 et le 29 janvier 2002, ainsi que celui prononcé devant l'Université de Caroline du Sud, le 9 mai 2003, suite aux attentats du 11 septembre 2001 contre les tours jumelles du World Trade Center. Ces lectures m'ont aidée à comprendre la construction de la rhétorique mystico-guerrière par l'Armée et le gouvernement américain après les attentats, pour légitimer leur intervention au Moyen-Orient. Ces trois discours sont en effet majeurs dans le sens où ils sont à l'origine de la formule « axe du Mal », qui a justifié tout les recours à la force pour mener cette nouvelle « croisade » contre le terrorisme.

Pour mieux comprendre le discours de légitimation des États-Unis dans le cadre de leur intervention en Iraken 2003, j'ai également étudié la rhétorique utilisée par le secrétaire d'Etat

américain Colin Powell lors de son intervention devant les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies le 14 février 2003, visant à les convaincre de voter en son sens. Soit d'obtenir l'autorisation pour les États-Unis de lancer la guerre contre l'Irak – autorisation dont, au final, les américains se passeront. Je rapprocherai ce discours de celui prononcé par Nikky Haley, l'ambassadrice des États-Unis à l'ONU, le 5 avril 2017, accusant le régime de Bachar Al-Assad d'avoir mené une attaque chimique contre les populations civiles à Khan Cheikhoun. Réquisitoire qui a conduit, deux jours après, à des frappes aériennes américaines contre une base syrienne.

Enfin je ferai également appel, au cours de ce mémoire, à différents ouvrages, notamment de Fabrice d'Almeida, explorant le phénomène de persuasion et la force de mobilisation de la propagande visuelle. Je m'appuierai également sur les recherches faites par Christian Salmon sur la mise en récits, ou le *storytelling* (l'« art de raconter des histoires »), jugée prédominante dans la fabrique du lien social des sociétés contemporaines. Son explication de cet « art du récit », m'a notamment permise d'expliquer le clip de campagne électorale de George Bush en 2004, « Ashley's story », réalisé dans la période post-attentat contre les tours jumelles, et qui a joué un rôle déterminant dans sa réélection.

Nous nous appuierons enfin sur divers ouvrages et articles de presse parus au cours de la dernière décennie, afin de mieux comprendre la stratégie-marketing développée par les Armées (« *war-marketing* »), ainsi que l'évolution des rapports entre les militaires et les journalistes au cours des différentes interventions extérieures.

Ce travail va s'articuler autour de trois axes, qui suivent nos trois hypothèses. Dans une première partie nous étudierons comment les Armées française et américaine ont progressivement professionnalisé un véritable « marketing de guerre », pour maîtriser d'avantage leur image, et contrôler l'état de l'opinion publique en matière de politique de défense. Nous verrons ensuite comment le récit militaire s'efforce de « vendre » une image lissée et retravaillée de la violence, tout en essayant de se plier aux exigences de transparence de plus en plus prégnantes dans nos sociétés contemporaines. Enfin, nous verrons en quoi la

désignation d'un ennemi commun, dans le cadre de la redéfinition des rapports de force lors des interventions militaires, joue un rôle prédominant dans le récit de légitimation de la guerre.

Partie I : La prise en compte des attitudes de l'opinion publique en matière de défense : la professionnalisation d'un « war marketing » pour influencer la perception des interventions militaires

Le lancement des opérations successives Serval et Barkhane au Mali font renaître les débats autour de la communication des opérations militaires extérieures, et de la liberté d'expression accordée aux journalistes-reporters couvrant les affrontements. Dès les premiers jours du conflit, les médias dénoncent une censure excessive de l'Armée, qui tient volontairement à l'écart du théâtre des opérations les envoyés spéciaux, les cantonnant à l'arrière du front avec un accès très relatif à la réalité du conflit. Aussi les informations disponibles sur le déroulement des opérations et leurs conséquences sur les populations civiles pour le grand public manquent singulièrement de pluralité et de diversité. Les reportages écrits et audiovisuels des médias dominants reposent essentiellement sur des interviews accordés par des représentants du Ministère des Armées, généralement le porte-parole de l'Etat-Major des Armées ou le ministre lui-même, et sur les informations rapportées par les journalistes *embedded* (« embarqués »), soit strictement encadrés par les équipes de communication du Ministère des Armées. Dans ce contexte, le travail d'information indépendante des journalistes paraît pour le moins menacé. Cette inquiétude met en lumière l'articulation paradoxale entre communication, devoir de réserve, liberté d'expression et d'information, pour tout ce qui a trait aux questions de Défense. Paradoxe qui fait débat lors de la couverture de chacune des opérations menées unilatéralement, ou collectivement, à l'extérieur du territoire national, par la France et/ou ses alliés, et ce, depuis la guerre du Viêt-Nam. La couverture médiatique de cette dernière est en effet déterminante dans l'histoire de la communication militaire. Son analyse permet de comprendre les grands enjeux du récit militaire, tel qu'il s'est construit depuis, en France et aux États-Unis, avec pour ambition première de préserver le contrôle sur les opinions publiques, qui sont aujourd'hui en mesure de peser et d'influer sur les décisions politiques et, in fine, les stratégies déployées.

1- « La sale guerre » du Viêt-Nam : une leçon stratégique sur le plan médiatique, à l'origine de la professionnalisation de la communication militaire

« Faire de la présentation d'une certaine image la base de toute une politique – chercher, non pas la conquête du monde, mais à l'emporter dans une bataille dont l'enjeu est « l'esprit des gens » – voilà bien quelque chose de nouveau dans cet immense amas de folies humaines enregistré par l'histoire. »⁹

Ces propos, tenus par Hanna Arendt au sujet de la guerre du Viêt-Nam, montrent bien toute l'importance qui a été accordée par les autorités politiques et militaires à l'état de l'opinion publique à l'issue de cette guerre, et dévoilent clairement le rapport dialectique qui s'établit dans ce cadre entre le politique, qui correspond à l'énonciateur du discours médiatique, l'information et les médias, qui sont utilisés par l'énonciateur comme outils d'influence majeurs, et l'opinion publique, qui représente le destinataire prioritaire du discours médiatique. Cette discipline, soit la communication militaire, entendue au sens d'art de vendre une opération à l'opinion publique pour obtenir le soutien de cette dernière, n'est pas nouvelle. La décision délibérée d'employer tel ou tel mot, de choisir un cadrage ou un montage particulier pour montrer la violence armée, d'assigner à chaque acteur son rôle - les victimes, les « méchants », les « gentils » - et de médiatiser certains stéréotypes, pour défendre un point de vue unique et défendu par le camp d'où émane l'information, fait partie intégrante de la stratégie d'influence militaire depuis des centaines d'années. Mais ce qui change, avec la guerre du Viêt-Nam, c'est la révolution technologique et tous les bouleversements qui l'accompagnent. La bataille pour la communication prend une toute nouvelle dimension avec l'apparition de la télévision, car il ne suffit plus de publier des communiqués ou de diffuser quelques photographies « accrocheuses » du théâtre des opérations au grand public. La guerre des images devient sauvage, tant du côté « ami » qu'« ennemi », et se développe aussi bien en amont, dans la préparation du discours de légitimation de la guerre, qu'en aval, notamment au niveau de l'interprétation et de la justification des images, dont le gouvernement et les grands médias nationaux n'ont pas toujours le monopole absolu. Cela est encore plus vrai aujourd'hui,

⁹ A. ARENDT, *Du mensonge à la violence*. Paris : Calman-Lévy / Pocket, coll. Agora, 1972, p.22

alors que les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont multiplié les différents interlocuteurs, chacun pouvant s'exprimer librement sur les réseaux sociaux et partager son avis à un large audimat, à la seule condition de posséder une connexion internet. Les services de communication des Armées voient donc leur parole concurrencée par des individus isolés, que ce soit des bloggeurs, des témoins civils des combats sur le terrain, ou de simples internautes, qui peuvent facilement remettre en cause leurs propos et les actions menées sur les théâtres d'affrontement.

Durant la guerre du Viêt-Nam, l'Armée et le gouvernement américains découvrent, à leurs dépens, l'impact de ces premiers bouleversements en termes de communication, et le fort pouvoir de l'image. Cette guerre tient en effet une place essentielle dans l'histoire de la représentation, et de l'évolution du récit militaire. En premier lieu, parce qu'elle fut la première guerre couverte par la télévision en quasi-direct, témoignant doublement de l'avènement de l'information moderne, ainsi que de ce qu'on pourrait considérer comme le revers de la médaille, soit la médiatisation outrancière et le sensationnalisme, avec toutes les dérives que cela implique au niveau éthique. Dès les années 60, pour décrire cette rupture, McLuhan expliquait que la télévision mettait « *la guerre dans le living-room* ». Soudainement, et instantanément, les citoyens du monde entier peuvent avoir accès, de chez eux, à toutes les informations concernant ce qu'il se passe à l'étranger. Toute notion d'espace et de temps est abolie, ce qui entraîne immédiatement une hyper - médiatisation des conflits. Le gouvernement américain voit en effet la télévision comme une grande opportunité de « vendre » la guerre du Viêt-Nam à l'opinion publique en la présentant sous un jour favorable. Les images ne sont pas produites au hasard mais participent toutes de la co-construction d'un récit militaire idéalisant la guerre. Toutes servent, de manière au-moins sous-jacente, à faire triompher une cause, celle de la nécessité de la guerre au Viêt-Nam, en ralliant à celle-ci le plus grand nombre d'individus. Ainsi, les premières années du conflit, les grandes chaînes de télévision américaines comme CBS et NBC ont traité de manière exponentielle la guerre du Viêt-Nam, sur un ton essentiellement très favorable, afin de vanter les mérites et le courage des soldats américains, et de contrer la propagande communiste.

Seulement, à cette époque, le gouvernement et l'Armée américaine ne maîtrisaient pas complètement tous les codes de la communication, et les images montrées au grand public. Aussi, à côté des images « lisses » du discours officiel, de nombreuses photographies exposant

atrocement les horreurs de la guerre fuitèrent dans les médias. Les autorités se rendirent alors rapidement compte que si la télévision permettait d'optimiser leur communication, elle créait également un effet de loupe, exposant presque instantanément, et crûment, la souffrance au grand public. Ce dernier découvrit, avec les images diffusées par les reporters, l'horreur de la guerre qui n'était pas uniquement faite d'uniformes rutilants et de soldats héroïques. Loin d'une vision idéalisée par les superproductions hollywoodiennes, les images dans les reportages, qui exposaient des réalités désagréables, heurtèrent violemment l'opinion publique et bouleversèrent la vision de la guerre à l'arrière du front. Censés encenser les « boys » américains, les médias fournirent à l'inverse des icônes pacifistes aux manifestants qui dénonçaient la guerre sanglante, à l'image de la fameuse photographie prise le 8 juin 1972 à Trang Bang, d'une petite fille courant nue sous le napalm¹⁰. Extrêmement poignante, cette image, qui illustre sans fard l'horreur de la guerre et la souffrance qu'elle fait endurer aux populations civiles, fit la « Une » des journaux du monde entier. Pour de nombreux historiens, il ne fait aucun doute qu'elle fut déterminante dans le changement de perception de la guerre du Viêt-Nam par les américains. En cela, cette guerre illustre parfaitement le paradoxe qui existe entre le triomphe de l'information, consécutif de la facilité de transmission qui abolit les notions d'espace et de temps, et la saturation créée par la surmédiatisation, notamment, dans ce cadre, de la violence. Les citoyens peuvent en effet avoir accès à bien d'avantage d'informations, en un laps de temps extrêmement réduit, mais ces dernières, en temps de guerre, doivent être maîtrisées, tant au niveau de leur nombre que de leur contenu. Les américains l'ont appris à leurs dépens avec cette « sale guerre », dont les images qui ont été diffusées ont rapidement amené la population à s'interroger sur les fondements de la politique de leur gouvernement, ainsi que sur leur éthique. Remise en question qui s'est rapidement traduite par un phénomène de démoralisation croissant, et de violentes critiques exprimées à l'encontre des GI's. Les journalistes envoyés sur le terrain ont témoigné de la réalité abominable du conflit, loin de l'image dépeinte par le discours officiel, créant un traumatisme durable et fort au sein de la population. Les gouvernements ont alors compris l'importance de la maîtrise du récit de la violence et du contrôle des images dans l'élaboration de la stratégie militaire d'influence. Il était devenu inconcevable d'être victorieux sur le front, sans anticiper la réaction des citoyens à l'arrière de ce front.

¹⁰ Annexe n°2

2- Emergence du dispositif d'« embedding » : surveillance et intégration des médias pour mettre en scène le récit de guerre

« Nous subissons ici une tentative de manipulation de l'information de très grande envergure, bien plus grave que celle de Timisoara¹¹, une combine, un arrangement à l'amiable entre trois entités dont les intérêts sont convergents. D'une part, les autorités militaires qui veulent éviter à tout prix de connaître à nouveau leur mésaventure de la guerre du Vietnam, au cours de laquelle les images d'horreurs de la guerre diffusées par toutes les chaînes de télévision avaient contribué à retourner l'opinion publique. D'autre part, les grands médias américains qui veulent s'assurer l'exclusivité de la couverture de l'événement. Enfin, les autorités saoudiennes qui semblent confondre allègrement information et propagande. À Riyad ce sont les autorités militaires françaises qui y tiennent sous tutelle les journalistes en leur interdisant toute approche des zones sensibles, tout accès aux véritables sources d'information ! »

Ce ressenti donné par Marcel Trillat, envoyé spécial au cours de la première guerre du Golfe, met en exergue la question de la liberté d'expression des journalistes par temps de guerre, de la neutralité de l'information donnée à l'opinion publique. Suite à la guerre du Viêt-Nam, qui fait figure de leçon stratégique sur le plan médiatique, les journalistes ont perdu la liberté d'action dont ils jouissaient, pour devenir strictement encadrés. La maîtrise de l'image de la guerre par le pouvoir commanditaire devint une condition essentielle à sa réalisation. Ce virage stratégique peut s'expliquer par ce constat donné par McLuhan, *« le Viêt-Nam a été perdu dans les living-room de l'Amérique – et non sur les champs de bataille »*. Si cette conclusion est certainement réductrice, la surmédiatisation des affrontements et la mauvaise maîtrise de l'image par l'Armée américaine ne pouvant expliquer à elles-seules le désastre de cette guerre, elles n'en furent pas moins un facteur déterminant. Aussi, dès la première guerre

¹¹ Le journaliste fait référence à l'« affaire des charniers de Timisoara », qui jeta un grand discrédit sur les médias à la fin du XXème siècle : après avoir été la ville symbole du soulèvement roumain contre la dictature de Ceausescu en novembre 1989, Timisoara est devenu le symbole d'une tentative de manipulation exceptionnelle de l'opinion publique par les médias. Les images d'un charnier où gisaient des cadavres affreusement torturés se révéla être une macabre mise en scène. Il s'avéra que les cadavres exhibés devant les caméras avaient été déterrés dans le cimetière des pauvres.

du Golfe, mais surtout à partir de 2003, et de la deuxième intervention en Iraq, l'Armée va continuer à chercher le soutien de l'opinion publique dans ces mêmes *living-rooms*, mais grâce à des journalistes désormais « *embedded* » (embarqués), soit strictement encadrés par les équipes de communication de l'Armée à travers un système dit des « *pools* ». L'objectif principal, au-delà de la sécurité des journalistes comme nous y reviendrons en deuxième partie de ce mémoire, était pour le gouvernement de s'assurer que les journalistes allaient bien décrire ce qu'on leur donnait à voir : soit l'avancée triomphante des soldats américains. Et non la souffrance des éventuelles victimes collatérales parmi les civils, ainsi que la violente destruction des infrastructures. L'attention des journalistes, et, de fait, de l'opinion publique américaine et internationale, était focalisée sur les « boys ». Il ne s'agissait pas d'interdire la diffusion de toute image de violence, mais de canaliser ces dernières pour éviter un remake de la « sale guerre », avec des images terrifiantes de cadavres et de massacres humains, capables d'éroder le soutien de l'opinion publique au pouvoir politique. Grâce à ce nouveau dispositif, déjà testé lors de leur intervention à la Grenade (*Operation Urgent Fury* en 1983) et au Panama (*Operation Just Cause* en 1989), même s'il fut déployé avec bien d'avantage de rigueur dans le Golfe, l'Etat-Major pouvait ainsi répondre à une double exigence : celle de la garantie de la sécurité des journalistes, et celle du contrôle de l'activité de ces derniers, afin de témoigner devant l'opinion publique du respect des valeurs démocratiques par les militaires lors des opérations extérieures. Presque dans un format de télé-réalité, les images mettaient en scène une certaine guerre, aseptisée de toute idée de souffrance humaine et d'images sanglantes. Les rares victimes locales dont il était question dans les médias étaient généralement relativisées par une comparaison avec les victimes des attentats du 11 septembre 2001, attestant du puissant manichéisme qui animait les communicants, avec une volonté évidente de dénoncer l'ignoble barbarie de l'ennemi, face aux valeureux soldats présentés comme des libérateurs. Comme parfaite illustration de ce nouveau genre de récit militaire pour communiquer sur les opérations extérieures et légitimer la guerre, on retrouve l'émission de télé-réalité militaire *Profiles from the front line*, produite par Bertram Van Munster et le roi des *blockbusters* américains, Jerry Bruckheimer (c'est lui qui a produit tous les grands films de guerre des trois dernières décennies, tels que *USS Alabama*, *Pearl Harbor* et *La chute du faucon noir*), en partenariat avec le Pentagone. Cette série documentaire de 13 épisodes d'une quarantaine de minutes était consacrée, sur un ton épique, au quotidien des soldats américains en mission, partout sur les théâtres d'opérations extérieures, y compris les opérations

spéciales. Près de 800 reporters et photographes avaient été « embarqués » dans le cadre de ce projet avec les unités déployées en Afghanistan, puis en Iraq, après avoir signé un contrat strict définissant la nature des sujets à couvrir. C'était véritablement la naissance du dispositif « *embedding* », favorisant l'utilisation des images de guerre en temps réel à des fins de propagande et de recrutement par les Armées. Car les épisodes de la série participaient explicitement de la co-construction d'un récit militaire magnifié, destiné à légitimer l'intervention de l'Armée américaine au Moyen-Orient, et à obtenir le soutien de l'opinion publique. Les images mettaient à la fois en scène des soldats dans leur intimité, alors qu'ils disaient au revoir à leurs familles ou qu'ils leurs parlaient à distance, afin de leur donner une plus grande humanité et d'émouvoir les spectateurs, et des raids spectaculaires où l'on suivait le débarquement et les opérations des forces spéciales. Au visionnage de ces épisodes, on retrouve à s'y méprendre, les mêmes images que celles diffusées dans les *blockbusters* produits par J. Bruckheimer.

Le journaliste français Thomas Hervé, pour décrire ce mariage stratégique entre le récit de guerre et la télévision, parle de « war marketing »¹². A premier titre d'exemple, il met en lumière les termes utilisés pour décrire la première guerre du Golfe, afin d'en donner une image la plus favorable possible à l'opinion publique. Aussi, parle-t-on souvent de « dégâts collatéraux » pour évoquer les destructions d'infrastructures, ou de « frappes chirurgicales » pour décrire les bombardements, afin, dans les deux cas, de minimiser les éventuelles pertes humaines et les destructions matérielles. Ces termes sont en effet très révélateurs du processus d'« euphémisation » à l'œuvre dans l'élaboration des stratégies de communication militaire, afin d'éviter les réactions de répulsion de la part du grand public. Aussi quand il y a destruction, il s'agit de dégâts, et en plus ces derniers sont collatéraux, c'est-à-dire involontaires, mais tout de même nécessaires à la neutralisation de la cible. Comme le décrivait le chercheur en sciences politiques Frédéric Bon, « *La guerre, sauf rares exceptions, n'ose plus se présenter dans le monde contemporain sous son véritable nom.*¹³ » Le nom même des opérations relève d'une véritable stratégie de marque, qui vise à maîtriser l'impact des images de la guerre auprès du grand public. Ainsi, comme pour les campagnes de publicité commerciales, Thomas Hervé explique que toutes les organisations gouvernementales font

¹² T. HERVE, *Comment le Pentagone nous vend la guerre*, Culturepub, n°1, novembre-décembre 2000

¹³ F. BON, *Les Discours de la politique*. PARIS : Economica, 2011, p .15

appel à des agences de conseil mises en concurrence pour trouver des noms aux opérations militaires, notamment aux Etats-Unis : « *Un document très officiel circule au Pentagone. Le « Propaganda Planning Process » est une véritable « copie stratégie » publicitaire publiée depuis 1979 par The Army Headquarter Washington DC. Toute la procédure à suivre pour manipuler l'opinion y est soigneusement consignée : définition des cibles et des missions à atteindre, organisation de pré-tests et de post-tests pour évaluer la perception des opérations militaires envisagées ou accomplies. C'est de la stratégie de marque.*¹⁴ » Ainsi les noms des deux opérations « Bouclier du désert » et « Tempête du désert » auraient été choisis parce que le terme « désert » impliquait la quasi-absence de vie humaine sur les théâtres d'intervention de l'Armée américaine, soit rassurait l'opinion publique en lui laissant croire que les opérations ne feraient probablement pas ou peu de morts et blessés. On retrouve là toutes les clés d'une véritable opération psychologique pour agir sur les esprits du grand public. A noter toutefois qu'en France, les opérations militaires empruntent très souvent leur nom au vocabulaire animalier ou géographique pour ne pas véhiculer de symbolique particulière (opération « Sangaris » en République Centrafricaine, du nom d'un petit papillon rouge ; opération « Harmattan » en Lybie, du nom d'un vent du désert originaire du Sahara ; opération « Chammal » en Irak et en Syrie, du nom d'un vent du nord en Irak, opération « Serval » au Mali, du nom d'un petit félin de la savane, etc.). Le centre de planification et de conduite des opérations (CPCO), qui est chargé de trouver ces noms, a en effet pour première directive la neutralité, pour n'avoir aucune connotation négative sur les concitoyens, mais surtout sur les populations locales des pays où les opérations sont déployées.

Les médias prennent aussi largement part à ce processus d' « euphémisation », afin de présenter les affrontements à l'avantage des pays occidentaux, et de préserver ainsi le soutien de la société civile. Un article de l'association *Acrimed* recensait en ce sens les termes utilisés par les journalistes des grands médias français pour parler des victimes civiles causées par les interventions militaires occidentales à l'étranger, qu'il s'agisse du conflit afghan, de la guerre contre l'Iraq ou de l'intervention de l'Armée israélienne à Gaza. Les différents exemples tendaient à montrer que ces dernières étaient toujours présentées comme étant des « bavures », ou même parfois, de simples « erreurs ».

¹⁴ T. HERVE : IBIDEM

*« Nouvelle bavure de l'Otan en Afghanistan. La force internationale de l'Alliance atlantique (Isaf) a tué au moins 27 civils dimanche [21 février], dans un bombardement aérien (...). Ces décès constituent une nouvelle **erreur** des forces internationales qui sont accusées régulièrement par Hamid Karzaï de ne pas prendre assez de précautions dans leurs bombardements et de tuer trop de civils.¹⁵ »*

A noter que pour ce dernier exemple, qui évoque le bombardement de l'Otan ayant tué de nombreux civils en Afghanistan le 22 février 2010, le titre initial de l'article était « Afghanistan : l'Otan tue 21 civils dans un bombardement ». Puis le Figaro a finalement opté pour « Afghanistan : regrets de l'Otan après la mort de 27 civils », ce titre ne récriminant pas directement l'organisation militaire (on ne retrouve plus le verbe « tuer »), et mettant en avant le caractère involontaire de l'acte (l'Otan présente des « regrets »). Le Larousse donne d'ailleurs la définition suivante au terme « bavure » : « Erreur regrettable, commise notamment à l'occasion d'une opération policière ou militaire, ou conséquence fâcheuse d'une action ». A aucun moment la responsabilité des acteurs ayant commis l'action n'est remise en cause, témoignant, encore une fois, du caractère non-anodin de l'utilisation de ce mot. Comme nous l'évoquerons en deuxième partie de ce mémoire, ces représentations sémantiques du discours médiatique, qui s'inscrit dans une rhétorique de guerre en soutien aux puissances occidentales, pose inévitablement la question de la responsabilité du journaliste par temps de guerre. Et, par conséquent, peut être questionnée la valeur des informations et des images transmises par les médias dominants. Toutefois, se rappeler les contraintes pesant sur les journalistes en temps de conflits, à commencer par leur sécurité, est essentiel pour ne pas appréhender les contenus médiatiques comme la seule résultante d'un cadrage idéologique.

Ces contraintes sont à l'origine des rapports conflictuels entre journalistes et militaires, remis au goût du jour avec l'intervention au Mali. Les mêmes accusations de censure qui avaient pu être proférées durant les deux guerres du Golfe, sont prononcées à l'encontre du

¹⁵ Lefigaro.fr, *Afghanistan : regrets de l'Otan après la mort de 27 civils*, 22/02/2010, cit2 par Acrimed, *Afghanistan : bavures de presse*, 24/02/2010

pouvoir politique français, soupçonné d'autoriser les médias à montrer uniquement ce qu'il a envie de montrer. A titre d'exemple, suite à la reprise de Konna aux Islamistes, par les forces spéciales françaises, le 18 janvier dernier, les journalistes n'avaient pu accéder au théâtre d'affrontement qu'aposteriori, dans le cadre d'une « visite guidée » extrêmement scénarisée. Cette mise en scène par le dispositif de communication de l'Armée avait été rapportée par le journaliste Tanguy Berthemet, envoyé spécial du Figaro à Sévaré.

« On conduit donc le cortège de presse devant la préfecture, l'éphémère QG local des islamistes (...). Avec l'arrivée, tombant à pic pour la presse, de témoins des combats entre l'Armée malienne et les islamistes. Ils racontent leur terreur face aux injonctions moyenâgeuses des Islamistes, puis enfin la «libération» avec l'entrée des soldats français. Soudain, l'ordre «est vite donné de partir». Et le cortège de journalistes reprend la route, avec une histoire à raconter.¹⁶ »

En raison de cet encadrement par l'Armée, les journalistes ont plus de difficultés à échanger avec les locaux. Aussi le compte-rendu des combats se focalise sur les aspects militaires des opérations, en ne re-contextualisant ces dernières que très rarement à l'échelle du pays et des différentes problématiques entrant en compte, y compris en termes culturels et ethniques. D'où une tendance à l'uniformisation du récit de guerre, qui ne laisse qu'une très faible place à l'analyse critique. Pourtant, une obsession excessive du contrôle de l'image peut s'avérer nuisible pour l'Armée sur le long terme. Car ce verrouillage complet de l'information peut plus facilement aboutir à un dérapage médiatique, qui prendra d'autant plus d'ampleur dans un contexte de silence médiatique quasi-total. C'est ce qu'illustre parfaitement la controverse du militaire français masqué en janvier 2013, dont le cliché avait embrasé la toile et extrêmement choqué les internautes, de par son caractère agressif et irrespectueux. Cet exemple montre que l'Armée ne doit pas pêcher par excès de réaction. Bien qu'il est évident que les journalistes doivent se montrer responsables et respecter un certain nombre de principes pour ne pas nuire aux opérations, l'Armée doit s'adapter aux attentes de ses concitoyens et communiquer a minima sur ses activités. Car une opinion publique qui ne comprend pas ce qu'il se passe ne

¹⁶ T. BERTHEMET, *Mali : la guerre en visite guidée pour la presse internationale*, 28/01/2013, lefigaro.fr

peut pas soutenir une opération. Pire, elle peut se laisser manipuler par des images malintentionnées, et par la communication adverse. Notre société « hyper-médiatique et connectée » ne peut donc se contenter d'une « Grande Muette ». Au risque, pour la Défense, de se tirer une balle dans son propre pied.

Par ailleurs, cet exemple de controverse est intéressant car il rappelle l'importance de l'éthique de comportement au combat, devenue absolument indispensable pour tout soldat en opération. On retrouve ici l'un des trois registres définis par Platon comme étant essentiels à toute communication d'influence¹⁷. Les populations ont absolument besoin d'être rassurées sur l'éthique des opérations menées, et sur celle du comportement des militaires déployés. Où qu'elles se produisent, désormais relayées par les médias du monde entier, les dérogations au droit et à la dignité ne laissent pas l'opinion publique insensible, ni inactive. Cette dernière peut très rapidement exprimer son mécontentement dans la rue, sur les réseaux sociaux ou, éventuellement, dans les urnes. Aussi elle est pleinement en mesure de peser sur les décisions politiques et, in fine, infléchir les stratégies déployées. C'est pourquoi, conscients de l'importance de l'adhésion populaire, les hautes autorités militaires et politiques sont très attentives à l'image de l'Armée dans les médias. Cette polémique du soldat masqué avait d'ailleurs été extrêmement rapidement et fortement condamnée par l'Etat-Major des Armées.

Cette critique du journaliste T. Berthemet pointe enfin du doigt les limites du journalisme « embarqué », dont la marge de manœuvre est fortement limitée. On aurait pu croire à ses débuts qu'il mènerait vers une plus grande flexibilité pour les journalistes, autorisés à suivre les opérations militaires aux côtés des soldats. Mais de fait, ce dispositif semble d'avantage orienter le journalisme vers une nouvelle forme de censure, maquillée, avec des reporters dépendants d'une source d'information unique, qui est l'Armée. Les journalistes ne sont libres qu'à l'intérieur d'un cadre très limité et codifié. Les troupes imposent des itinéraires aux différents reporters, qui ne peuvent, en outre, pas entretenir des relations très naturelles avec les populations locales, étant toujours en présence de militaires armés. Le chercheur en Sciences sociales Aimé-Jules Bizimana parle, à ce propos, de « soda straw view ». Pour lui, comme il l'explique dans le passage cité ci-dessous, le journalisme *embedded* est un outil de communication pour les forces Armées, nécessairement soumises, à plus ou moindre degré,

¹⁷ PLATON : IBIDEM.

aux ordres du politique, qui vont vouloir se servir des médias comme intermédiaire pour défendre leurs projets :

"Pour les américains en Iraq, il y avait nécessité de contrer la propagande de Saddam Hussein. Ils voulaient s'assurer de dominer le terrain de l'information avec des journalistes qui allaient relayer en force le point de vue de l'Armée américaine. L'intégration est donc une stratégie de communication par médias interposés. Il fallait par contre s'assurer de contrôler l'accès sur le front. Seuls des médias triés sur le volet comme CNN ou ABC ont suivi de véritables opérations de combat avec les colonnes de tête de l'Armée¹⁸".

L'ironie est que ce dispositif du journalisme *embedded* fut, au cours de l'Histoire récente, autant utilisée par les pays occidentaux, que par les régimes dictatoriaux qu'ils désignaient comme leurs adversaires. Tel fut le notamment le cas lors de l'insurrection libyenne en 2011, au cours de laquelle Mouammar Kadhafi tenta de camoufler la réalité sanglante de son régime : celle d'une décennie de dictature et de répression violente. Cette tentative d'embrigadement de la presse internationale à travers une mise en scène du régime dictatorial libyen presque burlesque, si elle ne cachait pas une réalité aussi tragique, est parfaitement décrite par la journaliste Delphine Minoui dans son ouvrage « Tripoliwood »¹⁹. La lauréate du prix Albert Londres livre en effet son témoignage sur les quelques semaines qu'elle a passées en sa qualité de journaliste à Tripoli, sur invitation du régime libyen, du 1er mars au 6 avril 2011, en pleine répression de l'insurrection par les troupes du colonel Kadhafi, et au début de l'intervention occidentale dans le pays. En effet, le dictateur prit alors l'initiative d'accréditer quelques rares journalistes travaillant pour de grands médias internationaux, afin de démentir les accusations de la scène internationale contre son régime, et de leur montrer « la » vérité, à comprendre « sa » vérité sur son régime. Comme le confia le fils du Guide de la révolution, Saïf al-Islam, à Delphine Minoui, dans le cadre d'une interview à son arrivée à Tripoli, les journalistes étrangers furent invités parce que « *trop de gens croient bêtement ce qu'ils voient* »²⁰ sur Al-Jazira. Seulement, en réalité, une fois sur place, les journalistes furent tous confinés à l'hôtel Rixos à

18 C. VOISSIER et C. CHIRON, *Le journalisme embarqué : une histoire de point de vue ?*, La Fabrique de l'info

¹⁹ D. MINOUI, *Tripoliwood*. Paris : éd. Grasset, 2011

²⁰ D. MINOUI : *IBIDEM*, p. 24

Tripoli, duquel ils ne purent sortir qu'accompagnés de la garde rapprochée de Khadafi, dans le cadre de visites presque irréelles, au milieu de scènes de liesse célébrant le régime libyen, préparées et encadrées par l'Armée. La volonté du dictateur était d'utiliser ces journalistes comme moyen de propagande, afin de construire un contre-récit à l'avantage de son régime. On retrouve, à une échelle exceptionnelle, l'intermédiation des médias par le pouvoir politique et militaire afin de construire un récit mobilisateur pour influencer l'opinion publique et obtenir son soutien.

3- La guerre « juste » : l'intervention humanitaire comme point nodal de la stratégie – marketing élaborée par les Etats pour vendre une guerre conforme aux idéaux démocratiques

La guerre du Golfe est extrêmement parlante dans le sens où elle a été une démonstration de force de l'élaboration d'un « war marketing », par les pays dits « démocratiques », afin d'imposer leur vision des relations internationales, par une logique de « dramatisation ». Une véritable campagne psychologique a été orchestrée, afin de convaincre l'opinion publique de la nécessité de la guerre, qui, depuis le traumatisme de la seconde guerre mondiale, ne pouvait être justifiée que par une violation extrêmement grave des libertés et des droits humains. Dans certaines de ses déclarations, le président américain George Bush en est même venu à comparer le régime de Saddam Hussein à l'Allemagne nazie. Toujours avec ce même objectif de créer une véritable répulsion envers l'ennemi désigné de la démocratie. Cette propagande s'est parfois même appuyée sur l'usage détourné de certaines images d'archives. Ce fut notamment le cas dans l'émission *Thalassa*, diffusée le 1^{er} février 1991 sur France 3²¹. Le montage reprenait des images données par l'Etat-major américain, sur lesquelles un cormoran se débattait dans le mazout iraquien, afin d'accuser le régime de Saddam Hussein d'avoir provoqué la plus grande marée noire du siècle. On apprendra plus tard que les images avaient été tournées en Bretagne...

C'est cette même volonté de défendre une guerre de prévention « juste et démocratique » qui poussa, quelques années plus tard, le secrétaire d'Etat américain à la Défense Colin Powell,

²¹ FR3, *Le 20 heures*, le 01/02/91

à prononcer son réquisitoire contre le régime iraquien de Saddam Hussein. Son exposé, prononcé le 5 février 2003 devant les Nations Unies, fut repris par les chaînes de télévision du monde entier, marquant en profondeur l'opinion publique. Ce dernier reprend nombreux des codes de la propagande occidentale qui se regroupent sous ce qu'on pourrait nommer l'« action psychologique », communément désignée comme « la septième arme », et visant à atteindre « les cœurs et les esprits ». Parmi ces codes on retrouve une logique qui consiste à justifier le recours à la violence de façon à ce que celle-ci soit toujours perpétrée pour le bien du dominé. Sans vouloir d'aucune façon comparer le gouvernement américain avec les deux régimes cités ci-après, cette logique a été également suivie par le régime nazi, puis plus récemment par l'Etat Islamique, pour justifier leurs actes criminels. En effet, lorsqu'Hitler, poursuivant ses objectifs pangermaniques, envahit les Sudètes en 1938, il invoqua la nécessité d'une « intervention humanitaire » pour empêcher le « nettoyage ethnique » subi par les germanophones, soit il justifia son invasion par la protection de son peuple contre l'oppression tchécoslovaque. Aujourd'hui, l'EI suit le même modèle pour appeler au djihad de nouveaux partisans, en invoquant la nécessité d'une « intervention humanitaire », pour empêcher Bachar el-Assad de continuer à assassiner les enfants en Syrie. Soit l'organisation terroriste invoque les objectifs les plus nobles et charitables pour justifier la prise des armes, il fait appel aux sentiments et utilise la victime la plus forte émotionnellement pour toucher le cœur humain, soit l'enfant.

« À la base de tout ce que j'ai dit, à la base de tous les faits et de tous les comportements que j'ai décrits, figure le mépris de Saddam Hussein pour la volonté du Conseil de sécurité, son mépris de la vérité et, ce qui est encore plus accablant, son mépris total de la vie humaine. Son utilisation de l'ypérite et de gaz neurotoxique contre les Kurdes en 1988 est l'un des actes les plus atroces du XXe siècle. Cinq mille hommes, femmes et enfants sont morts. Sa campagne contre les Kurdes de 1987 à 1989 a compris un grand nombre d'exécutions sommaires, des disparitions, des détentions arbitraires, l'épuration ethnique et la destruction de quelque 2.000 villages. Il a aussi effectué des opérations d'épuration ethnique (...) Rien ne montre plus clairement les intentions dangereuses de Saddam Hussein, et la menace qu'il fait peser sur nous tous (...) Les États-Unis ne peuvent pas faire courir ce risque à leur population, et ils ne le feront pas. Il n'est pas possible de laisser Saddam Hussein posséder des armes de destruction

*massive (...) Nous avons une obligation envers nos concitoyens. (...) Nous ne devons pas nous dérober devant ce qui nous attend. Nous ne devons pas faillir à notre devoir et ne pas assumer nos responsabilités envers les citoyens des pays qui sont ici représentés.*²² »

Or, dans son exposé devant les Nations Unies justifiant l'invasion des États-Unis en Iraq, Colin Powell a utilisé des arguments semblables, pour vendre auprès de l'opinion publique une intervention qu'on pourrait qualifier d'« humanitaire ». Tout le storytelling développé dans ce discours de 90 minutes, notamment dans le passage le plus retenu de cette conférence, intitulé *Failing to disarm* (« échec au désarmement »), s'attachait à démontrer l'impérieuse nécessité de l'Occident, soit des « défenseurs de la liberté », de s'opposer à Saddam Hussein, qui faisait partie de ceux désignés comme étant les « ennemis de la liberté » (George Bush parlera même de « la plus grande menace du XXIème siècle »), et que les américains accusaient de fabriquer des armes de destruction massive (ADM). S'appuyant sur des enregistrements téléphoniques et des images satellites fournis par les services de renseignement américains, Colin Powell accusa Bagdad de mettre en place un système visant à dissimuler ses caches d'armes chimiques et biologiques. L'intervention n'était alors pas un choix, mais une obligation morale (« *Nous avons une obligations devant nos concitoyens* ») afin de porter secours à la population iraquienne opprimée, et dangereusement menacée. Comme on peut le lire dans l'extrait de son discours rapporté précédemment, Colin Powell donne aux États-Unis la figure du « héros », du « sauveur », qui se doit de porter secours aux populations opprimées par un dictateur terrible, notamment des figures faibles (« *Cinq mille hommes, femmes et enfants sont morts* »), afin d'apporter la démocratie, soit l'« antidote » contre le mal. Le recours à la force n'est pas un choix libre, mais une obligation impérieuse, au nom d'une morale supérieure. Peu après l'intervention de Colin Powell, le 20 mars 2003, les États-Unis, se passant de l'aval de l'ONU, lancèrent finalement leur intervention en Iraq.

Pourtant, seulement deux jours après l'allocution de Colin Powell, une partie de son exposé fut remise en cause. Le rapport de Londres sur les armes de destruction massives en Iraq, maintes fois citées par C. Powell, s'avéra être un plagiat du travail d'un étudiant américain. En

²² Traduction française par le Département d'Etat du discours du Secrétaire d'Etat des États-Unis, Colin Powell, au Conseil de sécurité des Nations Unies, le 11 février 2003. Partie « Violation des droits de l'Homme » (« Human rights violations »). Annexe n°4.

outre, le principal accusé, Saddam Hussein, démentit immédiatement, réitérant le fait que son pays ne possédait plus d'armes de destruction massive. *« Ces armes ne sont pas de petites pilules que vous pouvez cacher dans votre poche, dit-il. [...] Il est facile de déterminer si l'Iraq en détient ou pas. »* De son côté, le chef des inspecteurs de l'ONU, Hans Blix, émit également des doutes sur ces accusations, saluant au passage la coopération active de Bagdad, et condamnant l'invocation de la nécessité du recours à la force. Plusieurs mois après la fin du conflit, il soutiendra que l'Iraq avait, selon lui, probablement détruit ses armes de destruction massive en 1991, juste après la première guerre du Golfe, comme Saddam Hussein l'avait toujours soutenu. Par ailleurs, le rapport dévoilé en septembre 2004 par l'Iraq Survey Group, mandaté par les États-Unis pour enquêter sur ces fameuses ADM, est très édifiant. Il vient confirmer les dénégations d'Hans Blix, révélant que l'Iraq ne possédait plus d'ADM depuis 1991, et qu'aucun programme pour en développer d'autre n'était en cours. Le 8 septembre 2005, sur la chaîne américaine ABC, Colin Powell reconnut enfin le caractère mensonger de son discours prononcé devant le conseil de sécurité des Nations Unies, tout en soulignant qu'il ne s'agissait pas d'un mensonge délibéré : *« Bien sûr. C'est une tache. J'étais celui qui l'a présenté au monde entier, et (cela) fera toujours partie de mon dossier. Cela été pénible. Et c'est toujours pénible »*. Selon lui, George Tenet, directeur de la CIA à l'époque, pensait sincèrement fournir des renseignements véridiques, admettant toutefois la présence de failles dans le système de renseignements.

La confirmation du caractère mensonger des accusations proférées par le gouvernement américain à l'encontre du régime iraquien a largement participé à délégitimer la parole des experts. L'opinion publique, qui était majoritairement hostile à une intervention en Iraq, que ce soit avec ou sans l'accord des Nations Unies, est devenue encore plus méfiante envers la communication militaire. Cette méfiance s'est notamment observée en avril 2017, suite à l'exposé de Nikky Haley au sujet d'une attaque présumée par armes chimiques en Syrie, imputée au régime de Bachar al-Assad. Le 5 avril 2017, lors d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations Unies, l'ambassadeur des États-Unis à l'ONU a en effet dénoncé une attaque chimique atroce contre la ville de Khan Cheikhoun, au Nord-Ouest de la Syrie, qui aurait entraîné la mort de 86 personnes, dont 20 enfants. Nikky Haley, pour appuyer son témoignage et lui donner ainsi plus d'impact auprès des membres du Conseil de sécurité et de l'opinion

publique internationale, a également fait appel au registre du pathos. Elle a en effet brandi deux photographies d'enfants tués par les gaz, estimant que « *Quand les Nations Unies échouent constamment dans leur mission d'agir, il y a des moments dans la vie des Etats où nous sommes obligés d'agir nous-mêmes* », faisant planer la menace d'une action unilatérale. Le lendemain, dans la nuit du 6 au 7 avril, les États-Unis menaient des frappes contre la base militaire syrienne de al-Chaayrate, près de Homs. Si la majorité des diplomates internationaux ont soutenu l'action de Donald Trump, l'opinion publique américaine et internationale s'est immédiatement divisée, ravivant le souvenir douloureux de l'intervention en Iraq. Tweeter a notamment vu fleurir les hashtag dénonçant les frappes américaines menées en dehors du cadre légal du droit international, et réclamant l'ouverture d'une enquête indépendante pour donner des preuves concrètes aux accusations faites « sans fondement » à l'encontre du régime syrien. Parmi ces derniers, on en retrouve deux qui ont atteint les *trending topics* au lendemain des frappes « #handsoffsyria » et « #SyriaHoax ». Sous ces deux hashtags les internautes ont affirmé que les photos ne constituaient pas des preuves suffisantes pour incriminer le régime syrien. Certains ont fait le rapprochement avec l'intervention de C. Powell en 2003, comparant les photos du secrétaire d'Etat américain entrain de brandir une prétendue fiole d'*anthrax*, censée prouver l'existence d'armes de destruction massive en Iraq, et de Nikki Haley entrain de brandir les photos d'enfants victimes de la présumée attaque chimique en Syrie. Des rassemblements ont également été organisés dans plusieurs villes des États-Unis, dénonçant le caractère impulsif du président américain Donald Trump, son action unilatérale ayant été menée en violation du droit international, sans attendre les résultats d'une enquête objective pour déterminer la responsabilité de l'attaque chimique.

Enfin, l'évolution des représentations de la violence construites par le discours officiel depuis les années 1960, ainsi que des conditions d'exercice de la profession de journaliste par temps de conflit armé, mettent bien en exergue toute la difficulté du récit militaire à ne pas tomber dans une simple logique de « spectacularisation », ou une « déréalisation » complète de la guerre. Trop montrer cette dernière, c'est risquer, pour l'Armée, la banalisation ou la fascination de la violence ; mais à l'inverse, ne pas assez la montrer c'est risquer la déréalisation et le désintéressement de l'opinion publique. Ne montrer que des images morbides, c'est risquer de heurter les sensibilités et manquer de respect aux victimes ; mais à

l'inverse, ne pas les montrer c'est nier la tragédie de la guerre. Permettre aux journalistes de se rendre sur place, en zone de conflit, pour rendre compte de ce qu'il s'y passe, c'est risquer de les mettre en danger et de compliquer les opérations ; mais à l'inverse, leur en interdire entièrement l'accès, c'est porter atteinte à la liberté d'expression, ce qui risque de porter préjudice à l'image de l'Armée au long terme. Tout l'enjeu de la stratégie d'influence militaire réside ici, dans l'équilibre de ces différents attributs.

Partie II. Devoir de protection et volonté de séduire : la communication militaire à l'épreuve de la transparence

Dorénavant, en raison des multiples bouleversements induits par le développement des nouvelles technologies de l'information, et de la place grandissante que prend la communication dans tous les domaines, l'Armée se retrouve obligée de se soumettre à une injonction paradoxale, à la croisée entre son besoin de communication et son devoir de réserve. En France, cette injonction remet en question le surnom traditionnel donné à l'Armée, « la Grande Muette ». Initialement dû à l'interdiction de vote imposée aux membres des forces armées, ce surnom, suite à la levée de cette interdiction en 1945, a opéré un glissement sémantique pour faire référence, plus largement au devoir de réserve des militaires, et à la discrétion nécessaire à la bonne conduite des opérations. Or, désormais, la Défense ne peut plus se restreindre à la publication de quelques rares communiqués pour informer les citoyens de l'engagement de ses soldats sur des théâtres d'opération extérieurs. En restant muette, l'Armée se risquerait à se détacher entièrement de la société, se privant du soutien des civils lors de la prise de décision politique de mener des interventions. En revanche, si elle se doit de parler à ses concitoyens qui ont le droit d'information, l'Armée reste conditionnée par son devoir de réserve, au nom de la sécurité de la nation. D'où les tensions qui animent ses relations avec les médias, qui ne partagent pas la même déontologie. Et d'où cette tentative de trouver un point de collision entre deux concepts historiquement construits comme incompatibles : la sécurité nationale et le droit à l'information. Dès lors, cet enjeu pose la question de la transparence de l'information en temps de guerre, notamment en contexte de violence exacerbée. Comment retravailler cette dernière, sans la masquer entièrement, mais en la présentant de sorte à préserver le soutien de l'opinion publique ? Cet enjeu de la transparence de l'information pose également une question essentielle aux journalistes, qui participent pleinement à l'effort de guerre : comment peuvent-ils couvrir une guerre lorsque leur propre pays est engagé, sans devenir un outil de propagande du commanditaire politique et militaire, sans devenir un simple porte-parole de l'Armée ?

1- La représentation de la violence Armée dans le récit militaire : la guerre entre esthétisation et dédramatisation, afin de garantir le soutien de la Nation

La nécessité de l'Armée à communiquer sur son activité répond à un triple objectif, inhérent à chacune de ses opérations militaires extérieures. En premier lieu, l'Armée cherche à séduire l'opinion publique, afin de renforcer le lien entre les soldats et la nation, notamment pour que les premiers se sentent soutenus par leurs concitoyens. En deuxième lieu, l'Armée s'efforce de convaincre l'opinion publique, soit de la persuader de la nécessité de l'intervention. Enfin, dernier objectif mais pas des moindres, l'Armée cherche à vaincre l'adversaire, soit à contrer le discours tenu par l'« ennemi » grâce à la construction d'un récit cohérent et mobilisateur qui définit clairement les différents acteurs du conflit, avec d'un côté les « gentils », soit les pays amis, et de l'autre les « méchants », soit les pays ennemis. Pour répondre à ces trois objectifs, les organes de communication de l'Armée mobilisent les trois registres décrits par Platon dans *République*²³, et présentés comme étant essentiels pour parvenir à convaincre son auditoire. Tout d'abord, l'Armée va essayer de démontrer son bon fonctionnement, à travers une esthétisation des militaires et de leurs opérations, ainsi qu'une mise en avant de leur maîtrise technique de leur armement. Cela va correspondre au genre épideictique, soit, chez Platon, à l'argument du « beau ». En outre, l'Etat-Major des Armées va s'attacher à expliquer le déroulement des opérations, tout en rassurant sur le cadre juridique et le respect des valeurs démocratiques des militaires sur le terrain. L'enjeu est grossièrement de présenter une guerre « propre », sans violence excessive et non justifiée. Il s'agit ici du genre juridique, qui correspond à l'argument du « juste ». Enfin, l'Armée, nécessairement soumise au pouvoir politique, va tenter de convaincre du caractère nécessaire de l'opération, en s'appuyant bien souvent sur des principes moraux supérieurs. Cet argument de la « guerre humanitaire » au double profit des populations locales et de l'intérêt national, correspond à l'argument du « bien », qui répond au genre délibératif.

On s'attardera ici sur le premier argument, soit celui du « beau », qui s'inscrit dans le genre épideictique. Ce dernier joue un rôle primordial dans la construction des récits militaires,

²³ Platon, *La République*. Paris : 2002, Poche

essentiellement suite au traumatisme de la guerre du Viêt-Nam. Comme on l'étudiait dans la première partie, les images cruellement morbides qui ont envahi les écrans pendant cette période ont profondément choqué la communauté internationale, dont américaine, qui s'est rapidement désolidarisée de son Armée. Ce traumatisme a entraîné une prise de conscience immédiate par l'Armée de sa nécessité de maîtriser l'information, et notamment l'image, en temps de guerre. Cette maîtrise s'est en grande partie concrétisée à travers une transfiguration de la violence martiale, avec d'un côté un lissage des images de guerre pour donner l'apparence d'une guerre « propre », et de l'autre une mise en scène des opérations, pour donner l'image d'une guerre « esthétique ». Cette double ambition répond à un simple constat : l'opinion publique ressent le besoin de voir des images de la guerre, sans cela le conflit perd toute réalité, il devient déréalisé dans les consciences collectives. En revanche, les images de guerre qui lui sont dévoilées ne peuvent exposer la mort de manière brute, au risque de la choquer comme cela a pu être le cas lors de la guerre du Viêt-Nam. Elles vont donc répondre à ce fameux concept d'« esthétisation » décrit plus haut, afin de tourner les images de violence armée à l'avantage de l'institution qui les diffuse. Aussi les premiers bombardements de Bagdad pendant la guerre du Golfe, laissant des traces vertes dans le ciel, émerveillèrent les téléspectateurs et les journalistes qui les comparèrent en direct à des feux d'artifice. Cette guerre a d'ailleurs été grandement communiquée d'un point de vue technique et technologique, avec l'objectif de focaliser l'opinion publique sur les innovations techniques en termes d'armements, et sur la maîtrise de ces armements par les soldats. L'esthétisation des images permet finalement une certaine déréalisation du conflit. Les individus, derrière leur télévision, fascinés par la prouesse militaire de leurs troupes, ne se rendaient plus comptes que ces feux d'artifices magnifiques étaient en réalité des bombardements, destinés à détruire et à tuer. De même que les vidéos diffusées, étaient filmées depuis des avions, avec de fait une prise de vue et une qualité qui amoindrissaient leur caractère violent. Finalement, l'enjeu était de trouver le niveau de distanciation adéquat pour que le grand public ait l'impression de suivre en direct le déroulement des affrontements, tout en ne se sentant, dans le même temps, pas inquiet par les images qu'il voyait.

Aujourd'hui encore on retrouve ce principe d'esthétisation dans la médiatisation des opérations militaires extérieures. Aussi, dans le cadre de l'opération Chammal menée en Irak et en Syrie, l'Etat-Major des Armées va très peu communiquer de détails sur le déroulé des opérations, et sur les éventuelles destructions et autres « dégâts collatéraux », pour se focaliser

plutôt sur les innovations techniques. Aussi va-t-il régulièrement agrémenter ses comptes Twitter et Facebook de belles photos des militaires en opération, et de leur matériel, notamment les avions²⁴. Avec toujours cette même double volonté de séduire et de rassurer. Soit de prouver au public le bon fonctionnement de l'Armée et la maîtrise de son matériel, ainsi que de rassurer sur le bon déroulement des opérations, sans finalement dire grand-chose de ces dernières. Un simple décompte des sorties aériennes et des frappes militaires est donné chaque semaine, mais sans précision aucune encore une fois sur la localisation, la date, les cibles ou le déroulé des opérations.

Un deuxième procédé accompagne généralement ce travail d'esthétisation, afin de « lisser » les opérations et de donner l'illusion d'une guerre « propre ». Il s'agit, comme l'illustre l'exclamation suivante du journaliste Pierre Babey, énoncée dans le contexte de la première guerre du Golfe, de la logique de dédramatisation :

"Les avions décollent bien, ils reviennent bien, l'Armée nous présente parfois un raid, le plus spectaculaire, mais de bilan global des opérations et des dégâts Iraquiens, il n'y a rien, désespérément rien !"²⁵

Les progrès des technologies d'armement ont ouvert, au cours des dernières décennies, de nouveaux espaces de combats. Les différentes Armées se sont équipées, et sont devenues bien plus meurtrières. Des nouvelles armes d'une puissance destructrice impitoyable, dont des armes de tir à très longue portée, sont désormais utilisées de manière massive, rendant les populations civiles bien plus vulnérables qu'auparavant. Comme ils l'avouèrent après la fin de la guerre, les américains utilisèrent même en Iraq, en 1991, des bombes à fragmentation d'une nouvelle génération, bien plus meurtrières que les bombes au Napalm de la guerre du Viêt-Nam qui avaient tant choqué, et qui avaient été formellement condamnées par le droit international. Et pourtant, si les nouvelles technologies de l'information et de la communication développées dans le même temps, étaient en mesure de filmer quasi en direct, de presque n'importe quel point de la planète, le déroulé des affrontements, ne nous parvinrent pas plus

²⁴ Annexe n°1

²⁵ Pierre Babey, FR3, "19/20", 23 janvier 1991.

qu'avant les images des dégâts causés par la guerre. L'opinion publique n'eut pas l'impression d'assister à une guerre aussi « sale » que celle au Viêt-Nam, en partie parce qu'elle ne « voyait rien », comme le dénonçait Pierre Babey. Ce constat peut facilement s'expliquer par la volonté des États-Unis de ne pas effrayer le grand public, et de présenter les opérations sous un jour qui leur était favorable. Ainsi, pendant la guerre du Golfe, de longs reportages furent consacrés aux affrontements, également sur les chaînes françaises, sans qu'apparaissent de cadavres dans les images diffusées. Les journalistes embarqués étaient, de fait, très souvent autorisés à accéder aux théâtres des affrontements seulement après que l'Armée les aient « nettoyés ». Suivant la même logique, de nombreux reproches ont été faits à propos du manque de communication entretenu sur le nombre des victimes. Comme si la guerre ne faisait aucun mort, que ce soit du côté allié, comme du côté ennemi. Au lendemain de la première guerre du Golfe, le gouvernement américain se félicita ainsi de la guerre médiatique menée. Le message qu'il voulait faire passer au grand public avait bien été transmis, la guerre du Golfe était une « guerre juste et propre ». Résultat, on ne saura jamais vraiment combien de morts elle a causés. Le grand public, abreuvé d'images censées démontrer la performance technique des troupes Armées, n'aura quasiment vu aucun cadavre. Dès les premières années du conflit, quelques rares journalistes dénoncèrent cette gigantesque opération de manipulation du gouvernement américain, au cours de laquelle furent utilisés, de manière optimale, les procédés d'esthétisation et de dédramatisation, afin de vendre au grand public une guerre « raisonnable », au moindre coût humain. Tel fut de l'un des co-fondateurs de Libération, Serge July, qui dénonça explicitement la propagande du gouvernement américain :

« Si la guerre pouvait épargner les hommes, elle serait nettement plus présentable et de ce fait on pourrait y avoir recours plus fréquemment. Tous les chefs d'État ont rêvé d'une guerre aseptisée que l'on pourrait pratiquer comme la chirurgie : en gants blancs et sans faire de mal aux opinions publiques, le point le plus sensible des sociétés développées. Ce rêve, la confrontation avec l'Iraq est en train de le mettre en œuvre grandeur nature : une guerre qui ne répondrait pas à des critères classiques de destruction, mais à des considérations policières de

répression (...) Ce que l'on expérimente au Proche-Orient, ce ne sont pas simplement de nouveaux types d'armes, de nouveaux médias, mais une nouvelle forme de guerre.²⁶ »

2- La promesse d'une information continue vécue en temps réel : le mythe de « l'Histoire en direct »

La dédramatisation de la guerre n'a été rendue possible que grâce au mythe de l'« Histoire en direct », né avec la création de la télévision, qui a rapidement fait son apparition dans le salon de nombreux foyers à travers le monde. En effet, les progrès technologiques des outils de communication et d'information ont permis, grâce à cet objet, la diffusion quasiment instantanée d'images à partir de n'importe quelle position, ce qui lui a conféré une place essentielle au cœur des stratégies de propagande déployées dès la deuxième moitié du XX^{ème} siècle. Le pouvoir du direct s'est de fait révélé très dangereux, dans le sens où les téléspectateurs ont souvent eu tendance à confondre la réalité du direct avec le direct de la réalité, prenant pour absolument réel ce qu'ils voyaient défiler sur leurs écrans.

« La figure propagandiste emmène ses lecteurs dans un univers où l'on espère les cantonner. L'observateur est projeté dans la représentation, chaque fois plus éclatée, toujours plus cohérente. Point d'iconoclasme encore. Chacun se persuade que la puissance d'impact de son iconographie percera les défenses d'un public, alors intimement convaincu de ses propres faiblesses. La force des images de propagande réside dans cette fragilité acquise, de celui qui les voit. Les lendemains chantent. Ebloui, le regard cède ; les yeux se baissent. L'outrance dénonce elle-même son erreur. L'autosuggestion ne fonctionne plus vraiment. La correction communicationnelle réintroduit l'espoir. L'image est invention d'un quotidien miraculeux. (...) L'information par l'image recrée en chaque citoyen un saint Thomas. Voir ? C'est encore croire²⁷. »

²⁶ Serge July, Libération du 21 janvier 1991

²⁷ F. D'ALMEIDA, *Images et propagande*. Paris : Casterman – Giuti, 1995, p. 181

Les autorités usèrent en effet de la naïveté incandescente des individus face aux images, pour leur faire passer des messages qui étaient favorables à leur politique. Ces mots du maître de conférences Frédéric d'Almeida résument bien les forces de la propagande visuelle, qui s'est rapidement retrouvée au centre de la stratégie communicationnelle, autant des Etats que des marques ou toute autre autorité désirant influencer sur l'esprit des destinataires de son message, que ce soient de simples citoyens, des consommateurs, des téléspectateurs, etc. Avec les images, les communicants comptent sur l'ingénuité des individus devant ce support, qui, par sa présence-même, est signe du réel. Pas besoin de justifier, d'expliquer, de convaincre. L'image est, et fait, preuve.

« Les images n'ont pas à faire sens, leur seule présence est signe d'une réalité. (...) Tout comme le discours, on peut réfuter l'image, mais de manière moins immédiate. Et entre le temps où on l'a reçue et celui où on la critique, elle s'est déjà imposée à nous, d'où sa puissance et son danger²⁸. »

Et l'arrivée de la télévision, puis du numérique, n'a fait que renforcer cette confusion. Car si elles changent de medium, les images modernes – soient les images cinématographiques, les reportages vidéos, diffusées à la télévision et sur Internet – restent images et n'ont, de fait, que renforcé l'ambiguïté entre réalité et mise en scène de la réalité. Bien plus que « signes de », elles sont désormais l'empreinte même du réel. Captures d'instant de vie réels, elles ne peuvent mentir, elles doivent être. Cette ingénuité s'explique facilement par le fait que les individus, devant les images – de toutes sortes – ne pensent pas, ils (res)sentent. Leur perception est faussée par l'émotion inconsciemment ressentie. Régis Debray écrivait ainsi « (...) *L'image est é-motion. Plus que l'idée, elle met les foules en mouvement²⁹*. » L'émotion triomphe donc de la raison, rendant les individus, d'un coup liés par une même croyance, plus à même de coopter. Le cœur devient partisan, la raison suit, inconsciemment, courbée sous l'émotion. « *La foule n'est pas raisonnable mais sentimentale³⁰* » comme aimait à le rappeler Gustave Le Bon (1841-1931), dont les travaux sur l'inconscient collectif ont véritablement fait

²⁸ Le ciné-club de Caen, Outils d'analyse, *Image et Symbole*, Le rôle de l'image

²⁹ Recherches en communication – Communication et croyance, n°38, 2012, p. 97

³⁰ G. LE BON, *Psychologie des foules*. Paris : PUF, 1963, pp. 17-30

œuvre de pionnier, et fortement marqué les mouvements de propagande qui ont, a posteriori, vu le jour au XX^{ème} siècle, et encore aujourd'hui. Pour la soumettre, les autorités vont donc mener une propagande d'avantage émotionnelle, plus que rationnelle, pour jouer sur l'affect, et déjouer la raison en touchant cette sensibilité, par la manipulation d'images. Elles prennent la force de la réalité pour cette foule facilement impressionnable, d'où leur utilisation politique courante.

Cette fascination explique le fait que les images aient très rapidement pris le pas sur la presse dans le cadre du récit de guerre en 1991, alors que les affrontements faisaient rage en Iraq. Et cette continuité des images, dont les téléspectateurs étaient abreuvés, a facilement entraîné la confusion entre la réalité et le direct. L'image télévisuelle donnée comme preuve de l'authenticité de l'information a vite fait illusion auprès du public, grisé par le sentiment de vivre l'Histoire, au moment où elle se faisait. Les images, diffusées « en direct » dans un flot continu, donnaient l'impression d'une absence de mise en forme, et donc, de fait, d'une absence d'intention de la part des autorités. Aussi le flux continu du direct permit une reconstruction permanente de la réalité conforme à un schéma prévu d'avance par les autorités, canalisant ainsi les sentiments des individus, unis dans un même collectif par un ensemble de croyances, à travers une mise en scène savante de la guerre. Pourtant, en vérité, les images diffusées à la télévision peuvent être bien éloignées de la réalité de la guerre. Jean Baudrillard dénonça ainsi ce mythe de l'Histoire en direct, qui berça d'illusions tant de citoyens. Pour ce dernier, le public ne vit en réalité rien de la guerre du Golfe, pourtant présentée comme étant la première guerre montrée en direct. Elle marqua ainsi bien plus le triomphe de l'émotion que celui de l'information, dénonçant ainsi le paradoxe du virtuel :

« Le drame réel, la guerre réelle, nous n'en avons plus ni le goût ni le besoin. Ce qu'il nous faut, c'est la saveur aphrodisiaque de la multiplication du faux, de l'hallucination de la violence, c'est que nous ayons de toute chose la jouissance hallucinogène, qui est aussi la jouissance, comme dans la drogue, de notre indifférence et de notre irresponsabilité, donc de notre véritable liberté³¹. »

³¹ J. BAUDRILLARD, La guerre du Golfe n'aura pas lieu. Paris : Galilée, 1991

La mise en scène de la violence, parfaitement étudiée, présentant la guerre presque comme un immense jeu vidéo, cachait pourtant une réalité terrible. Comme nous l'évoquions précédemment, quasiment aucun mort américain ni irakien ne fut montré, mais à la place, furent simplement et pudiquement évoqués des « dommages collatéraux ». Cette construction médiatique de la guerre montre à nouveau la volonté des politiques et des militaires de donner à voir une image « lissée » de la guerre, pour ne pas effrayer le grand public, ainsi que pour préserver son soutien.

Cette mise en scène savamment étudiée de la guerre pour défendre les interventions militaires à travers une immense opération psychologique se retrouve également dans le cadre de la seconde guerre du Golfe. Particulièrement à travers un épisode qui a fortement marqué les esprits au moment de sa diffusion, et durant les années qui ont suivi, devenant un instant médiatique très largement disproportionné. Il s'agit du renversement de la statue de Saddam Hussein, érigé en véritable symbole de la libération de Bagdad par les américains. Revenons donc un instant sur cet objet médiatique. On est alors le 9 avril 2003, à Bagdad. Après avoir réussi à s'emparer du centre de la capitale Iraquienne, les américains envahissent la place al-Fedaous, située non loin de l'hôtel Palestine, où résidaient alors la majorité des journalistes occidentaux couvrant la guerre. Dès le début du rassemblement, un manifestant entreprend de s'attaquer à la massue à la statue de Saddam Hussein, qui surplombe la place. Sa tentative est vouée à l'échec, mais l'image, diffusée en direct par l'agence de presse américaine Associated Press Television Network (APTN), rappelle immédiatement aux téléspectateurs celle de la chute du mur de Berlin. N'y arrivant pas seuls, les Iraquiens, dans un geste hautement symbolique, demandent de l'aide aux soldats américains. Un marine monte alors sur la statue afin d'y attacher un câble. Ce qui se passe alors est essentiel d'un point de vue sémiologique : le soldat recouvre la tête du dictateur par un drapeau américain, qu'il remplace rapidement par un drapeau Iraquien, suite à un ordre donné par son Etat-Major qui s'était immédiatement rendu compte de l'erreur de communication. L'image est historique. Les États-Unis démontrent, par ce geste, qu'ils réfrènt leur toute-puissance et cèdent la place aux Iraquiens. Finalement, la statue est arrachée de son socle.

La réaction des médias est à la hauteur de la mise en scène. Tous les médias américains et occidentaux relaient frénétiquement l'information. Sur LCI, bien que l'envoyé spécial ne soit

pas sur place, on commente en direct les images d'APTN : « *Le peuple se précipite pour lyncher la statue* ». Dans la soirée, au journal de 20h sur France 2, on annonce également que c'est le « *peuple* » qui « *se précipite pour lyncher, autre symbole, la tête* » de bronze. Pourtant la chaîne de service public dispose d'un recul plus important et doit pertinemment savoir que le « *peuple* » en question se résume à quelques dizaines de personnes. Le 10 avril, l'image fait la Une des journaux du monde entier³². La deuxième guerre du Golfe a duré 21 jours. Les États-Unis ont gagné. Ils ont libéré les Iraquiens. Pourtant quelque temps après, le Bureau des communications globales (Office of Global Communications – OGC), chargé de coordonner la communication des divers départements et agences des États-Unis à l'étranger pour mieux relayer les orientations du gouvernement, en association avec le Royaume-Uni, a été accusé d'avoir décidé la mise en scène de la libération de Bagdad, et de montrer des manifestations de liesse populaire, afin de corriger l'image coloniale de la Coalition au Moyen-Orient.

Un autre exemple plus récent est révélateur de la fausse neutralité du direct, il s'agit de la couverture « *en live* » de la bataille de Mossoul durant l'automne 2016. Annonceur d'une nouvelle forme de journaliste qui tire parti de tous les outils du Web, le journalisme 3.0, le *livestream* Facebook de la bataille de Mossoul remet d'actualité le débat sur les intentions des médias par temps de guerre. Dès le 19 octobre 2016, les milliers d'utilisateurs du réseau social Facebook peuvent suivre et commenter « *en direct* » le déroulement des opérations en Iraq via un Facebook live assuré par le média kurde Rudaw. Relayé par de très nombreux groupes, celui-ci génère des millions de vues sur Facebook. Sur son site, le média kurde justifie sa position en se référant à la couverture en direct des bombardements américains lors de la première guerre du Golfe en 1991 : « *CNN a apporté la guerre dans les salons à la télévision, nous l'avons mise à la portée des smartphones du monde entier* ». Pour lui, il est question du droit d'information des citoyens. Les nouvelles technologies de l'information permettent désormais aux internautes du monde entier, à la seule condition d'avoir une connexion internet, de suivre le déroulement des conflits en direct. Et les journalistes se doivent d'exploiter ces innovations pour servir les citoyens. Toutefois, ces images posent à nouveau la question du rapport entre instantanéité et réalité. Le fait de voir les images « *en live* », garantit-il pour autant une

³² Annexe 2.B

compréhension authentique et neutre de la réalité du conflit ? Certes, une plus grande proximité avec le terrain peut-être ressentie par les citoyens à l'arrière du front. Mais cela leur rend-il les conflits plus compréhensibles ? Leur regard n'est-il pas, d'autre part, biaisé par l'émotion ressentie devant des images livrées abruptement, sans grille de lecture aucune ?

« Sur ces images, on voit tout et en même temps, on ne voit rien³³. »

Pour le sociologue Jean-Marie Charon, comme pour Jean Baudrillard, les notions d'instantanéité et de réalité ne sont pas nécessairement une garantie l'une de l'autre, car la diffusion d'images brutes, comme lors du *livestream* de la bataille de Mossoul, ne permet pas aux auditeurs d'avoir une lecture globale de la situation. Le regard des citoyens peut alors être biaisé par ce qui est retransmis dans les images présentées « *en live* ». A titre d'exemple, il explique que lorsqu'il a regardé lui-même le *live*, ce dernier annonçait que l'Armée kurdo-iraquienne se trouvait à 10 kilomètres de Mossoul, alors que tous les autres médias occidentaux la décrivait à 26 kilomètres de la ville. Or, comme l'explique le sociologue, le détail peut paraître « anecdotique », mais ça en dit long sur la volonté de représenter la progression des forces³⁴. Dès lors, se pose la question de la neutralité des images diffusées, et par ricochet, de la neutralité du média lui-même qui les diffuse. Et tout comme CNN qui retransmettait les bombardements américains en 1991, on peut douter de l'impartialité de Rudaw en 2016. D'ailleurs, en faisant un peu de recherches on s'aperçoit vite que le média kurde a originellement été financé par le premier-ministre du gouvernement régional du Kurdistan en Iraq, Nerchivan Bazani. Ce qui peut facilement expliquer sa volonté de mettre en avant la progression des soldats kurdes sur le terrain. Mais, dès lors, la neutralité des images est explicitement remise en cause, et risque de biaiser le regard des internautes qui, à partir du moment où ils sont entrain de visionner des images filmées « en direct », ne se méfient pas de ces dernières. L'apparente authenticité des images filmées augmentant naturellement leur pouvoir de persuasion.

³³ J.M. CHARON, *Les médias en France*. Paris : La Découverte, 2003

³⁴ J.M. CHARON, *Bataille de Mossoul : le livestream Facebook, journalisme 3.0 ou arme de propagande ?*, RTL futur, C. KAEUBLEN et B. HUE, 22/10/2016

3- Journalisme et Armée : l'équation communicante impossible ?

L'exemple de la médiatisation de la bataille de Mossoul en octobre 2016 pose également la question de l'articulation entre le travail des journalistes et l'Armée. Surtout lorsque les journalistes médiatisent une guerre dans laquelle leur propre pays est engagé, et où le risque d'instrumentalisation par les autorités militaire et politique est, de fait, plus important. L'enjeu pour les médias est alors de ne pas devenir de simples porte-paroles de l'Armée, mais de préserver leur indépendance afin de livrer des reportages les plus impartiaux possibles aux lecteurs et aux téléspectateurs, afin qu'ils puissent être bien informés du déroulé des opérations extérieures, tout en se forgeant un avis personnel réfléchi sur ces dernières. Mais ce travail est compromis dans le cadre des opérations spéciales, où, notamment pour des enjeux de sécurité évidents, les journalistes ont très peu accès au terrain et doivent se contenter des informations que veut bien leur fournir l'Armée. C'est le cas notamment pour l'opération Barkhane au Mali, où les images sont régulièrement et quasiment exclusivement fournies par l'Etablissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense (ECPAD), qui réalise des reportages photo et vidéo en France et partout dans le monde où l'Armée française est présente, contribuant ainsi à une meilleure compréhension de l'actualité de la Défense. Cette agence d'images est notamment utilisée lors des opérations jugées trop dangereuses ou sensibles pour permettre la présence de journalistes. Seulement les images fournies aux médias sont rarement contextualisées. Aussi, par exemple, les médias audiovisuels français se sont déjà retrouvés à diffuser des images de tirs d'hélicoptère au Mali, sans qu'on en connaisse la cible exacte, ni même le lieu ou la date de l'opération. Malgré tout, nombreux sont les rédacteurs en chef qui se soumettent à cette contrainte, se justifiant par le fait qu'il est mieux de diffuser ce que l'Armée a à donner, plutôt que de ne rien montrer et d'entretenir un silence douteux sur une opération extérieure. Les citoyens sont en droit d'être informés de l'activité de leurs troupes en sol étranger, et il vaut mieux leur partager une information, même partielle, qu'aucune information.

Toutefois, information partielle peut vouloir signifier information non-recoupée, et donc information non fiable. Il est alors compliqué, dans ces conditions, pour les Armées, de justifier leur communication par l'argument de la transparence de leurs opérations auprès du grand public. Car cette notion de transparence ne peut être distinguée de celle de l'intérêt général.

Les services de communication de la Défense ne peuvent, en conscience, communiquer au grand public des informations, si le caractère incomplet de ces dernières ne permet pas aux citoyens d'appréhender entièrement la situation et les acteurs en jeu. Il n'est pas question de « communiquer pour communiquer » et dire qu'on est transparent sur ses opérations, si cette transparence est biaisée par l'impartialité ou la sélection soignée des informations données en amont. Les mêmes questions se posent pour les journalistes *embedded* qui couvrent les opérations. Lorsqu'une rédaction reçoit une information ou des images qu'elle ne peut remettre en perspectives, doit-elle nécessairement la diffuser, au nom de la transparence, et au risque de donner une information incomplète ou biaisée au grand public ? Dans une société telle que la nôtre aujourd'hui, avec la multiplicité des moteurs de recherche et des réseaux sociaux qui nous permettent d'accéder à une grande quantité et diversité de contenus qui n'ont pas été validés au préalable, les médias ont ce rôle de mettre en perspective, de donner des grilles de lecture, et de préciser les informations, afin que les auditeurs reçoivent des données les plus fiables et impartiales possibles. En conclusion, les médias ne peuvent se contenter, au nom d'une soi-disant transparence, de relayer toutes les informations et les images qui leurs parviennent.

D'autre part, ce dosage de la transparence implique nécessairement les questions de sécurité. En effet, la couverture médiatique des opérations va nécessairement varier en fonction des théâtres opérationnels, soit des caractéristiques de l'intervention, du mode opératoire et de l'ennemi combattu. Une intervention des forces spéciales sera, par exemple, naturellement moins communiquée, à l'image de l'opération américaine « Enduring Freedom » (« Liberté immuable ») en Afghanistan, menée à la suite des attentats du 11 septembre 2001. Cette dernière fut en effet largement couverte, d'un point de vue général, afin d'être présentée comme une guerre « préventive », douée d'objectifs humanitaires et démocratiques, soit la libération du peuple afghan, et particulièrement des femmes afghanes, du joug des talibans. Mais très peu d'éléments concrets furent communiqués sur l'activité des soldats américains sur le terrain, sur l'avancée des troupes et les diverses opérations menées au quotidien. En grande partie parce qu'elles impliquaient les forces spéciales, qui sont, d'après la définition de l'OTAN, « les unités militaires spécifiquement formées, instruites, et entraînées pour mener un éventail de missions particulières, allant des « opérations spéciales », dans le cadre d'un conflit classique à celles relevant de la guerre non conventionnelle ». Toutes ces unités sont

regroupées et coordonnées, en France, par le Commandement des opérations spéciales (COS), créé en 1992. Elles évoluent exclusivement dans les contextes hautement hostiles, afin de mener des opérations à haute signification politique, ou contre des objectifs d'intérêt majeur, ce qui rend impossible leur médiatisation auprès du grand public. L'Etat-Major des Armées se contente ainsi de publier de rares images durement sélectionnées et floutées de ces opérations sur ses comptes sociaux³⁵. Et ces dernières ont d'avantage vocation à rassurer le grand public, ou à susciter des vocations, plutôt qu'à informer les citoyens. Aucune précision sur la localisation, la date, le déroulé, ni le bilan des opérations n'est évidemment donnée. Cela explique entre autre le verrouillage presque complet de l'information par l'Armée française au Mali, dans le cadre des opérations Serval et Barkhane. Thierry Burkhard, porte-parole de l'état-major des Armées, se montre d'ailleurs inflexible quant à la ligne de conduite adoptée par les militaires en termes de communication : « *Nous gérons la communication opérationnelle. Elle a pour impératif qu'aucune information ne puisse nuire au succès des opérations, et in fine, à la sécurité des soldats français.* » D'où le silence entretenu dans les médias sur les opérations en cours. Cela explique également la communication extrêmement sobre autour de la mort récente d'un adjudant du 13^{ème} régiment de dragons parachutistes, membre des forces spéciales, dans la région syro-irakienne, le 23 septembre 2017. L'Elysée s'est en effet contentée de publier un communiqué dans la soirée, afin d'annoncer qu'un soldat des forces spéciales françaises avait été « tué au combat » dans la matinée le même jour. Le Chef d'Etat-Major des Armées, le Général d'armée François Lecointre, a également fait une publication sur ses comptes Twitter et Facebook, avec le message suivant : « *Mes pensées vont vers la famille et les frères d'armes de notre camarade, adjudant au 13^e régiment de dragons parachutistes, mort au Levant dans l'accomplissement de sa mission. Par son engagement et son abnégation, il incarne la devise de son magnifique régiment : au-delà du possible.* » Mais aucune précision n'a été donnée sur l'identité du soldat tué, ni sur sa localisation (on ne sait même pas s'il se trouvait en Syrie ou en Irak), ni sur la mission exacte du soldat au moment de sa mort (l'Elysée a seulement précisé qu'il faisait partie d'une « mission de conseil et d'accompagnement d'une force alliée, en lutte contre Daech »). Le colonel Patrick Steiger, nouveau porte-parole de l'EMA, a justifié ce silence au nom de la préservation de la confidentialité des opérations au cours, afin de « *ne rien révéler à l'ennemi* ».

³⁵ Annexe 1

Au-delà de la potentielle mise en danger des opérations, et des soldats, en cas d'indiscrétion des journalistes sur des affrontements en cours qui pourraient donner des informations importantes à l'ennemi, l'Armée, pour justifier le verrouillage de nombreuses informations, s'appuie notablement sur l'argument de la préservation des intérêts de chacun, à commencer par ceux des journalistes eux-mêmes, qui évoluent sur le terrain, et des citoyens, qui restent à l'arrière du front. Pour que cet argument soit recevable, l'Armée fait appel à des valeurs partagées par toutes les parties de la Nation. Tout d'abord elle va communiquer sur le bon sens : à l'instar des militaires, le contexte de guerre expose directement ou indirectement les journalistes à toutes sortes de dangers. Ces derniers ne peuvent donc accompagner les soldats au cours de toutes leurs opérations, au risque de mettre leur vie gravement en péril et d'augmenter le fardeau qui pèse sur les militaires, déjà fortement exposés au danger et préoccupés par d'autres missions hautement importantes. La deuxième valeur exploitée est celle de la pudeur : les journalistes ne peuvent pas communiquer de manière déraisonnée sur tous les aspects de la guerre, notamment concernant le volet des victimes militaires. Les familles des soldats sont en droit d'apprendre les premières la mort de leurs proches, avant que cela ne paraisse dans la presse. Par ailleurs, exposer par des images brutes la souffrance des soldats ou des civils blessés, voir tués, par les affrontements, résulte d'un voyeurisme malsain et irrespectueux envers les victimes elles-mêmes et leurs familles. C'est donc du ressort de l'Armée de choisir ce qui peut paraître ou non dans les médias. Finalement, il s'agit en quelque sorte pour l'Armée de présenter les journalistes qui n'acceptent pas les restrictions imposées à leur pratique par temps de guerre, comme des amateurs inconscients, qui risquent de se mettre en danger, de mettre en danger les soldats et leurs opérations, et enfin, qui risquent de mettre en danger les citoyens eux-mêmes. Or la mission première de l'Armée reste la même : la protection de la nation et la défense de ses intérêts suprêmes.

« L'immersion c'est un moindre mal, ce n'est pas la meilleure solution mais c'est un moindre mal quand on ne peut pas faire autrement...³⁶ »

³⁶ Entretien de Pierre Bayle, dans le cadre de la journée « Informer sur les guerres de l'armée française », organisée en partenariat avec l'INA et L'Association des Journalistes Défense (AJD), le 26/06/2014

Pierre Bayle, le directeur de la Délégation à l'Information et à la Communication de la Défense (DlCoD), chargée d'assurer la cohérence des actions d'information et de relations publiques sur la politique de défense en France, afin de contribuer à l'intégration de l'Armée dans la Nation, estime que les journalistes doivent avoir l'intelligence de comprendre les limites de la transparence pour tout ce qui a trait aux questions d'ordre militaire. Cet ancien journaliste, qui a couvert la première guerre du Golfe pour l'AFP en 1991, défend le journalisme « *embedded* », qu'on évoquait plus haut, au nom de la sécurité des troupes et de la nation elle-même. A propos de la guerre au Mali, il admet ainsi facilement un déficit d'images diffusées au grand public, mais malgré tout, d'après lui, embarquer les journalistes sur le terrain est le compromis actuel optimal entre les besoins des reporters, et les enjeux militaires. Bien-sûr, il admet des contraintes imposées au journaliste, notamment des contraintes de discrétion et de déplacements. Cela étant, il envisage l'« *embedding* » comme un contrat passé entre le journaliste et le militaire. Le journaliste qui va être « immergé » va accepter, en échange, deux conditions essentielles : celle de ne pas raconter instantanément ce qu'il voit, pour ne pas donner le renseignement en temps réel, ce qui risquerait d'augmenter fortement la vulnérabilité des forces (notamment toute indication concernant la position, la direction et la manœuvre des forces) ; la deuxième condition est que le journaliste ne doit pas devenir un poids pour l'Armée, s'il accompagne les militaires il ne doit pas pénaliser les différentes manœuvres (il doit accepter les contraintes physiques des déplacements, soit, par exemple au Mali, les marches longues et épuisantes dans la chaleur lourde du désert). D'autant plus qu'un journaliste intégré à une unité, c'est un soldat en moins en déplacement, le journaliste comptant pour une personne à part entière. Tous ces éléments peuvent expliquer le fait que subsiste encore une méfiance entre les militaires et les journalistes, chacun ayant l'impression que l'autre empiète sur sa mission, principalement parce leurs deux professions ne partagent pas la même déontologie. Celle du journaliste est ainsi d'enquêter, chercher l'information, raconter ce qu'il voit et rapporter la vérité. Ce qui ne va pas toujours dans le sens de ce que voudraient les militaires, même s'il y a aujourd'hui une compréhension beaucoup plus forte entre les cadres militaires et les médias. D'où le rôle pédagogique de la DlCoD, qui est de faire comprendre à chacun des deux « camps » que leurs missions ont beau être différentes, elles sont tout autant respectables. L'enjeu est principalement de faire comprendre au militaire qu'il

n'a pas « *le monopole du patriotisme parce qu'il est en uniforme*³⁷ ». Le journaliste est tout aussi honorable dans sa manière de pratiquer son patriotisme.

Certains journalistes tentent toutefois, encore aujourd'hui, de rester indépendants et de ne pas s' « embarquer » avec l'Armée. Mais, au Mali, ils sont souvent maintenus à plusieurs centaines de kilomètres des villes reprises aux islamistes par l'Armée française, privés de toute information et obligés de se fier à des rumeurs qui sont difficilement vérifiables. Il est devenu presque mission impossible pour les reporters de suivre l'avancée des troupes françaises par leurs propres moyens, s'ils ne se résignent pas à cette logique *embedded*. Sans accréditation, les journalistes indépendants sont *persona non grata* en zone de conflit. Ils ne peuvent franchir les barrages dressés par l'Armée malienne, principalement pour éviter l'infiltration de djihadistes, et prévenir les risques d'enlèvement et d'attaques contre les Occidentaux. Ceux qui s'aventurent à aller là où l'accès leur a été refusé encourent d'y être arrêtés, ou même abattus. Cette menace peut venir aussi bien du camp « ennemi », que du camp « ami ». Car en effet, les troupes ne peuvent connaître la localisation de tous les journalistes qui ne les accompagnent pas officiellement. En témoigne le terrible accident qui avait eu lieu à Bagdad, le 8 avril 2003, lors de la libération de la capitale iraquienne par l'Armée américaine. Des tirs de ces derniers avaient alors atteint mortellement deux journalistes, Taras Protsiuk de l'agence Reuters, et José Couso, cameraman pour la chaîne de télévision espagnole Telecinco. Réagissant à l'incident, le brigadier général Vincent Brooks, porte-parole du Centre de Presse du commandement central (CENTCOM) américain basé à Doha au Qatar, avait déclaré en conférence de presse : « *We don't know every place a journalist is operating on the battlefield. We know only those journalists that are operating with us*³⁸ ».

Ce renforcement de l'encadrement des journalistes est également le résultat d'actions d'éclat, comme l'enlèvement de plusieurs journalistes de médias occidentaux dominants, qui ont nécessairement été utilisés comme des objets de chantage financier et/ou politique, même si le flou demeure sur nombre des transactions effectuées entre les différents gouvernements occidentaux et les ravisseurs. Parmi ces nombreux enlèvements, on compte notamment celui

³⁷ P. BAYLE : *IBIDEM*

³⁸ « On ne connaît pas la position de chacun des journalistes sur le théâtre d'opération. On connaît uniquement celle des journalistes qui nous accompagnent. »

de Florence Aubenas, grand reporter pour le quotidien français *Libération*, retenue en otage en Iraq pendant cinq mois en 2005, en compagnie de son fixeur³⁹, Hussein Hanoun al-Saadi. La grande mobilisation du gouvernement et de la société civile à cette occasion avait ravivé le débat sur l'activité des journalistes par temps de guerre. A la suite de la coûteuse libération de Florence Aubenas (officiellement, et pour ne pas encourager d'autres enlèvements, le gouvernement avait affirmé ne pas avoir versé de rançon, mais dans le livre d'entretiens « Un président ne devrait pas dire ça... », publié en 2016, François Hollande avait confirmé le versement d'une rançon, d'un montant équivalent probablement à 10 millions de dollars), le gouvernement français avait demandé à Anne-Sophie Le Mauff, une des dernières journalistes occidentales encore présente à Bagdad, de quitter l'Iraq (elle sera finalement expulsée du pays par les autorités Iraquiennes). Cette recrudescence des risques d'atteintes à la sécurité des journalistes est concomitante de la révolution technologique dans le domaine des outils de l'information et de la communication, ainsi que de l'augmentation des contraintes commerciales, qui ont conduit à de nombreuses dérives, parmi lesquelles une hausse de la prise de risque des journalistes, et donc de fait de leur vulnérabilité. L'entrée des médias dans une logique commerciale a en effet eu pour résultat le développement de l'information-spectacle et de la logique du *scoop* comme facteurs de distinction⁴⁰. Ce processus a, par conséquent, intensifié la prise de risque des journalistes, prêts à « braver » tous les dangers pour rapporter le reportage qui fera sensation auprès des rédactions et du grand public. Ce phénomène explique facilement l'accroissement des tensions entre journalistes et militaires, ces derniers reprochant régulièrement aux premiers de prendre des risques déraisonnés qui les mettent en dangers, compromettent les opérations des forces Armées, et pouvant aussi mettre en danger les militaires si ces derniers sont amenés à devoir intervenir pour libérer les journalistes. A titre d'exemple, les conditions de l'enlèvement d'Hervé Ghesquière en Afghanistan, le 29 décembre 2009, libéré le 29 juin 2011, avaient soulevé de vives critiques à l'égard du journaliste, tant de la part des politiques, des militaires, que de certains de ses propres confrères. En effet, pour rappel, c'est dans le cadre d'un reportage sur la construction d'une route entre l'Afghanistan et le Pakistan, pour le magazine *Pièces à conviction* sur France 3, avec son collègue journaliste reporter d'images, Stéphane Taponier, et leurs

³⁹ Les fixeurs, aussi désignés par le terme anglophone « *stringers* », travaillent comme guides-interprètes auprès des journalistes occidentaux en mission à l'étranger. Grâce à leur maîtrise de la langue locale et de la région, ainsi qu'à leurs contacts, ils jouent un rôle essentiel pour les médias occidentaux.

⁴⁰ D. WOLTON, *War Game. L'information et la guerre*. Paris : Flammarion, 1991

accompagnateurs (leur traducteur, Reza, leur chauffeur, Ghullum, et leur conducteur, Satar), que l'équipe avait été prise en otage par des talibans dans la province de Kâpîssâ. Avait alors commencé une longue et difficile période de négociations et d'opérations militaires pour tenter de les délivrer, au cours desquelles, malgré le silence officiel de l'Armée, auraient probablement péri neuf soldats. Les hauts risques d'agressions dans la Kâpîssaâ étaient pourtant connus des journalistes avant de s'y aventurer. Le jour de leur enlèvement, ils avaient par ailleurs faussé compagnie à l'officier de presse de l'Armée française chargé de les accompagner, afin de pouvoir interroger des civils locaux. D'où les nombreuses critiques faites à leur égard, notamment par Nicolas Sarkozy, alors président de la République, qui leur avait reproché une « *imprudence vraiment coupable* (alors qu'il) *leur avait été très clairement demandé de ne pas s'aventurer ainsi parce qu'il y a des risques.* », ou de la part de Claude Guéant, alors secrétaire général de l'Elysée, qui avait estimé sur Europe 1 que les deux journalistes « *font courir des risques à beaucoup de nos forces Armées, qui du reste sont détournées de leurs missions principales* ». C'est enfin le général Jean-Louis Georgelin, alors chef d'état-major des Armées françaises, qui avait déclaré, le 21 février sur Europe 1, que "*plus de 10 millions d'euros*" avaient été dépensés pour rechercher les deux journalistes de France 3, appelant ainsi au « *sens des responsabilités des uns et des autres* ». On en revient au bon sens, valeur essentielle à laquelle font appel les militaires pour justifier l'encadrement des journalistes auprès du grand public. Cette valeur est indissociable de celle du patriotisme. En quelque sorte, pour l'Armée, toute personne aimant sincèrement son pays ne peut mettre les intérêts de celui-ci en danger, en conscience. Or, un journaliste qui refuse les indications que lui donne l'Armée se met en danger, met en danger l'Armée, et, à travers, ces deux acteurs, met en danger la Nation elle-même. Pour les institutions de Défense, il est donc devenu clair que la couverture médiatique, hors encadrement militaire, est difficilement autorisable. Le risque étant cependant que l'encadrement militaire soit corollaire d'une action d'influence de la part des autorités politiques, mue par la volonté d'influencer les opinions publiques et de rallier ces dernières à leur cause.

Partie III. Le storytelling de guerre : de l'essentialité de la désignation d'un ennemi commun dans la construction des imaginaires collectifs

"La première victime de la guerre, c'est la vérité..."

C'est cette phrase mise en exergue dans l'ouvrage de Philip Knightley, intitulé "The First casualty", qui m'a interpellée sur le rôle et la responsabilité des médias dans le contexte des interventions extérieures de nos Armées. Elle touche en effet à un enjeu essentiel, celui de la médiatisation des conflits, soit le pourquoi et le comment de l'information en temps de guerre : l'information doit-elle être, et est-elle neutre ? Ou son but est-il plutôt la recherche de la vérité ? Ou répond-elle, enfin, à des enjeux politiques, qui la dépassent et la conditionnent entièrement ?

Ce questionnement est essentiel à une époque où les outils de communication ne sont plus de simples supports, déployés en soutien aux opérations extérieures, mais sont devenus de véritables armes, maniées par toutes les institutions pour combattre l'ennemi. Dans ce contexte, les différents acteurs d'un conflit se doivent de réfléchir en amont à une stratégie de communication, qui aura pleinement sa place dans la définition de la stratégie militaire. Cette réflexion prend aussi bien en compte les organes de communication internes des institutions de Défense, que les outils extérieurs, soit les médias, qui jouent un rôle essentiel auprès de l'opinion publique. Afin que le récit militaire ait un impact optimisé, il doit être relayé par une pluralité d'interlocuteurs, en apparence indépendants, ou du moins n'appartenant pas aux mêmes cercles d'évolution : acteurs militaires, politiques et médiatiques. Tous participent, à plus ou moins degré, de la co-construction d'un récit militaire, afin de mener une guerre victorieuse. Parmi les exigences nécessaires à l'application de cette dernière, on retrouve la désignation de l'ennemi. Désignation qui fait nécessairement montre d'une dimension émotive et subjective forte, actualisant les techniques de propagande théorisées au début du XXème siècle, et appliquées au cours de nombreux conflits passés.

1- Le témoignage comme outil d'influence majeur pour modeler les imaginaires collectifs

Afin de favoriser la compréhension par l'opinion publique des opérations, et ainsi la lutte contre « l'ennemi », ou du moins celui désigné comme tel, les puissances occidentales ont parfaitement intégré la nécessité d'élaborer un récit fédérateur. Ce dernier, doué d'une forte charge émotionnelle, doit donner des repères simples et concrets aux citoyens, afin qu'ils se représentent rapidement les différents acteurs en jeu, et qu'ils adhèrent à une croyance commune, qui est celle de la nécessité de l'intervention. Ainsi, les États-Unis n'interviennent pas en Iraq, ou en Afghanistan, parce qu'ils le souhaitent, mais parce qu'ils le doivent, au nom d'une moral supérieure, d'une obligation presque divine.

L'exacerbation de la mobilisation des individus par la création de mythes est un processus ancien, notamment mis en lumière au début du XX^{ème} siècle par George Sorel, l'un des pères de la psychologie sociale. L'auteur prend en effet très tôt conscience de l'importance des images et de l'usage de mythes mobilisateurs – comme la nation, la révolution ou la société idéale – pour parvenir à mobiliser les individus. Comme Fabrice D'Almeida le rappelle dans son ouvrage *Images et Propagande*, il a, de par son analyse, livré des éléments essentiels à partir desquels allaient travailler les plus grands propagandistes, parmi lesquels les « ennemis » des grandes puissances occidentales (parmi d'autres, les nazis et les partisans de l'Etat Islamique), mais également les puissances occidentales elles-mêmes, pour justifier nombre de leurs opérations.

"Les hommes qui participent aux grands mouvements sociaux se représentent leur action prochaine sous forme d'images de batailles assurant le triomphe de leur cause. Je proposais de nommer mythes ces constructions (...)"⁴¹

Au cours des dernières années, nombreux sont les acteurs de conflits ayant compris le besoin de mettre en scène un récit, permettant à l'opinion publique de se projeter dans l'action. L'objectif principal est, à chaque fois, de mobiliser les citoyens derrière une même peur

⁴¹ G. SOREL, *Réflexions sur la violence*. Paris : Marcel Rivière, 3^e éd., 1912, p. 32-33

et une même aversion envers un ennemi commun, menaçant directement, au-delà de nos intérêts nationaux, les droits de l'Homme fondamentaux et universels. Objectif qui, pour être atteint, justifie parfois le recours à des techniques de désinformation exceptionnelles. Car dans son appréciation du tragique – registre le plus communément utilisé pour susciter l'émotion, et ainsi pousser à la mobilisation du collectif -, la morale de la justification a souvent tendance à recourir à des informations erronées, voire au mensonge pur et simple.

Une des campagnes de désinformation les plus exceptionnelles orchestrées au cours du dernier siècle, communément appelée l'« affaire des couveuses », remonte au début des années 1990, lors de l'invasion du Koweït par les forces Armées irakiennes de Saddam Hussein. Les États-Unis, pour favoriser l'entrée en guerre, non seulement des américains, mais également des pays occidentaux alliés, n'hésitèrent pas à avoir recours à un témoignage entièrement falsifié, dont l'objectif était d'attendrir l'opinion publique afin de la rallier à la cause du gouvernement américain.

« Pendant que j'étais là, j'ai vu les soldats irakiens entrer dans l'hôpital avec leurs armes. Ils ont tiré les bébés des couveuses, ils ont pris les couveuses et ont laissé mourir les bébés sur le sol froid. J'étais horrifiée. Je ne pouvais rien faire et je pensais à mon neveu qui était né prématuré et aurait pu mourir ce jour-là lui aussi.⁴² »

Cet extrait du témoignage d'une jeune femme koweïtienne, appelée par les médias « l'infirmière Nayirah », est le point nodal du récit falsifié qui poussera à la première guerre du Golfe. Nous sommes alors le 14 octobre 1990, devant une Commission du Congrès des États-Unis. Deux mois auparavant, en août 1990, l'Iraq a attaqué le Koweït, accusant le pays de forer sur les nappes de pétrole irakiennes. Immédiatement, le président américain George H. Bush

⁴² CSPAN video reporting, <https://www.youtube.com/watch?v=LmfVs3WaE9Y>

Texte original : « I volunteered at the al-Addan hospital with twelve other women who wanted to help as well. I was the youngest volunteer. The other women were from twenty to thirty years old. While I was there I saw the Iraqi soldiers come into the hospital with guns. They took the babies out of the incubators, took the incubators and left the children to die on the cold floor. [crying] It was horrifying. I could not help but think of my nephew who had borned prematured and might have died that day as well”

avait fait part de sa volonté d'intervenir, mais les sondages d'opinion publique étaient alors très partagés. Quelques semaines plus tard, un jeune koweïtienne de 15 ans, dont l'identité est cachée, soit disant pour la protéger d'éventuelles représailles du régime de Saddam Hussein, témoigne en pleurant de la cruauté des soldats iraqiens qui sortent les bébés de leurs couveuses dans les hôpitaux koweïtiens, avant de les laisser mourir sur le sol froid. Son intervention est retransmise par les télévisions du monde entier. La communauté internationale est outrée. L'opinion publique américaine bascule : la majorité soutient désormais la guerre. L'opération « Tempête du désert » (« Desert Storm ») est lancée dans la nuit du 16 au 17 janvier 1991. Elle fait 135 000 victimes côté Iraquien. Un million d'Iraquiens, parmi lesquels de très nombreux enfants et personnes âgées, meurent, suite aux sanctions imposées au pays par les États-Unis. Le 28 février, lorsque George Bush déclare la suspension des opérations militaires, l'Iraq est à genoux. Un des pays arabes les plus modernes a vu presque l'intégralité de ses infrastructures méthodiquement détruites.

Seulement l'année d'après, en 1992, le grand public apprit que le témoignage était entièrement faux. L'information avait pourtant été reprise par toutes les télévisions, parmi lesquelles toutes les grandes chaînes françaises, sans faire l'objet de vérification aucune. L'infirmière Nariyah était en fait la fille de l'ambassadeur du Koweït à Washington, et son intervention avait été préparée par l'agence de communication Rendon Group, alors chargée de la communication de la CIA et du Pentagone. La jeune fille, qui s'appelait en réalité al-Sabah, avait été coachée par Michael Deaver, ancien conseiller en communication de Ronald Reagan. Certaines sources évoquent la somme de 14 millions de dollars, payée par le gouvernement américain à la compagnie de relations publiques Hill & Knowlton, afin de l'aider à médiatiser la guerre du Golfe sous un jour favorable, et rallier ainsi l'opinion internationale à l'idée d'une guerre contre l'Iraq. En Europe, seule la démission en janvier 1991 du ministre français de la Défense, Jean-Pierre Chevènement, a fait entendre une voix discordante au sein des autorités françaises et de la coalition. Sa lettre de démission, adressée à François Mitterrand alors président de la République, est très éclairante sur la réalité des opérations, ainsi que sur leurs conséquences : *« Je ne puis en conscience donner mon approbation à la manœuvre américaine dans laquelle la nôtre s'insère, non seulement pour des raisons de politique générale (...) mais pour des raisons intrinsèques au plan des opérations elles-mêmes (...) Il s'agit de minimiser le montant des pertes américaines au prix, s'il le faut, de pertes extrêmement élevées du côté*

Iraqien ». Pour justifier la participation militaire de la France, malgré un avis défavorable de la majorité de la population, le président François Mitterrand défendait la nécessité du pays de garder un poids dans les négociations sur la scène internationale. Mais, ni dans les discussions de Madrid en octobre 1991, ni dans la définition de l'ordre régional dans le Golfe, Paris ne jouera un rôle significatif.

2- La nouvelle « croisade contre le terrorisme » : cristallisation d'un nouveau rapport de force pour légitimer la politique étrangère des puissances occidentales

La caractérisation de la guerre comme « intervention humanitaire », comme nous l'avons vu en première partie de ce mémoire, est un argument qui s'intègre parfaitement dans la tentative des États-Unis de construire un récit sur la « guerre contre la terreur », afin de légitimer son ancrage prolongé au Moyen-Orient. Cette succession d'interventions ressemble à une nouvelle forme de croisade, avec le soldat américain représenté comme un chevalier de la paix au Moyen-Orient, et qui œuvre pour le Bien en combattant le « terrorisme », qui symbolise le Mal. Car l'élaboration de ce nouveau storytelling ne se fait pas sans la cristallisation d'un rapport de force essentiel, afin de concrétiser dans l'opinion publique l'idée d'un affrontement nécessaire et inévitable entre le Bien et le Mal.

Ce nouveau grand récit se construit à partir des attentats du 11 septembre 2001, perpétrés par des membres d'Al-Qaeda contre les tours jumelles du World Trade Center à Manhattan, à New York. Provoquant la mort de 2 977 personnes, et 6 291 blessés, ce sont les attentats les plus meurtriers depuis le début de l'Histoire. Ils marquent l'importation du terrorisme du Moyen-Orient, et un affront sans précédent au mythe de la « superpuissance » américaine. Aussitôt après, le gouvernement de George Bush s'est attelé à construire un récit autour de la « guerre contre le terrorisme », afin de justifier la réponse apportée aux attentats, et de construire une histoire unique pour fédérer l'opinion publique. Fédération qui sera d'autant plus forte que l'administration Bush va profiter de la période de deuil suivant les attentats, et du sentiment d'unité véhiculé – et ainsi renforcé – par les médias. On retiendra de cette narration politique la définition faite par Christian Salmon en 2007, pour désigner un discours

qui retient l'audience captive, influe sur ses croyances et impacte son comportement, sans qu'il se rende nécessairement compte, ni de ses mécanismes, ni de ses effets :

« *Le storytelling met en place des engrenages narratifs, suivant lesquels les individus sont conduits à s'identifier à des modèles et à se conformer à des protocoles.*⁴³ »

Pour que l'identification des citoyens soit réussie, et que le recours obligatoire à la force pour défendre les valeurs de la démocratie américaine s'impose dans l'opinion publique, la trame du récit doit être parfaitement réfléchi en amont. Ainsi, l'administration Bush a défini un scénario précis, avec différents protagonistes aux fonctions facilement identifiables. Au citoyen américain a été accordé le rôle principal, il constitue le sujet du récit, qui va se battre pour venger son deuil et faire triompher la liberté et le régime qui lui est associé, soit la démocratie, sur la terreur. Cette ambition constitue l'objet du récit. Le sujet est incarné par la figure providentielle du président des États-Unis, qui porte le peuple qui, lui-même, se reconnaît en elle. A ce moment de l'Histoire, c'est George Bush qui incarne cette figure forte qui accompagne et guide le peuple pour accomplir l'objet du récit, soit vaincre la terreur pour sauver les populations opprimées, et leur apporter les valeurs démocratiques américaines. Cette incarnation de la figure providentielle à travers un storytelling politique extrêmement bien orchestré s'illustre parfaitement dans le clip de campagne électorale de George W. Bush en 2004, qui lui permit, selon de nombreux experts, d'être réélu. Dans la vidéo, intitulée « Ashley's story »⁴⁴, une jeune américaine raconte combien elle a été émue lors d'un meeting de George Bush, où ce dernier l'a serrée dans ses bras en lui demandant comment elle allait, après que son père ait indiqué qu'elle avait perdu sa mère dans l'attentat du 11 septembre 2001. Alors que les images de leur étreinte sont rediffusées, Ashley explique que cette rencontre avec le président lui a redonné confiance et goût à la vie. D'une efficacité exceptionnelle, de par sa très forte charge émotionnelle, le clip bouleversa sans aucun doute le cours de l'élection présidentielle de novembre 2004. Christian Salmon, dans « *Storytelling*,

⁴³ C. SALMON, *Storytelling, la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*. Paris : La Découverte, 2008

⁴⁴ <https://www.youtube.com/watch?v=LWA052-BI48>

la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits⁴⁵ », procèdera à une analyse très précise du clip. « La photographie d’Ashley dans les bras de Bush se donne à lire comme une image sainte, une icône du conservatisme compassionnel. L’histoire d’Ashley emprunte ses codes de narration à la parabole évangélique ; c’est le récit d’un haut fait, celui d’une rencontre mémorable suivie d’une guérison miraculeuse. »

Enfin, dernier protagoniste essentiel au scénario élaboré par les *spin doctors* de l’administration Bush : le « terrorisme ». Celui-ci, désigné, dans son aspect le plus vague et le plus abstrait, comme nouvel ennemi de la liberté, représente l’opposant. Le caractère « nouveau » de cet ennemi est essentiel dans la trame du récit. Car c’est lui qui illustre la rupture avec les conflits passés. Rupture qui va justifier le recours obligatoire à la force pour le combattre.

« Pendant le siècle dernier la politique étrangère des États-Unis était basée sur les doctrines de la guerre froide, des stratégies de dissuasion et d’endiguement. Dans certains cas, ces stratégies peuvent toujours s’appliquer. Mais de nouvelles menaces impliquent de nouvelles politiques. La dissuasion ne veut plus rien dire contre des réseaux terroristes invisibles sans nation ni citoyens à défendre. L’endiguement n’est pas possible quand des dictateurs déments avec des armes de destruction massive peuvent fabriquer d’autres armes et les transmettre à leurs alliés terroristes (...). La guerre contre la terreur ne pourra pas être gagnée en restant sur la défensive. Nous devons attaquer l’ennemi et le mettre en déroute, confronter les pires menaces avant qu’elles n’émergent. Dans le monde qui est le nôtre, le seul chemin vers la sécurité est le chemin de l’action. Et notre nation va agir⁴⁶ (...) »

⁴⁵ C. SALMON : IBIDEM

⁴⁶ George W. Bush, *Graduation Speech at West Point*, 1er juin 2002.

Texte original : *“For much of the last century, America’s defense relied on the Cold War doctrines of deterrence and containment. In some cases, those strategies still apply. But new threats also require new thinking. Deterrence -- the promise of massive retaliation against nations -- means nothing against shadowy terrorist networks with no nation or citizens to defend. Containment is not possible when unbalanced dictators with weapons of mass destruction can deliver those weapons on missiles or secretly provide them to terrorist allies. (...) Yet the war on terror will not be won on the defensive. We must take the battle to the enemy, disrupt his plans, and confront the worst threats before they emerge. In the world we have entered, the only path to safety is the path of action. And this nation will act. »*

Ce discours, prononcé à West Point en 2002 par le président américain George Bush, illustre parfaitement cette idée de « rupture », sur laquelle va s'appuyer toute la narration de légitimation de la guerre au Moyen-Orient, en Afghanistan et en Iraq. Deux arguments essentiels vont être utilisés pour expliquer cette rupture : l'oppression des populations par des dictateurs monstrueux (principalement Saddam Hussein) et la menace liée à l'exploitation des nouvelles technologies, soit la construction d'armes de destruction massives (« *Le danger le plus grave qui menace la liberté se situe à la croisée périlleuse des chemins que sont le radicalisme et la technologie*⁴⁷. »). Ces deux motifs vont enfin permettre au gouvernement américain de dessiner une ligne de confrontation claire entre le Bien et le Mal, absolument nécessaire au récit militaire de légitimation comme nous le verrons après. Récit de légitimation qui se poursuivra aussi bien après les deux interventions en Afghanistan et en Iraq, pour réaffirmer le bien-fondé de la présence américaine au Moyen-Orient, et démontrer à l'opinion publique que les objectifs qui avaient été présentés au peuple suite aux attentats en 2001, ont bien été atteints. On passe ainsi d'une logique de terreur, à un discours porteur d'espoir, débarrassé de ses accents belliqueux. Le discours, après avoir défendu la guerre nécessaire contre la prolifération nucléaire et les dictatures, s'adoucit.

« Le futur de la paix implique la défaite de la terreur [...]. Dans le combat d'Afghanistan, nous avons détruit un des régimes les plus oppressants de la planète, et nous avons éliminés presque tous les terroristes de son territoire [...]. Et dans le combat d'Iraq, nous avons fait face à un régime qui aidait les terroristes, qui possédait des armes de destruction massive pour menacer la paix et persécuter son peuple. Ce régime n'est plus. (Applaudissements) [...]. Nous sommes déterminés à aider à la construction d'un Moyen-Orient qui grandira dans l'espoir plutôt que dans la peur. Grâce aux idéaux de notre nation, vous et moi ne vivrons pas dans une ère de terreur. Nous vivrons dans une ère de liberté.⁴⁸ »

⁴⁷ Ibidem

⁴⁸ George W. Bush, Discours à l'Université de Caroline du Sud, le 9 mai 2003

Texte original : *"The future of peace requires the defeat of terror. (...) In the battle of Afghanistan, we destroyed one of the most oppressive regimes on Earth, and we destroyed many of the terrorists it harbored. (...) And in the battle of Iraq, we faced a regime that aided terrorists, armed itself with weapons of mass destruction to threaten the peace, and persecuted its own people. And today, that regime is no more.(...) We're determined to help build*

Ce changement de ton démontre l'importance des protagonistes d'adapter leur récit au fil du temps et en fonction de l'évolution des conflits. L'enjeu est de garder captive l'opinion publique, et de préserver son soutien dans le temps. Pour les États-Unis, il s'agissait de justifier leur ancrage prolongé au Moyen-Orient, même après le renversement de Saddam Hussein.

Cet effort de cristallisation d'un rapport de force clair entre un ennemi, qui représente le Mal, et notre société ainsi que ses alliées, qui représentent le Bien, afin de légitimer une intervention militaire aux yeux de l'opinion publique, est encore à l'œuvre aujourd'hui, dans le cadre du conflit en territoire syrien. En effet, en septembre 2015, après avoir refusé pendant plusieurs mois d'intervenir directement en Syrie, de peur de faire le jeu de Bachar al-Assad, l'ancien président François Hollande avait finalement autorisé des vols de reconnaissances aériennes, en vue de frappes ciblées contre l'Etat Islamique, sans la couverture de l'ONU – ce qui est une première pour la France. Les autorités politique et militaire françaises avaient alors justifié l'extension de l'opération Chammal à la Syrie au nom de la « légitime défense », dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme ». Argument qui fait partie des trois cadres légaux possibles pour mener une intervention⁴⁹ :

« Daech a considérablement développé son emprise depuis près de deux ans. C'est depuis la Syrie (...) que sont organisées des attaques contre plusieurs pays et notamment le nôtre. Ma responsabilité, c'est d'assurer que nous puissions être informés au mieux des menaces qui pèsent sur notre propre pays pour y faire face ».

Le nouvel ennemi commun désigné, qui représente le Mal, est donc désormais Daech. En outre, en mettant en avant les attaques organisées depuis la Syrie contre la France et les menaces qui pèsent sur celle-ci, le Président s'est fondé sur l'argument de la légitime défense

a Middle East that grows in hope instead of resentment. Because of the ideals and resolve of this Nation, you and I will not live in an age of terror. We will live in an age of liberty »

⁴⁹ Les deux autres cadres légaux étant l'accord de l'Etat-hôte, et l'aval du conseil de sécurité de l'ONU.

individuelle. Autrement dit, la France voulait alors, et veut toujours, répondre aux attaques perpétrées par l'EI, et également avoir la possibilité de frapper les terroristes avant qu'ils ne passent à l'acte sur le territoire national (le premier ministre de l'époque, Manuel Valls, l'avait d'ailleurs explicitement signalé le 11 octobre 2015 « *La France a décidé de frapper Daech au nom de la légitime défense puisque Daech prépare depuis la Syrie des attentats contre la France* »). Le motif n'est pas nouveau. Il avait été employé, comme nous l'avons vu précédemment dans cette partie, par les États-Unis dans leur lutte globale lancée contre le terrorisme au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. Seulement, une ambiguïté entoure alors la position française, le cadre onusien imposant que la menace soit « en cours » ou « imminente ». Aussi, cette notion de légitime défense est juridiquement fragile, même si la menace devint plus explicite après le 13 novembre 2015. Mais elle était, dès octobre 2015, politiquement bien plus parlante pour le public français. La concrétisation de la menace permettant, encore une fois, de faciliter l'adhésion de l'opinion publique aux opérations.

3- L'axe du mal : la caractérisation d'un nouvel ennemi commun pour donner des repères au conflit

Comme on le voyait précédemment, le récit militaire de justification passe nécessairement par la fixation d'un rapport de force entre deux entités : l'une qui représente le Bien, et l'autre qui représente le Mal. Ce dernier, qui symbolise l'ennemi, permet à l'Etat qui le désigne, deux choses essentielles. D'une part, la concrétisation de cet ennemi permet la cristallisation de la menace en peurs collectives, ce qui favorise le sentiment d'unité au sein de la société civile, et après coup, la manipulation de ces peurs collectives permet d'obtenir le soutien des populations aux interventions militaires pour contenir ce « Mal » qui les menace toutes. D'autre part, la désignation d'un ennemi commun assoit la puissance de l'Etat initiateur de l'intervention sur les pays alentours. Aussi, suite à la disparition du bloc soviétique après la guerre froide, les États-Unis ont rapidement cherché à désigner une nouvelle menace, afin de ne pas perdre leur hégémonie, et de perdurer la diffusion de leur modèle idéologique à travers le monde. Suite aux attentats du 11 septembre 2001, l'ennemi privilégié était désigné : les

États-Unis lançaient une guerre, sans délimitation dans le temps, ni l'espace, contre « le terrorisme ».

« Notre second objectif consiste à empêcher les gouvernements qui parrainent le terrorisme de menacer les États-Unis et leurs amis au moyen d'armes de destruction massive. (...) Mais nous connaissons leur véritable caractère. La Corée du Nord a un gouvernement qui s'équipe de missiles et d'armes de destruction massive tout en affamant sa population. L'Iran s'emploie activement à fabriquer de telles armes et exporte le terrorisme tandis qu'une minorité non élue étouffe l'espoir de liberté du peuple iranien. L'Iraq continue à afficher son hostilité envers les États-Unis et à soutenir le terrorisme. Le gouvernement iraquien complotte depuis plus de dix ans pour mettre au point le bacille du charbon, des gaz neurotoxiques et des armes nucléaires. (...) De tels Etats constituent, avec leurs alliés terroristes, un axe maléfique et s'arment pour menacer la paix mondiale. En cherchant à acquérir des armes de destruction massive, ils posent un danger dont la gravité ne fait que croître. Ils pourraient fournir ces armes aux terroristes, leur donnant ainsi des moyens à la hauteur de leur haine. Ils pourraient attaquer nos alliés ou tenter de faire du chantage auprès des États-Unis. Dans l'un quelconque de ces cas, le coût de l'indifférence serait catastrophique.⁵⁰ »

Quelque temps après avoir déclaré la guerre au terrorisme, le 29 janvier 2002, lors de son discours devant le congrès, l'ennemi fut précisé à travers une formule qui fera date : les États-Unis étaient en guerre contre l' « Axe du Mal », qui comprenait, selon George W. Bush, la Corée du Nord, l'Iran et l'Iraq. Pourquoi ces trois pays ? Parce qu'ils étaient dirigés par des

⁵⁰ George W. Bush, Discours sur l'état de l'Union, le 29 janvier 2002.

Texte original :

« Our second goal is to prevent regimes that sponsor terror from threatening America or our friends and allies with weapons of mass destruction. [...] But we know their true nature. North Korea is a regime arming with missiles and weapons of mass destruction, while starving its citizens. Iran aggressively pursues these weapons and exports terror, while an unelected few repress the Iranian people's hope for freedom. Iraq continues to flaunt its hostility toward America and to support terror. The Iraqi regime has plotted to develop anthrax, and nerve gas, and nuclear weapons for over a decade. [...]. States like these, and their terrorist allies, constitute an axis of evil, arming to threaten the peace of the world. By seeking weapons of mass destruction, these regimes pose a grave and growing danger. They could provide these arms to terrorists, giving them the means to match their hatred. They could attack our allies or attempt to blackmail the United States. In any of these cases, the price of indifference would be catastrophic. »

« *gouvernements soutenant le terrorisme* », qui cherchaient à « *acquérir des armes de destruction massive* ». Plus que les trois pays désignés explicitement, c'est la formule « *Axe du Mal* », que l'on retenir. Cette dernière permettait, à la veille de l'intervention américaine en Iraq, de justifier la guerre, en désignant concrètement au grand public un ennemi, à travers une image à la fois simple et puissante, douée d'un fort impact émotionnel de par son caractère menaçant. Plus que tout autre discours, elle incarne parfaitement la nécessité de désigner un ennemi par temps de guerre, et la tentation à dessiner une vision manichéenne du conflit à venir, entre la civilisation américaine et l'obscurantisme de son ennemi, entre la démocratie et les pourfendeurs de la liberté, entre, tout simplement, les bons et les méchants, pour donner une dimension éthique et morale à l'intervention militaire (« *La liberté et la peur, la justice et la cruauté ont toujours été en guerre, mais nous savons tous que Dieu a choisi son camp* »⁵¹). Cette phraséologie mystico-guerrière permet par ailleurs de donner un aspect encore plus solennel à l'intervention, qui, encore une fois, n'était pas un choix mais un devoir moral, presque divin (George Bush conclut d'ailleurs ses déclarations faites le jour des attentats le 11 septembre 2001, et le 29 janvier 2002 sur l'axe du Mal, par la bénédiction « *May God bless America / May God bless you* » - puisse Dieu bénir l'Amérique / puisse Dieu vous bénir).

Loin d'être formulée au hasard, l'expression « *axe du Mal* » s'inscrit parfaitement dans la tradition américaine, en faisant écho à deux prédécesseurs de George W. Bush à la Maison Blanche : Franklin Roosevelt, qui utilisait le terme « *les forces de l'Axe* », pour désigner le Reich allemand et ses Alliés durant la Seconde Guerre Mondiale, et plus encore, Ronald Reagan, qui parlait de l'URSS comme étant l'« *Empire du Mal* », dont « *les forces du Bien* » allaient triompher. Suite à la disparition de ce dernier, il était essentiel pour les américains de se désigner un nouvel ennemi. Cette question de la détermination des Etats hostiles au pays met en exergue un enjeu stratégique dans l'équilibre des relations internationales : la nécessité de cibler précisément ses ennemis pour justifier le maintien de structures permettant de les affronter. Nécessité qui conduit à une sorte de moralisation des relations internationales, nécessairement mues par un caractère profondément dialectique. Avec d'un côté les forces

⁵¹ George W. Bush, Discours devant le congrès américain, le 20 septembre 2001

du « Bien » qui défendent la liberté. Et de l'autre les forces du « Mal », qui représentent le chaos. Ce dessein manichéen répond à l'un des objectifs de la communication militaire détaillé précédemment, et qui est le rôle du politique : donner du sens aux opérations extérieures, afin de gagner et préserver le soutien des concitoyens. Ce travail d'influence va malheureusement souvent passer par une diabolisation de l'ennemi. Ce qui signifie, de fait, par la simplification d'une réalité complexe en un problème moral simple. Pour l'opinion publique, il s'agit d'intégrer une vision dualiste binaire du conflit dont il est question : elle doit immédiatement comprendre qui défend le Bien, et qui défend le Mal. L'enjeu est donc moins de convaincre par une argumentation logique, que de persuader en faisant appel aux sentiments. L'objectif est d'amener l'opinion publique, américaine d'abord, mais également internationale, à croire en l'existence véritable d'un axe du mal.

Objectif qui est d'autant plus rendu complexe aujourd'hui, que l'ennemi tend à devenir plus flou, plus opaque et imprécis. L'ennemi ne va pas de soi. Les gouvernements, les états-majors et les médias, tous peinent à concevoir, nommer et désigner cet ennemi, qui n'est pas de la même nature, ni de la même échelle qu'eux. Le « terrorisme » n'a pas de frontière. Il prend le visage de l'Etat-Islamique en Syrie et en Iraq, d'Al-Qaeda au Maghreb, de Boko Haram au Nigéria, des Shebabs en Somalie, des Farcs en Colombie... L'axe du Mal n'est pas un, il est multiple. Pour revenir au conflit en territoire irako-syrien, l'effort de désignation est d'autant plus complexe pour la France, que se mêle à l'ennemi désigné, nombre de ses citoyens. Faut-il alors désigner (et cibler, ce qui soulève encore plus de questions) ces combattants français, ayant rejoint les rangs de Daech, au même titre que les autres djihadistes ? Car c'est une chose d'invoquer la légitime défense pour intervenir en Syrie, mais c'en est une autre de viser nos propres ressortissants sur un sol étranger, puis de le justifier devant l'opinion publique, et notamment devant les familles des combattants tués.

Mais le fait est qu'au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis et les médias avaient besoin, en urgence, d'un ennemi. Il fallait frapper, et vite, pour se venger et dissuader l'ennemi de recommencer. L'information – spectacle fut alors maniée à son comble, dans le cadre d'une communication accusatrice manquant cruellement de nuances. Le diagnostic même du Mal fut évacué, de même que l'éventuelle responsabilité des États-Unis dans la genèse de cet ennemi. « Al Qaeda », envahit rapidement toute la médiasphère,

devenant un objet médiatique « populaire ». En furent cruellement ignorés la dimension réelle et le caractère pluriforme de la menace. L' « axe du Mal » était un bon slogan politique, mais ô combien inadapté à une politique étrangère cohérente. Il ne partait aucunement d'une fine connaissance de l'adversaire, mais au contraire d'une volonté de le faire rapidement rentrer dans des grilles préconçues, ne pouvant aboutir qu'à d'autre politique que celle de la dénonciation.

Finalement, on comprend l'importance de la mise en scène dans le cadre de la stratégie d'influence militaire. Elle se retrouve à tous les niveaux de production du récit militaire élaboré par les gouvernements, aussi bien pour dissimuler la violence des interventions, à travers une esthétisation de la guerre, que pour stimuler les réflexes de l'opinion publique, à travers une diabolisation de l'ennemi. Ce dernier, stigmatisé à l'extrême, voir même « hitlérisé », doit pouvoir justifier à lui-seul le recours légitime à la violence. Aussi Saddam Hussein, qui avait été représenté quelques années auparavant seulement comme le rempart contre l'invasion du chiisme iranien, devint, en quelques semaines, le plus terrible et inhumain des dictateurs. Face à ce monstre, qui menaçait aussi bien les « pauvres » populations opprimées d'Iraq et les pays voisins, que les pays dits « civilisés », soit démocratiques, les puissances occidentales, à la tête desquelles les États-Unis, se devaient d'intervenir. Ce puissant storytelling, mis à l'œuvre dès le lendemain des attentats du 11 septembre 2001, devait durer jusqu'à aujourd'hui, pour justifier l'ancrage de l'Armée américaine au Moyen-Orient. Si durant son mandat, le président Barack Obama n'avait pas caché son aversion pour le concept réducteur d' « Axe du Mal », et pointé les excès de « la guerre contre le terrorisme », son successeur, Donald Trump, semble vouloir réhabiliter la formule. Lors d'un discours prononcé à Riyad, en Arabie Saoudite, le 21 mai 2017, le président américain a ainsi évoqué une « bataille entre le Bien et le Mal », appelant à éradiquer le djihadisme et isoler l'Iran⁵².

⁵² G. PARIS, *L'EI et l'Iran, le nouvel « axe du Mal » de Trump*, Le Monde, 21/05/2017

CONCLUSION

Depuis les années 1960, au gré des innovations techniques, la communication a pris une place sans cesse plus importante dans nos sociétés. La politique de Défense ne fait pas défaut à cette généralité. Comme toute autre discipline, l'institution militaire se doit désormais de communiquer pour espérer exister dans le champ médiatique, et donc être connue et *reconnue* dans la société. C'est pourquoi le *devoir* de communiquer et d'informer les citoyens sur le pourquoi et le comment de ses opérations est devenu aussi central dans la définition de sa stratégie militaire, au même titre que son *devoir* de réserve. Dans la mesure où les informations diffusées ne remettent pas en cause la sûreté nationale et la bonne conduite des opérations extérieures, l'Armée se doit de répondre à des exigences de transparence, et répondre autant que possible à la demande d'informations des médias et des citoyens. Cette exigence est devenue absolument primordiale pour conserver une bonne image aux yeux de la population, et ainsi préserver le lien entre l'Armée et la Nation, si cher à la politique étrangère des gouvernements. Ce nouvel enjeu est né de la prise de conscience de l'importance de connaître et de maîtriser les attitudes de l'opinion publique en matière de défense. Cette dernière, informée quasiment en direct sur l'actualité internationale, et notamment militaire, ne pourrait jamais rester indifférente aux éventuelles dérogations au droit et à la dignité par nos armées. Les populations peuvent désormais manifester leur mécontentement dans la rue, dans les médias, et dans les urnes. Elles peuvent même exprimer leur révolte en apportant leur soutien à l'adversaire, ce qui peut avoir de graves conséquences sur les opérations menées par les forces déployées à l'étranger. Aussi, comme maints exemples de l'Histoire récente l'ont montré, un pays qui décide de l'emploi de la force ne peut garantir sa liberté d'action stratégique sans s'assurer du soutien de l'opinion publique.

En cherchant à questionner le rapport dialectique qui s'établit entre la stratégie d'influence militaire, la construction du discours médiatique et les mouvances de l'opinion publique, il semble que nous soyons parvenus à identifier les grands contours et enjeux actuels de la communication militaire, pour ce qui a trait à la médiatisation des opérations

extérieures. Bien évidemment, cette dernière est très certainement liée à d'autres facteurs importants que nous avons choisi de ne pas traiter ici, en raison de contraintes formelles et académiques. Par ailleurs, d'autres éléments géopolitiques et géostratégiques, qui n'ont pas été détaillés dans ce mémoire, seraient certainement à prendre en compte pour appréhender la communication militaire dans sa globalité. Seulement nous avons concentré notre travail de recherche, réalisé dans le cadre d'un Master en sciences de l'information et de la communication, sur les questions liées à la discipline précédemment citée.

Notre première hypothèse, qui postulait que l'Armée avait professionnalisé, à mesure de ses différentes interventions, un « *war marketing* » adapté afin de « vendre » ces dernières sous un jour favorable à l'opinion publique, semble être confirmée. Nous avons ainsi pu identifier, à partir de la guerre du Viêt-Nam, la mise en œuvre de différents procédés visant à convaincre l'opinion publique de la nécessité et du bon déroulement des guerres menées à l'étranger. Ce « marketing de guerre » s'est notamment réalisé à travers une professionnalisation des relations entre les militaires et les médias, sous la forme d'un processus d'intégration des journalistes (*journalisme embedded*). Intégrant à travers un système de « *pools* » les journalistes aux unités militaires lors de leurs déplacements, ce processus répond essentiellement à deux enjeux : garantir le droit à l'information des citoyens sans mettre en péril la bonne conduite des opérations ; maîtriser l'information et les images diffusées afin de garder le contrôle sur l'opinion publique. Au risque, malheureusement, de transformer ce processus, censé optimiser le travail des journalistes en contexte de violence exacerbée, en nouvelle forme de censure maquillée.

Ce double enjeu met en exergue l'injonction paradoxale qui s'impose aujourd'hui à l'Armée, à la croisée entre son devoir de communication et son devoir de réserve, et qui fait l'objet de notre deuxième hypothèse. Désormais, la Grande Muette se doit de communiquer pour préserver le soutien de l'opinion publique, essentiel à la bonne conduite de ses opérations, mais elle reste tenue par son devoir exceptionnel de réserve, au nom de la protection des intérêts de la Nation. D'où ses difficultés à respecter cette logique de transparence, censée garantir l'authenticité de son discours. Au-delà des questions de sécurité, comme toute institution, l'Armée est également guidée par une logique de séduction. La communication de la Défense va donc s'efforcer de présenter sous un jour des

plus favorables les opérations qu'elle mène à l'étranger, notamment à travers des procédés d'esthétisation et de dédramatisation de la violence. L'enjeu étant de ne pas effrayer les citoyens, mais au contraire de leur « vendre » une version « propre et lissée » de la guerre. Ce verrouillage des informations au nom de la sûreté des personnes et des opérations, doublé de ce travail de mise en scène de la violence, rend dès lors difficiles les relations entre journalistes et militaires, qui entretiennent naturellement, du fait de leurs déontologies divergentes, une méfiance réciproque. Le dialogue entre ces deux acteurs sera ainsi souvent l'expression d'une tentative à trouver un point de collision entre deux concepts historiquement construits comme incompatibles : la sécurité nationale et le droit à l'information. Notre deuxième hypothèse semble dès lors confirmée.

Enfin, la dissimulation de l'horreur de la guerre, à travers une esthétisation de la violence pour la présenter sous un jour favorable à l'opinion publique, appelle en complément une logique de diabolisation de l'adversaire, ce qui vient confirmer notre dernière hypothèse. Il s'agit là de cristalliser les peurs et les passions de l'opinion publique sur l'ennemi, afin de rendre la guerre plus acceptable à ses yeux. Et donc de vendre, dans le cadre d'une lecture dualiste et moralisante des relations internationales, un récit opposant de manière simplifiée les « forces du Bien », qui agissent au nom de principes moraux supérieurs, et les « forces du Mal », qui représentent le chaos. Cette caractérisation de l'ennemi, aussi simplifiée et peu nuancée soit-elle, est nécessaire pour amener les opinions publiques à croire en l'existence d'un ennemi absolument mauvais, qui justifie tout recours à la force pour le combattre. L'enjeu est donc moins de convaincre par une argumentation logique, que de persuader en faisant appel aux sentiments. Il est moins question, après le 11 septembre 2001, d'expliquer les origines et l'évolution du groupe terroriste Al-Qaeda, que de persuader du caractère fondamentalement mauvais et menaçant de ses membres, à travers des grilles préconçues.

A travers cette analyse des récits militaires, notamment développés par la France, et surtout, de manière exponentielle, par les États-Unis, on s'aperçoit que les guerres sont des cadres privilégiés de l'utilisation de la propagande et de la censure ; et que les pays dits « démocratiques » ne font pas défaut à cette généralité. Notre travail de recherche effectué à partir des discours officiels tenus par les États-Majors des Armées et les gouvernements

démocratiques, par opposition aux régimes totalitaristes, remet en effet directement en cause ce prédicat selon lequel démocratie et propagande seraient deux concepts excluant.

La première guerre du Golfe est la première démonstration forte de cette construction médiatique de l'actualité pour servir le récit militaire, et justifier ainsi les interventions de l'Armée auprès de l'opinion publique. Car l'objectif est à chaque fois là, grandissant, prenant une place toujours plus imposante à mesure que se développent des outils de l'information et de la communication plus performants : la maîtrise de l'information au service du contrôle de l'opinion publique. Cette dernière, longtemps appréhendée comme trop changeante, trop émotive et inapte à participer à la gestion de la politique et des affaires étrangères, est devenue un élément probant de la prise de décision politique, notamment concernant l'actualité de Défense. Cette mutation, observée tout particulièrement au lendemain de la guerre du Viêt-Nam, lors de laquelle le gouvernement américain se rendit compte, à ses dépens, de l'importance de la mesure de l'état de l'opinion publique à propos des interventions militaires, s'est accélérée tout au long de la fin du 20ème siècle, et au début du 21ème. Cette accélération s'est doublée d'une autre prise de conscience, en raison de la circulation de l'information à l'échelle mondiale, et de la multiplication des acteurs transnationaux : les gouvernements sont désormais obligés de tenir compte d'une opinion publique qui n'est plus limitée à la sphère du national. Aussi, quand les États-Unis développent un storytelling puissant sur la menace du terrorisme au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, ils s'adressent non seulement aux américains, mais à la communauté internationale.

Cette notion de propagande, concernant les récits militaires construits par les gouvernements démocratiques pour justifier leurs interventions, est centrale, car elle pose la question de la validité des accusations invoquées pour obtenir l'adhésion de l'opinion publique. La question n'est en effet pas de savoir si Saddam Hussein était un dictateur impitoyable. Il l'était très certainement. La question est plutôt de savoir si les conditions invoquées étaient réellement présentes pour justifier une intervention « humanitaire », comme les responsables la qualifiaient alors – conditions qui englobent d'autres aspects que le simple degré de répression imposé par le régime en place. La question est finalement de savoir si les raisons invoquées par les États-Unis, puis reprises par les pays alliés, étaient

véritables et justifiées. Et il demeure essentiel de se poser tous ces questions, afin de préserver notre lucidité et garder une distance critique devant les informations et les images fournies par chacun des belligérants, y compris nos démocraties.

BIBLIOGRAPHIE

- Ouvrages

Fabrice D'ALMEIDA, *Images et propagande*. Paris : Casterman – Giuti, 1995

Anna ARENDT, *Du mensonge à la violence*. Paris : Calman-Lévy / Pocket, coll. Agora, 1972

Jean BAUDRILLARD, *La guerre du Golfe n'a pas eu lieu*. Paris : Galilée, 1991

Frédéric BON, *Les Discours de la politique*. Paris, Economica, 1991

Patrick CHARAUDEAU, *Le discours politique. Les masques du pouvoir*. Paris : Vuibert, 2005

David FRUM, *The right man, Random house trade paperbacks*. New-York : 2003

David FRUM, Richard PERLE, *An End to Evil: How to Win the War on Terror*. New York : 2003

Gustave LE BON, *Psychologie des foules*. Paris : PUF, 1963

Marc LITS, (2004), *Du 11 septembre à la riposte. Les débuts d'une nouvelle guerre médiatique*. Bruxelles : De Boeck University/INA, coll. Médias Recherche, 2004

Eric DE LA MAISONNEUVE, *Le métier de soldat*. Paris : Economica, 2002

Delphine MINOUI, *Tripolliwood*. Paris : Grasset, 2012

PLATON, *La République*. Paris : Les Belles Lettres, 2002

Ignacio RAMONET, *La tyrannie de l'information*. Paris : Gallimard, 1999

Christian SALMON, *Storytelling, La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*. Paris : La Découverte, 2007

Peter SINGER, *The President of Good and Evil*. New York : Granta Books, 2004

Georges SOREL, *Réflexions sur la violence*. Paris : Marcel Rivière, 3e éd., 1912

Dominique WOLTON, *War Game. L'information à la guerre*. Paris : Flammarion, 1991

- **Articles de presse**

Tanguy BERTHEMET, « Mali : la guerre en visite guidée pour la presse internationale », *Le Figaro*, janvier 2013

Guylain CHEVRIER, « Guerre du Golfe et télévision : un mariage stratégique », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 86 | 2002, 63-84.

Pierre CONESA, « La vision américaine de la sécurité internationale », in WIEVIORKA Michel (dir.), *L'Empire américain ?*, Editions Balland, Paris, 2004

Thomas HERVE, « Comment le Pentagone nous vend la guerre », *Culturepub*, n° 1, novembre-décembre 2000

Camille KAELBLEN et Benjamin HUE, « Bataille de Mossoul : le livestream Facebook, journalisme 3.0 ou arme de propagande ? », *RTL futur*, octobre 2016

Bernard LE GENDRE, « L'axe du Mal : une obsession américaine », *Le Monde*, avril 2002

Arnaud MERCIER, « Médias et violence durant la guerre du Golfe », *Cultures & Conflits* n°9-10 pp.377-388, mars 2005

Gilles PARIS, « L'EI et l'Iran, le nouvel « axe du Mal » de Trump », *Le Monde*, mai 2017

Jim VANDEHEI, *Bush Calls Democracy Terror's Antidote*, in *The Washington Post*, mars 2005.

Recherches en communication – Communication et croyance, n°38, 2012, p.97

- **Enregistrements audios**

Informers sur les guerres de l'armée française, les entretiens de l'information en partenariat avec l'INA et l'Association des Journalistes Défense (AJD) : enregistrement de l'entretien avec Pierre Bayle, directeur de la DICOD

- Images d'archive (journaux télévisés et témoignages filmés)

Discours de Colin Powell devant l'ONU, 20 heures le journal, INA, Février 2003

<http://www.ina.fr/video/2205136001007>

[FULL] Colin Powell's Presentation to the UN Security Council On Iraq's WMD Program, Février 2003

<https://www.youtube.com/watch?v=ErIDSJHRVMA>

L'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley, brandit des photos de l'attaque chimique en Syrie, Le Monde, Avril 2017

http://www.lemonde.fr/syrie/video/2017/04/06/l-ambassadrice-americaine-a-l-onu-nikki-haley-brandit-des-photos-de-l-attaque-chimique-en-syrie_5106976_1618247.html

Nayirah Kuwaiti girl testimony, Octobre 1990

<https://www.youtube.com/watch?v=LmfVs3WaE9Y>

Sept. 20, 2001 - Bush Declares War on Terror, Septembre 2001

<https://www.youtube.com/watch?v=CSPbzitPL8>

President George W. Bush - State of the Union Address 2002, Janvier 2002

<https://www.youtube.com/watch?v=RHxw8UFNCdo>

- Sites Internet

ACRIMED « *Afghanistan : bavures de presse* », février 2010

<http://www.acrimed.org/Afghanistan-bavures-de-presse>

Etienne BESSE, « *Désigner l'ennemi, de Carl Schmitt à Michel Foucault : de sa discrimination à sa gouvernementalisation*, Implications philosophiques, octobre 2016

<http://www.implications-philosophiques.org/ethique-et-politique/philosophie-politique/procedure-et-dispositif/designer-lennemi/>

Alain GRESH, « *Le terrorisme, un faux ennemi* », Mediapart, 24 mai 2016

<https://blogs.mediapart.fr/edition/la-revue-du-projet/article/240516/le-terrorisme-un-faux-ennemi-alain-gresh>

Romain MIELCAREK, « *Face à la crise, la communication militaire devra partir en quête de plus d'horizontalité* », n°23 du Magazine de la Communication de Crise & Sensible, Décembre 2015
<http://www.communication-sensible.com/articles/article300.php>

Le ciné-club de Caen, Outils d'analyse, Image et Symbole, Le rôle de l'image
<https://www.cineclubdecaen.com/peinture/analyse/imagetheorie.htm>

Charles VOISSIER et Christina CHIRON, Le journalisme embarqué : une histoire de point de vue ?, La Fabrique de l'info
<http://www.5.lafabriquedelinfo.fr/index.php/numero-5/les-enquetes/journalistes-tout-terrain/33-le-journalisme-embarque-une-histoire-de-point-de-vue>

« Full text of Colin Powell's speech », The Guardian, Février 2003
<https://www.theguardian.com/world/2003/feb/05/iraq.usa>

«Text: President Bush Addresses the Nation», The Washington Post, Septembre 2001
http://www.washingtonpost.com/wp-srv/nation/specials/attacked/transcripts/bushaddress_092001.html

« Text of President Bush's 2002 State of the Union Address », The Washington Post, Janvier 2002
<http://www.washingtonpost.com/wp-srv/onpolitics/transcripts/sou012902.htm>

« Commencement Address at the University of South Carolina in Columbia, South Carolina », The American Presidency Project, Mai 2003
<http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=407>

« President Bush Delivers Graduation Speech at West Point », The White House, Juin 2002
<https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/06/20020601-3.html>

CORPUS

Table des annexes

1. Analyses sémiologiques de vidéos et de photographies partagées sur les comptes Twitter et Facebook de l'Etat-Major des Armées en France
2. Analyse de différentes images de guerre
 - « Napalm Girl » : la photographie emblématique de la guerre du Viêt-Nam
 - Le renversement de la statue de Saddam Hussein : la chute symbolique du régime dictatorial irakien
3. Analyse sémiologique du clip de campagne de George W. Bush en 2004, « Ashley's story »
4. Discours prononcé par Colin Powell devant les Nations Unies le 5 février 2003
5. Les trois discours prononcés par George W. Bush, suite aux attentats du 11 septembre 2001, à l'origine de la formule « axe du Mal »
 - Allocution devant la Nation le 20 septembre 2001
 - Discours de l'état de l'Union du 29 janvier 2002
 - Discours devant la Nation du 17 mars 2003

Annexe 1

Analyses sémiologiques de vidéos et de photographies partagées sur les comptes Twitter et Facebook de l'Etat-Major des Armées en France

Catégorie	Effectif (hommes)
Territoire national (Sécurité intérieure, Sécurité maritime)	13 000
OPEX (Opérations extérieures)	10 000
DOM-COM (Forces de souveraineté)	7 200
Forces prépositionnées (Alliés / Forcés armes vite)	3 800
Total	34 000

État-Major des Armées @EtatMajorFR
34000 militaires déployés en opérations et missions dont 13000 pour protéger les Français et le territoire national
18:22 - 27 nov. 2015
6 commentaires, 152 partages, 101 likes

État-Major Armées @EtatMajorFR · 15 sept.
Assaut du dernier fief de Daech dans le nord de l'Irak : la force #Chammal appuie les forces irakiennes bit.ly/Chammal-TalAfar

1 commentaire, 51 partages, 89 likes

État-Major Armées @EtatMajorFR · 26 août
Le C135-FR, citerne volante de l'opération Barkhane, permet aux avions de voler plus loin. bit.ly/BarkhaneC135

2 commentaires, 60 partages, 127 likes

État-Major Armées @EtatMajorFR · 13 sept.
#Chammal : 37 sorties aériennes et 6 frappes en Irak et en Syrie cette semaine.

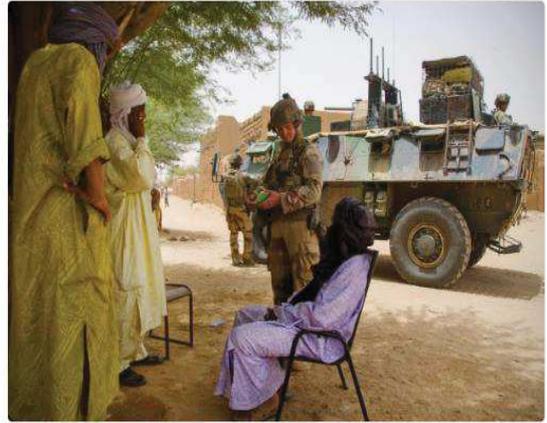
Armée de l'air et Inherent Resolve
10 commentaires, 62 partages, 119 likes



État-Major Armées @EtatMajorFR · 13 août
Départ en mission au (soleil) Levant.
Opération #Chammal



État-Major Armées @EtatMajorFR · 30 juil.
#Barkhane : des patrouilles quotidiennes, des contacts réguliers avec la population.



3 47 122



État-Major Armées @EtatMajorFR · 1 juil.
Une vidéo très spéciale.



Les forces spéciales

82 1,2 k 1,8 k



État-Major Armées @EtatMajorFR · 2 juil.
#Chammal : maîtriser les effets militaires.



9 154 249

Description

Ces différentes captures d'écran ont été prises sur le compte Twitter de l'Etat-Major des Armées. Toutes, ont également et simultanément été relayées sur son compte Facebook (la même communication est effectuée, à peu de choses près, sur ces deux réseaux sociaux).

Ces publications quotidiennes répondent à un constat essentiel : la nécessité pour l'Armée de communiquer, afin de maintenir du lien avec la Nation. Car si les citoyens ne se sentent pas impliqués dans la politique militaire menée par leur gouvernement, et s'ils ne sont informés d'aucune façon sur les opérations militaires menées par leur Armée à l'extérieur de leur territoire, ils pourront difficilement apporter leur soutien à cette dernière. Ce besoin d'information concerne tous les citoyens, y compris les familles des militaires en opération.

Cette nécessité oblige l'Armée à s'adapter aux outils et aux codes de la communication telle que l'envisagent et la pratiquent les citoyens. Cela est notamment passé par la création de ces fameux comptes Facebook et Twitter (@EtatMajorFR). Sur ces comptes, l'EMA cherche principalement à rassurer les citoyens, en adoptant une ligne éditoriale très sobre. Comme on peut le voir sur les différentes images intégrées dans ce corpus, il n'est aucunement question de violence dans sa communication. Au contraire, l'EMA s'applique à montrer de « belles » photos des théâtres, pour rassurer sur le bon déroulement des opérations, et sur la maîtrise du matériel et des armes. Jamais ne sont publiées des images morbides de morts et de combats sanglants. Cela répond à un principe d' « esthétisation » et de « dédramatisation », afin de donner à voir une image « propre et lissée » de la guerre. Cette construction médiatique permet à l'Armée de garder le contrôle sur son image, et d'éviter que l'opinion publique ne soit choquée et/ou effrayée par la réalité du terrain.

On note par ailleurs que les contenus sont relativement peu informatifs. Très peu de détails ne sont en réalité donnés sur l'évolution des opérations. Aussi, par exemple, concernant l'opération Chammal en Irak et en Syrie, un décompte hebdomadaire des frappes et des sorties aériennes et/ou tirs d'artillerie va être donné, mais aucune précision sur la

localisation, la date et le bilan de ces derniers ne vont être communiqués. Un point de situation est également fait sur l'opération Barkhane au Mali, partagé sur Twitter et Facebook, mais ce dernier reste relativement large et évasif. Cela est évidemment dû aux contraintes de l'institution, tenue par son devoir exceptionnel de réserve au nom de la sécurité des opérations et de la Nation. Aussi, si elle se doit de communiquer sur ses différents théâtres d'intervention, elle ne peut se risquer à donner des informations qui pourraient mettre en danger ses soldats en opération et compromettre leurs missions. Pour ces raisons, les posts sont extrêmement encadrés. L'envoi d'un tweet ou d'un message Facebook suit le même circuit de validation que n'importe quel canal de communication et dépend à chaque fois de la sensibilité de l'information fournie. Et même si les images diffusées sur les comptes officiels de l'Armée proviennent exclusivement des vidéastes et des photographes de l'armée de Terre, de la Marine nationale, de l'armée de l'Air et de l'ECPAD (Etablissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense), leur publication remonte obligatoirement par la chaîne des opérations.

Concernant les opérations des forces spéciales, le verrouillage des informations va évidemment être encore d'avantage strict. L'EMA va très rarement communiquer sur ces unités, et lorsqu'il s'y aventure, c'est exclusivement à travers des photos et des vidéos extrêmement évasives, qui ne permettent ni d'identifier les soldats mis en scène, ni la localisation et la date de leurs opérations. Les deux captures d'écran présentes dans ce corpus sont extraites de deux vidéos publiées par l'EMA les 1^{er} et 2 juillet dernier, sur ces forces spéciales. Très scénarisées, elles mettent en scène, sur une bande-son hollywoodienne, ces soldats sur le terrain. On croirait presque visionner un blockbuster américain. Les images, esthétiques, sont très belles, et la musique tragique captivante. Encore une fois, cette esthétisation de la guerre cherche à séduire les citoyens pour préserver leur soutien, et également susciter de nouvelles vocations parmi les jeunes. Enfin elles permettent de rendre hommage aux soldats qui mènent ces missions hautement dangereuses, en mettant en avant leur héroïsme. Ces vidéos sont moins « informatives » qu'« émotionnelles ». On ne nous informe pas véritablement sur ces opérations, pour des raisons principalement de sécurité. Mais l'Armée trouve un compromis pour tout de même communiquer dessus.

Annexe 2

a) « La petite fille brûlée au Napalm »



Description

Cette photojournalisme, de son nom original *The Napalm Girl*, a été prise par le reporter – photojournaliste de guerre Nick Ut en 1972 à Tran-Bang, dans le Sud Viêt-Nam, dans le cadre de la guerre du Viêt-Nam. Cette dernière a vu naître l'âge d'or des premiers reporters-

photographes de guerre, qui ont largement participé à dénoncer les horreurs de la guerre, faisant ainsi basculer l'opinion publique.

On peut voir au premier plan cinq enfants vietnamiens qui marchent sur une route vers l'objectif de la caméra, parmi lesquels, au centre, une fillette qui marche nue en pleurant. Au deuxième plan, on aperçoit quatre soldats américains. Enfin, en arrière-plan, on distingue la fournaise des bombardements au napalm. L'horizon est entièrement noirci par la fumée.

Le regard se porte immédiatement sur les enfants qui hurlent de douleur, et semblent en proie à une immense panique. Cette concentration du regard est renforcée par le vide du paysage. La fillette au centre, du nom de Thi Kim Phuc, alors âgée de 9 ans, retient particulièrement l'attention. Tous sont pieds-nus, mais c'est la seule qui est entièrement nue. Alors qu'elle fixe l'objectif de ses yeux épouvantés, le spectateur ne peut échapper à sa douleur. Il devient, malgré lui, témoin de l'horreur de la guerre. Un petit garçon, derrière les autres enfants, regarde derrière lui les soldats et/ou la fournaise. Il ne semble pas savoir vers où aller. Derrière, les soldats en uniforme semblent marcher tranquillement. Leur calme tranche cruellement avec la panique des enfants, à laquelle ils paraissent indifférents.

Analyse

Le photographe, qui a pris l'image au moment de l'explosion du napalm, la re-contextualisera après coup. Aussi il expliquera la fuite des enfants en état de choc, se mettant à crier à la vue des photographes. La fillette s'était débarrassée de ses vêtements en feu pour échapper aux flammes.

Cette photographie, qui fit d'abord la Une du New York Times, avant de faire celle de nombreux journaux du monde entier, devint une icône universelle du pacifisme et une dénonciation de la guerre et de ses horreurs. Elle choqua profondément l'opinion publique, notamment parce qu'elle montrait des enfants seuls, sans aucun adulte visible à part les soldats américains, semblant marcher indifférents à leur souffrance. Elle dénonça crûment le recours à l'extrême-violence, non seulement par les vietnamiens, mais également par les américains,

qui s'autoproclamaient pourtant les « champions du monde libre », en prouvant leur utilisation du napalm, une essence gélifiée mêlée à d'autres substances et utilisée pour les bombes incendiaires, qui brûle les chairs jusqu'à l'os, en collant à la peau (les avions responsables de ce bombardement étaient sud-vietnamiens, mais le napalm était fourni par les américains).

Le choc fut immense au sein de l'opinion publique, et entraîna un sursaut pacifiste en 1972. Elle n'est pas la seule image qui fit basculer l'opinion publique. D'autres photographies, notamment celles du massacre de MyLai, le 16 mars 1968, durant lequel des soldats de l'armée américaine tuèrent près de 500 civils, parmi lesquels de nombreuses femmes et des nourrissons, contribuèrent fortement à retourner l'opinion américaine contre la guerre.

Pour conclure, cette photographie illustre bien l'impact grandissant des médias sur l'opinion publique, qui vont jouer un très grand rôle dans le renforcement des opinions contestataires. Après cette « sale guerre », l'Armée comprit, à ses dépens, qu'il lui était devenu essentiel de maîtriser sa communication et les images de guerre diffusées auprès du grand public pour préserver le soutien de ce dernier. Cette guerre marque donc véritablement le point de départ de la professionnalisation de la communication militaire, et du développement d'un « war marketing », visant à « vendre » une image favorable de la guerre, pour ne pas effrayer l'opinion publique et s'assurer son adhésion.

b) Le renversement de la statue de Saddam Hussein





Description

Ces trois images sont extraites d'une scène filmée et diffusée par de très nombreuses chaînes de télévision internationales, lors de la libération de Bagdad par l'armée américaine le 9 avril 2003. Il s'agit du renversement de la statue de Saddam Hussein sur la place Al-Ferdaous par les irakiens, aidés des soldats américains.

Après avoir réussi à s'emparer du centre de la capitale Iraquienne, les américains avaient en effet envahi la place Al-Ferdaous, située non loin de l'hôtel Palestine, où résidaient alors la majorité des journalistes occidentaux couvrant la guerre. Dès le début du rassemblement, un manifestant avait entrepris de s'attaquer, à l'aide d'une massue, à la statue de Saddam Hussein, qui surplombait la place. N'y arrivant pas seuls, les irakiens, dans un geste hautement symbolique, avaient demandé de l'aide aux soldats américains. Un marine était alors monté sur la statue afin d'y attacher un câble. Ce qui se passe alors est essentiel d'un point de vue sémiologique : le soldat recouvrit la tête du dictateur par un drapeau américain (capture

d'écran n°1). Son Etat-Major, comprenant immédiatement l'importance de l'erreur de communication, ordonna rapidement que le drapeau américain soit remplacé par le drapeau iraquien (capture d'écran n°2). La statue fut ensuite renversée, et la tête du dictateur, que tout le monde devait jusque-là vénérer en public, fut trainée sur le sol, en même temps que la foule se déchainait sur les débris au sol.

Analyse

L'image est historique. De par son caractère hautement symbolique, la scène du déboulonnage de la statue de Saddam Hussein eut un impact médiatique retentissant. En effet, tous les médias américains et occidentaux relayèrent frénétiquement l'information. Sur LCI, bien que le journaliste n'ait pas été sur place, il commenta en direct les images de l'agence de presse américaine Associated Press Television Network (APTN) : « *Le peuple se précipite pour lyncher la statue* ». Dans la soirée, au journal de 20h sur France 2, on annonça également que c'était le « *peuple* » qui « *se précipite pour lyncher, autre symbole, la tête* » de bronze. Le 10 avril, l'image fit la Une des journaux du monde entier. La deuxième guerre du Golfe avait duré 21 jours. Les États-Unis avaient gagné. Ils avaient libéré les Iraquiens. Pourtant quelque temps après, le Bureau des communications globales (Office of Global Communications – OGC), chargé de coordonner la communication des divers départements et agences des États-Unis à l'étranger pour mieux relayer les orientations du gouvernement, en association avec le Royaume-Uni, a été accusé d'avoir décidé la mise en scène de la libération de Bagdad, et de montrer des manifestations de liesse populaire afin de modifier l'image coloniale qu'avaient les États-Unis au Moyen-Orient.

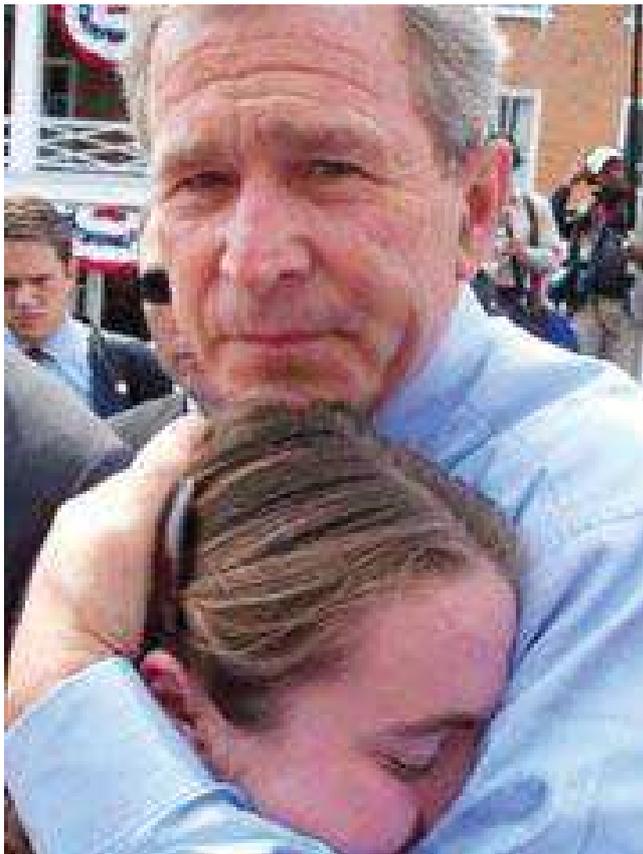
On ne saura jamais véritablement quelle était la part de mise en scène préparée en amont dans cette séquence de libération. Mais plusieurs témoignages de soldats confirmèrent que l'armée avait saisi, dès l'invasion de la place Al-Fedaous et l'amasement de la foule, l'importance du moment et l'impact médiatique qu'il pouvait avoir. En proposant aux iraqiens leur aide pour renverser la statue du dictateur devant les caméras du monde entier, l'armée américaine montrait qu'elle était là avant tout pour servir les intérêts iraqiens. De même qu'en remplaçant rapidement le drapeau américain par le drapeau iraquien sur la tête de Saddam

Hussein, l'armée montrait que les États-Unis réfrénaient leur toute-puissance pour céder la place aux iraqiens.

Ce véritable objet médiatique démontre donc finalement l'importance de la mise en scène et du *storytelling* en contexte de guerre. Jouant sur les émotions du public, sans que ce dernier ne s'aperçoit du mécanisme, ni de ses effets, ce mode de propagande permet aux responsables militaires et politiques de présenter les interventions extérieures sous un jour favorable, et ainsi s'assurer l'adhésion de l'opinion publique.

Annexe 3

Analyse sémiologique du clip de campagne de George W. Bush en 2004, « Ashley's story »



Description

Cette image est extraite du clip de campagne électorale de George Bush en 2004. Ce court-métrage met en scène la guérison d'une jeune fille, Ashley Faulkner, ayant perdu sa maman lors des attentats contre les tours jumelles du World Trade Center en 2001. Dans le clip, est racontée sa rencontre avec George Bush, au cours d'un meeting, trois ans après les attentats. Le président américain s'était alors arrêté pour la serrer dans ses bras, afin de la

réconforter. Le père de la jeune fille, et une amie de sa famille, racontent alors que lors de cette étreinte, Ashley s'était sentie en sécurité pour la première fois depuis le meurtre de sa mère en 2001. Ashley raconte elle-même, d'une voix émue, combien elle avait été touchée par le fait que le président, la personne « la plus puissante au monde », n'avait eu qu'une inquiétude, c'était de savoir comment elle allait, et qu'elle se sente en sécurité. Le geste lui avait alors redonné goût à la vie.

Analyse

Ce clip de campagne s'inscrit dans le cadre du nouveau grand récit qui se construit à partir des attentats du 11 septembre 2001, perpétrés par des membres d'Al-Qaeda contre les tours jumelles du World Trade Center à Manhattan, à New York. Provoquant la mort de 2 977 personnes, et 6 291 blessés, ce sont les attentats les plus meurtriers depuis le début de l'Histoire. Ils marquent l'importation du terrorisme du Moyen-Orient, et un affront sans précédent au mythe de la « superpuissance » américaine. Aussitôt après, le gouvernement de George Bush s'est attelé à construire un récit autour de la « guerre contre le terrorisme », afin de justifier la réponse apportée aux attentats, et de construire une histoire unique pour fédérer l'opinion publique. Fédération qui sera d'autant plus forte que l'administration Bush va profiter de la période de deuil suivant les attentats, et du sentiment d'unité véhiculé – et ainsi renforcé – par les médias. Cette narration politique s'appuie sur un puissant *storytelling*, dont on retiendra la définition faite par Christian Salmon en 2007, et qui vise à produire un discours qui retient l'audience captive, influe sur ses croyances et impacte son comportement, sans qu'il se rende nécessairement compte, ni de ses mécanismes, ni de ses effets :

« Le storytelling met en place des engrenages narratifs, suivant lesquels les individus sont conduits à s'identifier à des modèles et à se conformer à des protocoles.⁵³ »

⁵³ Christian Salmon, *Storytelling, la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, Paris, La Découverte, 2007

Pour que l'identification des citoyens soit réussie, et que le recours obligatoire à la force pour défendre les valeurs de la démocratie américaine s'impose dans l'opinion publique, la trame du récit doit être parfaitement réfléchi en amont. Ainsi, l'administration Bush a défini un scénario précis, avec différents protagonistes aux fonctions facilement identifiables. Au citoyen américain a été accordé le rôle principal, il constitue le sujet du récit, qui va se battre pour venger son deuil et faire triompher la liberté et le régime qui lui est associé, soit la démocratie, sur la terreur. Cette ambition constitue l'objet du récit. Le sujet est incarné par la figure providentielle du président des États-Unis, qui porte le peuple qui, lui-même, se reconnaît en elle. A ce moment de l'Histoire, c'est George Bush qui incarne cette figure forte qui accompagne et guide le peuple pour accomplir l'objet du récit, soit vaincre la terreur pour sauver les populations opprimées, et leur apporter les valeurs démocratiques américaines.

Cette incarnation de la figure providentielle à travers un storytelling politique extrêmement bien orchestré s'illustre parfaitement dans le clip de campagne électorale de George W. Bush en 2004, qui lui permit, selon de nombreux experts, d'être réélu une deuxième fois. D'une efficacité exceptionnelle, en raison sa très forte charge émotionnelle, ce clip est un modèle de communication politique. John Green, professeur de sciences politiques à l'Université d'Akron dans l'Ohio, l'explique ainsi : « *[parce qu']il racontait une histoire personnelle, traitait d'un sujet important, difficile, le terrorisme, et le situait dans un contexte que les gens pouvaient comprendre*⁵⁴ ».

Dans son livre consacré au storytelling, Christian Salmon analyse également le clip, en cherchant à mettre en avant les raisons victorieuses de son impact sur l'opinion publique : « *La photographie d'Ashley dans les bras de Bush se donne à lire comme une image sainte, une icône du conservatisme compassionnel. L'histoire d'Ashley emprunte ses codes de narration à la parabole évangélique ; c'est le récit d'un haut fait, celui d'une rencontre mémorable suivie d'une guérison miraculeuse.* »

Finalement, par ce clip de campagne, le gouvernement américain a réussi à exploiter un événement réel pour « vendre » une histoire capable de galvaniser toute l'opinion publique.

⁵⁴ Cité par C. SALMON dans *Storytelling, la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, La Découverte, 2007

Cette dernière s'est identifiée à la jeune Ashley, apeurée par la montée du « terrorisme », désigné comme nouvel ennemi commun. George Bush est ainsi apparu, avec le gouvernement américain et son armée, comme une véritable figure protectrice, salvatrice. Comme la personne capable de « sauver » les États-Unis du Mal, de les protéger contre de nouveaux attentats. Pardonnant par là-même son intervention au Moyen-Orient, et légitimant son recours à la force pour vaincre les ennemis qui ont tant fait souffrir les américains, et rendu tant d'enfants, à l'image d'Ashley, orphelins.

Annexe 4

Discours prononcé par Colin Powell devant les Nations Unies en février 2003

"Thank you, Mr. President.

Mr President, Mr Secretary General, distinguished colleagues, I would like to begin by expressing my thanks for the special effort that each of you made to be here today.

This is important day for us all as we review the situation with respect to [Iraq](#) and its disarmament obligations under UN security council resolution 1441.

Last November 8, this council passed resolution 1441 by a unanimous vote. The purpose of that resolution was to disarm Iraq of its weapons of mass destruction. Iraq had already been found guilty of material breach of its obligations, stretching back over 16 previous resolutions and 12 years.

Resolution 1441 was not dealing with an innocent party, but a regime this council has repeatedly convicted over the years. Resolution 1441 gave Iraq one last chance, one last chance to come into compliance or to face serious consequences. No council member present in voting on that day had any illusions about the nature and intent of the resolution or what serious consequences meant if Iraq did not comply.

And to assist in its disarmament, we called on Iraq to cooperate with returning inspectors from Unmovic and IAEA.

We laid down tough standards for Iraq to meet to allow the inspectors to do their job.

This council placed the burden on Iraq to comply and disarm and not on the inspectors to find that which Iraq has gone out of its way to conceal for so long. Inspectors are inspectors; they are not detectives.

I asked for this session today for two purposes: First, to support the core assessments made by Dr Blix and Dr El-Baradei. As Dr Blix reported to this council on January 27: "Iraq appears not to have come to a genuine acceptance, not even today, of the disarmament which was demanded of it."

And as Dr El-Baradei reported, Iraq's declaration of December 7: "Did not provide any new information relevant to certain questions that have been outstanding since 1998."

My second purpose today is to provide you with additional information, to share with you what the United States knows about Iraq's weapons of mass destruction as well as Iraq's involvement in terrorism, which is also the subject of resolution 1441 and other earlier resolutions.

I might add at this point that we are providing all relevant information we can to the inspection teams for them to do their work.

The material I will present to you comes from a variety of sources. Some are U.S. sources. And some are those of other countries.

Some of the sources are technical, such as intercepted telephone conversations and photos taken by satellites. Other sources are people who have risked their lives to let the world know what Saddam Hussein is really up to.

I cannot tell you everything that we know. But what I can share with you, when combined with what all of us have learned over the years, is deeply troubling.

What you will see is an accumulation of facts and disturbing patterns of behavior. The facts on Iraqis' behavior - Iraq's behavior demonstrate that Saddam Hussein and his regime have made no effort - no effort - to disarm as required by the international community. Indeed, the facts and Iraq's behavior show that Saddam Hussein and his regime are concealing their efforts to produce more weapons of mass destruction.

Let me begin by playing a tape for you. What you're about to hear is a conversation that my government monitored. It takes place on November 26 of last year, on the day before United Nations teams resumed inspections in Iraq.

The conversation involves two senior officers, a colonel and a brigadier general, from Iraq's elite military unit, the Republican Guard.

(BEGIN AUDIO TAPE) Speaking in Arabic.

(END AUDIO TAPE) POWELL: Let me pause and review some of the key elements of this conversation that you just heard between these two officers.

First, they acknowledge that our colleague, Mohamed ElBaradei, is coming, and they know what he's coming for, and they know he's coming the next day. He's coming to look for things that are prohibited. He is expecting these gentlemen to cooperate with him and not hide things.

But they're worried. "We have this modified vehicle. What do we say if one of them sees it?" What is their concern? Their concern is that it's something they should not have, something that should not be seen.

The general is incredulous: "You didn't get a modified. You don't have one of those, do you?" "I have one." "Which, from where?" "From the workshop, from the al-Kindi company?" "What?" "From al-Kindi." "I'll come to see you in the morning. I'm worried. You all have something left." "We evacuated everything. We don't have anything left." Note what he says: "We evacuated everything." We didn't destroy it. We didn't line it up for inspection. We didn't turn it into the inspectors. We evacuated it to make sure it was not around when the inspectors showed up.

"I will come to you tomorrow." The al-Kindi company: This is a company that is well known to have been involved in prohibited weapons systems activity.

Let me play another tape for you. As you will recall, the inspectors found 12 empty chemical warheads on January 16. On January 20, four days later, Iraq promised the inspectors it would search for more. You will now hear an officer from Republican Guard headquarters issuing an instruction to an officer in the field. Their conversation took place just last week on January 30.

(BEGIN AUDIO TAPE) Speaking in Arabic.

(END AUDIO TAPE) POWELL: Let me pause again and review the elements of this message.

"They're inspecting the ammunition you have, yes." "Yes." "For the possibility there are forbidden ammo." "For the possibility there is by chance forbidden ammo?" "Yes." "And we sent you a message yesterday to clean out all of the areas, the scrap areas, the abandoned areas. Make sure there is nothing there." Remember the first message, evacuated.

This is all part of a system of hiding things and moving things out of the way and making sure they have left nothing behind.

If you go a little further into this message, and you see the specific instructions from headquarters: "After you have carried out what is contained in this message, destroy the message because I don't want anyone to see this message." "OK, OK." Why? Why?

This message would have verified to the inspectors that they have been trying to turn over things. They were looking for things. But they don't want that message seen, because they were trying to clean up the area to leave no evidence behind of the presence of weapons of mass destruction. And they can claim that nothing was there. And the inspectors can look all they want, and they will find nothing.

This effort to hide things from the inspectors is not one or two isolated events, quite the contrary. This is part and parcel of a policy of evasion and deception that goes back 12 years, a policy set at the highest levels of the Iraqi regime.

We know that Saddam Hussein has what is called quote, "a higher committee for monitoring the inspections teams," unquote. Think about that. Iraq has a high-level committee to monitor the inspectors who were sent in to monitor Iraq's disarmament.

Not to cooperate with them, not to assist them, but to spy on them and keep them from doing their jobs.

The committee reports directly to Saddam Hussein. It is headed by Iraq's vice president, Taha Yassin Ramadan. Its members include Saddam Hussein's son Qusay.

This committee also includes Lieutenant General Amir al-Saadi, an adviser to Saddam. In case that name isn't immediately familiar to you, General Saadi has been the Iraqi regime's primary point of contact for Dr. Blix and Dr. ElBaradei. It was General Saadi who last fall publicly pledged that Iraq was prepared to cooperate unconditionally with inspectors. Quite the contrary, Saadi's job is not to cooperate, it is to deceive; not to disarm, but to undermine the inspectors; not to support them, but to frustrate them and to make sure they learn nothing.

We have learned a lot about the work of this special committee. We learned that just prior to the return of inspectors last November the regime had decided to resume what we heard called, quote, "the old game of cat and mouse," unquote.

For example, let me focus on the now famous declaration that Iraq submitted to this council on December 7. Iraq never had any intention of complying with this council's mandate.

Instead, Iraq planned to use the declaration, overwhelm us and to overwhelm the inspectors with useless information about Iraq's permitted weapons so that we would not have time to pursue Iraq's prohibited weapons. Iraq's goal was to give us, in this room, to give those us on this council the false impression that the inspection process was working.

You saw the result. Dr. Blix pronounced the 12,200-page declaration, rich in volume, but poor in information and practically devoid of new evidence.

Could any member of this council honestly rise in defense of this false declaration? Everything we have seen and heard indicates that, instead of cooperating actively with the inspectors to ensure the success of their mission, Saddam Hussein and his regime are busy doing all they possibly can to ensure that inspectors succeed in finding absolutely nothing.

My colleagues, every statement I make today is backed up by sources, solid sources. These are not assertions. What we're giving you are facts and conclusions based on solid intelligence. I will cite some examples, and these are from human sources.

Orders were issued to Iraq's security organizations, as well as to Saddam Hussein's own office, to hide all correspondence with the Organization of Military Industrialization.

This is the organization that oversees Iraq's weapons of mass destruction activities. Make sure there are no documents left which could connect you to the OMI.

We know that Saddam's son, Qusay, ordered the removal of all prohibited weapons from Saddam's numerous palace complexes. We know that Iraqi government officials, members of the ruling Baath Party and scientists have hidden prohibited items in their homes. Other key files from military and scientific establishments have been placed in cars that are being driven around the countryside by Iraqi intelligence agents to avoid detection.

Thanks to intelligence they were provided, the inspectors recently found dramatic confirmation of these reports. When they searched the home of an Iraqi nuclear scientist, they uncovered roughly 2,000 pages of documents. You see them here being brought out of the home and placed in U.N. hands. Some of the material is classified and related to Iraq's nuclear program.

Tell me, answer me, are the inspectors to search the house of every government official, every Baath Party member and every scientist in the country to find the truth, to get the information they need, to satisfy the demands of our council? Our sources tell us that, in some cases, the hard drives of computers at Iraqi weapons facilities were replaced. Who took the hard drives? Where did they go? What's being hidden? Why? There's only one answer to the why: to deceive, to hide, to keep from the inspectors.

Numerous human sources tell us that the Iraqis are moving, not just documents and hard drives, but weapons of mass destruction to keep them from being found by inspectors.

While we were here in this council chamber debating Resolution 1441 last fall, we know, we know from sources that a missile brigade outside Baghdad was disbursing rocket launchers and warheads containing biological warfare agents to various locations, distributing them to various locations in western Iraq. Most of the launchers and warheads have been hidden in large groves of palm trees and were to be moved every one to four weeks to escape detection.

We also have satellite photos that indicate that banned materials have recently been moved from a number of Iraqi weapons of mass destruction facilities.

Let me say a word about satellite images before I show a couple. The photos that I am about to show you are sometimes hard for the average person to interpret, hard for me. The painstaking work of photo analysis takes experts with years and years of experience, poring for hours and hours over light tables. But as I show you these images, I will try to capture and explain what they mean, what they indicate to our imagery specialists.

Let's look at one. This one is about a weapons munition facility, a facility that holds ammunition at a place called Taji (ph). This is one of about 65 such facilities in Iraq. We know that this one has housed chemical munitions. In fact, this is where the Iraqis recently came up with the additional four chemical weapon shells.

Here, you see 15 munitions bunkers in yellow and red outlines. The four that are in red squares represent active chemical munitions bunkers.

How do I know that? How can I say that? Let me give you a closer look. Look at the image on the left. On the left is a close-up of one of the four chemical bunkers. The two arrows indicate the presence of sure signs that the bunkers are storing chemical munitions. The arrow at the top that says security points to a facility that is the signature item for this kind of bunker. Inside that facility are special guards and special equipment to monitor any leakage that might come out of the bunker.

The truck you also see is a signature item. It's a decontamination vehicle in case something goes wrong.

This is characteristic of those four bunkers. The special security facility and the decontamination vehicle will be in the area, if not at any one of them or one of the other, it is moving around those four, and it moves as it needed to move, as people are working in the different bunkers.

Now look at the picture on the right. You are now looking at two of those sanitized bunkers. The signature vehicles are gone, the tents are gone, it's been cleaned up, and it was done on the 22nd of December, as the U.N. inspection team is arriving, and you can see the inspection vehicles arriving in the lower portion of the picture on the right.

The bunkers are clean when the inspectors get there. They found nothing.

This sequence of events raises the worrisome suspicion that Iraq had been tipped off to the forthcoming inspections at Taji (ph). As it did throughout the 1990s, we know that Iraq today is actively using its considerable intelligence capabilities to hide its illicit activities. From our sources, we know that inspectors are under constant surveillance by an army of Iraqi intelligence operatives. Iraq is relentlessly attempting to tap all of their communications, both voice and electronics.

I would call my colleagues' attention to the fine paper that United Kingdom distributed yesterday, which describes in exquisite detail Iraqi deception activities.

In this next example, you will see the type of concealment activity Iraq has undertaken in response to the resumption of inspections. Indeed, in November 2002, just when the inspections were about to resume this type of activity spiked. Here are three examples.

At this ballistic missile site, on November 10, we saw a cargo truck preparing to move ballistic missile components. At this biological weapons related facility, on November 25, just two days before inspections resumed, this truck caravan appeared, something we almost never see at this facility, and we monitor it carefully and regularly.

At this ballistic missile facility, again, two days before inspections began, five large cargo trucks appeared along with the truck-mounted crane to move missiles. We saw this kind of house cleaning at close to 30 sites.

Days after this activity, the vehicles and the equipment that I've just highlighted disappear and the site returns to patterns of normalcy. We don't know precisely what Iraq was moving, but the inspectors already knew about these sites, so Iraq knew that they would be coming.

We must ask ourselves: Why would Iraq suddenly move equipment of this nature before inspections if they were anxious to demonstrate what they had or did not have? Remember the first intercept in which two Iraqis talked about the need to hide a modified vehicle from the inspectors. Where did Iraq take all of this equipment? Why wasn't it presented to the inspectors? Iraq also has refused to permit any U-2 reconnaissance flights that would give the inspectors a better sense of what's being moved before, during and after inspectors.

This refusal to allow this kind of reconnaissance is in direct, specific violation of operative paragraph seven of our Resolution 1441.

Saddam Hussein and his regime are not just trying to conceal weapons, they're also trying to hide people. You know the basic facts. Iraq has not complied with its obligation to allow immediate, unimpeded, unrestricted and private access to all officials and other persons as required by Resolution 1441.

The regime only allows interviews with inspectors in the presence of an Iraqi official, a minder. The official Iraqi organization charged with facilitating inspections announced, announced publicly and announced ominously that, quote, "Nobody is ready to leave Iraq to be interviewed." Iraqi Vice President Ramadan accused the inspectors of conducting espionage, a veiled threat that anyone cooperating with U.N. inspectors was committing treason.

Iraq did not meet its obligations under 1441 to provide a comprehensive list of scientists associated with its weapons of mass destruction programs. Iraq's list was out of date and contained only about 500 names, despite the fact that UNSCOM had earlier put together a list of about 3,500 names.

Let me just tell you what a number of human sources have told us.

Saddam Hussein has directly participated in the effort to prevent interviews. In early December, Saddam Hussein had all Iraqi scientists warned of the serious consequences that they and their families would face if they revealed any sensitive information to the inspectors. They were forced to sign documents acknowledging that divulging information is punishable by death.

Saddam Hussein also said that scientists should be told not to agree to leave Iraq; anyone who agreed to be interviewed outside Iraq would be treated as a spy. This violates 1441.

In mid-November, just before the inspectors returned, Iraqi experts were ordered to report to the headquarters of the special security organization to receive counterintelligence training. The training focused on evasion methods, interrogation resistance techniques, and how to mislead inspectors.

Ladies and gentlemen, these are not assertions. These are facts, corroborated by many sources, some of them sources of the intelligence services of other countries.

For example, in mid-December weapons experts at one facility were replaced by Iraqi intelligence agents who were to deceive inspectors about the work that was being done there.

On orders from Saddam Hussein, Iraqi officials issued a false death certificate for one scientist, and he was sent into hiding.

In the middle of January, experts at one facility that was related to weapons of mass destruction, those experts had been ordered to stay home from work to avoid the inspectors. Workers from other Iraqi military facilities not engaged in illicit weapons projects were to replace the workers who'd been sent home. A dozen experts have been placed under house arrest, not in their own houses, but as a group at one of Saddam Hussein's guest houses. It goes on and on and on.

As the examples I have just presented show, the information and intelligence we have gathered point to an active and systematic effort on the part of the Iraqi regime to keep key materials and people from the inspectors in direct violation of Resolution 1441. The pattern is not just one of reluctant cooperation, nor is it merely a lack of cooperation. What we see is a deliberate campaign to prevent any meaningful inspection work.

My colleagues, operative paragraph four of U.N. Resolution 1441, which we lingered over so long last fall, clearly states that false statements and omissions in the declaration and a failure by Iraq at any time to comply with and cooperate fully in the implementation of this resolution shall constitute - the facts speak for themselves - shall constitute a further material breach of its obligation.

We wrote it this way to give Iraq an early test - to give Iraq an early test. Would they give an honest declaration and would they early on indicate a willingness to cooperate with the inspectors? It was designed to be an early test.

They failed that test. By this standard, the standard of this operative paragraph, I believe that Iraq is now in further material breach of its obligations. I believe this conclusion is irrefutable and undeniable.

Iraq has now placed itself in danger of the serious consequences called for in U.N. Resolution 1441. And this body places itself in danger of irrelevance if it allows Iraq to continue to defy its will without responding effectively and immediately.

The issue before us is not how much time we are willing to give the inspectors to be frustrated by Iraqi obstruction. But how much longer are we willing to put up with Iraq's noncompliance before we, as a council, we, as the United Nations, say: "Enough. Enough." The gravity of this moment is matched by the gravity of the threat that Iraq's weapons of mass destruction pose to the world. Let me now turn to those deadly weapons programs and describe why they are real and present dangers to the region and to the world.

First, biological weapons. We have talked frequently here about biological weapons. By way of introduction and history, I think there are just three quick points I need to make.

First, you will recall that it took UNSCOM four long and frustrating years to pry - to pry - an admission out of Iraq that it had biological weapons.

Second, when Iraq finally admitted having these weapons in 1995, the quantities were vast. Less than a teaspoon of dry anthrax, a little bit about this amount - this is just about the amount of a teaspoon - less than a teaspoon full of dry anthrax in an envelope shut down the United States Senate in the fall of 2001. This forced several hundred people to undergo emergency medical treatment and killed two postal workers just from an amount just about this quantity that was inside of an envelope.

Iraq declared 8,500 liters of anthrax, but UNSCOM estimates that Saddam Hussein could have produced 25,000 liters. If concentrated into this dry form, this amount would be enough to fill tens upon tens upon tens of thousands of teaspoons. And Saddam Hussein has not verifiably accounted for even one teaspoon-full of this deadly material.

And that is my third point. And it is key. The Iraqis have never accounted for all of the biological weapons they admitted they had and we know they had. They have never accounted for all the organic material used to make them. And they have not accounted for many of the weapons filled with these agents such as there are 400 bombs. This is evidence, not conjecture. This is true. This is all well-documented.

Dr. Blix told this council that Iraq has provided little evidence to verify anthrax production and no convincing evidence of its destruction. It should come as no shock then, that since Saddam Hussein forced out the last inspectors in 1998, we have amassed much intelligence indicating that Iraq is continuing to make these weapons.

One of the most worrisome things that emerges from the thick intelligence file we have on Iraq's biological weapons is the existence of mobile production facilities used to make biological agents.

Let me take you inside that intelligence file and share with you what we know from eyewitness accounts. We have firsthand descriptions of biological weapons factories on wheels and on rails.

The trucks and train cars are easily moved and are designed to evade detection by inspectors. In a matter of months, they can produce a quantity of biological poison equal to the entire amount that Iraq claimed to have produced in the years prior to the Gulf War.

Although Iraq's mobile production program began in the mid-1990s, U.N. inspectors at the time only had vague hints of such programs. Confirmation came later, in the year 2000.

The source was an eyewitness, an Iraqi chemical engineer who supervised one of these facilities. He actually was present during biological agent production runs. He was also at the site when an accident occurred in 1998. Twelve technicians died from exposure to biological agents.

He reported that when UNSCOM was in country and inspecting, the biological weapons agent production always began on Thursdays at midnight because Iraq thought UNSCOM would not inspect on the Muslim Holy Day, Thursday night through Friday. He added that this was important because the units could not be broken down in the middle of a production run, which had to be completed by Friday evening before the inspectors might arrive again.

This defector is currently hiding in another country with the certain knowledge that Saddam Hussein will kill him if he finds him. His eyewitness account of these mobile production facilities has been corroborated by other sources.

A second source, an Iraqi civil engineer in a position to know the details of the program, confirmed the existence of transportable facilities moving on trailers.

A third source, also in a position to know, reported in summer 2002 that Iraq had manufactured mobile production systems mounted on road trailer units and on rail cars.

Finally, a fourth source, an Iraqi major, who defected, confirmed that Iraq has mobile biological research laboratories, in addition to the production facilities I mentioned earlier.

We have diagrammed what our sources reported about these mobile facilities. Here you see both truck and rail car-mounted mobile factories. The description our sources gave us of the technical features required by such facilities are highly detailed and extremely accurate. As these drawings based on their description show, we know what the fermenters look like, we know what the tanks, pumps, compressors and other parts look like. We know how they fit together. We know how they work. And we know a great deal about the platforms on which they are mounted.

As shown in this diagram, these factories can be concealed easily, either by moving ordinary-looking trucks and rail cars along Iraq's thousands of miles of highway or track, or by parking them in a garage or warehouse or somewhere in Iraq's extensive system of underground tunnels and bunkers.

We know that Iraq has at least seven of these mobile biological agent factories. The truck-mounted ones have at least two or three trucks each. That means that the mobile production facilities are very few, perhaps 18 trucks that we know of-there may be more-but perhaps 18 that we know of. Just imagine trying to find 18 trucks among the thousands and thousands of trucks that travel the roads of Iraq every single day.

It took the inspectors four years to find out that Iraq was making biological agents. How long do you think it will take the inspectors to find even one of these 18 trucks without Iraq coming forward, as they are supposed to, with the information about these kinds of capabilities? Ladies and gentlemen, these are sophisticated facilities. For example, they can produce anthrax and botulinum toxin. In fact, they can produce enough dry biological agent in a single month to kill thousands upon thousands of people. And dry agent of this type is the most lethal form for human beings.”

Analyse

Ce discours de Colin Powell, alors Secrétaire du Département d'Etat Américain, devant les Nations Unies le 5 février 2003, fait partie des modèles de communication stratégique et influence les plus mémorables des dernières décennies. On entend ici le terme « influence » au sens de capacité à changer délibérément l'état des esprits par des biais psychologiques ou cognitifs, et cela sans exercice de l'autorité ou de la force sur les esprits en question. On y allie le qualificatif « stratégique », au sens où les paroles prononcées sont précisément déterminées en amont, par des objectifs fondamentaux, que ces paroles sont censées aidées à atteindre.

Pour le discours dont il est question, intitulé *Failing to disarm* (« Echec au désarmement ») l'objectif était précisément de justifier la guerre contre l'Irak, en présentant des preuves selon lesquelles Saddam Hussein disposait et était en train de produire des armes de destruction massive. Pour ce, l'Armée et le gouvernement américain s'appuyèrent sur un puissant *storytelling*, dont on retiendra ici la définition donnée par Christian Salmon⁵⁵, soit un discours qui parvient à tenir l'audience captive, en influant sur ses croyances et en lui dictant son comportement, sans même qu'elle ne s'en rende compte de ses mécanismes et de ses effets. Son discours consistait ainsi en une véritable forme de propagande, s'appuyant sur une narration fortement émotionnelle.

Aussi, tout au long de son discours, Colin Powell martela sans cesse une même allégation mensongère, afin de la faire passer pour vraie devant son auditoire devenu presque hypnotisé : « *Il ne fait aucun doute que Saddam Hussein a des armes biologiques (et) qu'il a la capacité d'en produire rapidement d'autres.* » Il s'inspira ainsi de codes de la propagande occidentale déjà mis à l'œuvre par de grands propagandistes dans l'Histoire récente, et qui se regroupent sous ce qu'on pourrait nommer l'« action psychologique », communément désignée comme « la septième arme ». Cela désigne plus simplement l'ensemble des techniques élaborées d'après l'étude comportementale des populations, via notamment la psychologie des foules, en vue de « *fabriquer un consentement grâce à des illusions nécessaires par une simplification extrême, puissante émotionnellement* »⁵⁶ : la propagande, comme la publicité, réussit en effet à force de répéter la même chose, jusqu'à qu'elle devienne obsessionnelle. Ainsi, pendant tout son discours Colin Powell joue sur les émotions de son auditoire (non seulement les membres du conseil de sécurité de l'ONU, mais également l'opinion publique internationale, étant donné que son discours fut retransmis sur toutes les télévisions, ainsi que sur Internet) et répète à tout-va un argument qui fait peur : on est purement dans le registre du pathos, même s'il essaie à l'inverse de se montrer plus réaliste que les autres intervenants. Toutes ses répétitions lui permettent de présenter ses accusations contre l'Irak comme des évidences. Cela nous rappelle que la rhétorique propagandiste est un acte esthétique sans lien avec la raison. Il ne s'agit pas, pour l'orateur,

⁵⁵ C. SALMON, *Storytelling, la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*. Paris :

⁵⁶ Reinold NIEBUR cité par Noam CHOMSKY. Voir *Intervention de Noam Chomsky à Paris*, Le Monde Diplomatique, *Contours de l'ordre mondial. Continuités, changements et défis*. 31 mai 2010.

de faire une dissertation logique, mais plutôt de délivrer un message succinct, avec une forte puissance émotionnelle.

On note enfin le ton ironique donné à son discours, non seulement pour disqualifier les autres intervenants, tels que Dominique de Villepin cité ci-après, mais également Saddam Hussein, ainsi que les inspecteurs de l'ONU (« *Are they serious ? Are they going to disarm ? Isn't that wonderful ?* ») Ces questions n'attendent évidemment pas de réponses, mais visent à souligner la naïveté de ceux qui préfèrent avoir confiance en Saddam Hussein, plutôt que de croire le gouvernement américain, « plus ancienne démocratie au monde ».

Face à Colin Powell, on retiendra également le discours de Dominique de Villepin, alors Ministre des Affaires Etrangères au moment des faits. Il s'exprima le même jour devant le Conseil des Nations Unies, avant Colin Powell, pour défendre à l'inverse une solution pacifique. Pour défendre son point de vue, le ministre français utilisa de multiples arguments, parmi lesquels l'importance de l'unité du Conseil de Sécurité, la nécessité d'attendre le résultat des inspections en cours, les conséquences graves qu'aurait le déclenchement d'une guerre, et la valorisation de l'expérience d'un « vieux pays » comme la France de la « vieille Europe », qui a déjà connu beaucoup de guerres. Sa rhétorique, qualifiée de « lovely » (charmante) par Colin Powell, sera largement méprisée par le secrétaire d'Etat américain lors de son intervention.

Finalement, les résultats du vote du Conseil de sécurité furent sans appel : mis à part la Grande-Bretagne et l'Espagne, tous les membres se rallièrent au point de vue de Dominique de Villepin. Si bien que l'utilisation du droit de veto n'a pas été nécessaire. Les Etats-Unis se passeront finalement de l'aval de l'ONU pour intervenir en Irak.

Annexe 5

Les trois discours de George W. Bush, constructeurs de l'imaginaire autour de l' « axe du Mal »

a) Allocution du président George Bush à la Nation, le 20 septembre 2001

« En temps normal, le président des États-Unis vient à la Chambre des représentants pour présenter son rapport sur l'état de l'Union. Ce soir, un tel rapport n'est pas nécessaire, car le peuple américain l'a déjà fait.

Il s'est illustré dans le courage des passagers qui se sont précipités sur des terroristes pour sauver d'autres personnes au sol, des voyageurs tel qu'un homme exceptionnel qui s'appelait Todd Beamer. Veuillez saluer avec moi son épouse, Lisa Beamer, qui est parmi nous ce soir.

Nous avons vu l'état de notre Union dans l'endurance des sauveteurs, qui continuent de travailler au-delà de l'épuisement. Nous l'avons vu dans le déploiement de drapeaux, l'allumage de bougies, les dons de sang, la récitation de prières en anglais, en hébreu et en arabe. Nous avons observé la décence de personnes pleines de bonté et généreuses, qui ont fait le leur le chagrin d'inconnus.

Mes chers concitoyens, depuis neuf jours, le monde entier a pu voir l'état de notre Union, et il est solide.

Ce soir, **nous sommes un pays averti du danger et appelé à défendre la liberté**. Notre chagrin s'est transformé en colère, et notre colère en détermination. Que nous traduisions nos ennemis en justice ou que nous administrions la justice à nos ennemis, justice sera faite.

Je remercie le Congrès du rôle primordial qu'il joue en cette période importante. Tous les Américains ont été touchés de voir, le soir de la tragédie, des républicains et des démocrates chanter ensemble, sur les marches du Capitole, « **God Bless America** » (Que Dieu bénisse l'Amérique). Et vous avez fait plus que chanter, vous avez agi en votant des crédits à concurrence de 40 milliards de dollars au titre de la reconstruction et de la satisfaction des besoins de nos forces armées.

Je tiens à remercier le président de la Chambre des représentants, M. Hastert, et le chef de la minorité, M. Gephardt, ainsi que le chef de la majorité du Sénat, M. Daschle, et le chef de la minorité, M. Lott, pour leur amitié, pour leur rôle prépondérant et pour les services qu'ils ont rendus à notre pays.

Et au nom du peuple américain, je remercie le monde pour son immense soutien. Les États-Unis n'oublieront jamais l'interprétation de leur hymne national au palais de Buckingham,

dans les rues de Paris et à la porte de Brandebourg à Berlin. Nous n'oublierons pas les enfants sud-coréens qui se sont rassemblés devant notre ambassade de Séoul pour prier ou les prières de condoléances récitées dans une mosquée du Caire. Nous n'oublierons pas les moments de silence et les journées de deuil en Australie, en Afrique et en Amérique latine.

Nous n'oublierons pas non plus les ressortissants de quatre-vingts autres pays qui sont mort avec les nôtres. Des dizaines de Pakistanais. Plus de cent trente Israéliens. Plus de deux cent cinquante Indiens. Des hommes et des femmes du Salvador, de l'Iran, du Mexique et du Japon, ainsi que des centaines de Britanniques. Les États-Unis n'ont pas d'ami plus fidèle que la Grande-Bretagne. Une fois de plus, nous sommes unis dans la défense d'une grande cause. Le premier ministre britannique a traversé un océan pour montrer que son pays avait le même but que les États-Unis, et ce soir nous saluons M. Tony Blair.

Le 11 septembre, les ennemis de la liberté ont commis un acte de guerre contre notre pays. Les Américains ont connu des guerres, mais depuis cent trente-six ans ces guerres ont toujours eu lieu à l'étranger, à l'exception d'un certain dimanche en 1941. Les Américains ont subi des pertes humaines causées par la guerre, mais non pas dans le centre d'une grande ville par un matin calme. Les Américains ont connu des attaques-surprises, mais jamais auparavant contre des milliers de civils. **Tout cela nous est arrivé en un seul jour, et la nuit est tombée sur un monde différent, un monde où la liberté elle-même fait l'objet d'une attaque.**

Les Américains ont de nombreuses questions ce soir. Ils demandent : « Qui a attaqué notre pays ? »

Les éléments de preuve que nous avons rassemblés désignent tous un ensemble de groupements terroristes vaguement liés entre eux, connu sous le nom d'**Al-Qaïda**. Ce sont les mêmes assassins inculpés pour les attentats commis contre les ambassades des États-Unis en Tanzanie et au Kenya et responsables de l'attentat contre le destroyer Cole de la marine des États-Unis.

Al-Qaïda est au terrorisme ce que la mafia est à la criminalité. Son but n'est pas d'obtenir de l'argent, mais de refaire le monde et d'imposer ses convictions extrémistes partout dans le monde.

Les terroristes pratiquent une forme marginale d'extrémisme islamique que rejettent les théologiens musulmans et la vaste majorité des imans et qui dénature les enseignements de l'islam. Les terroristes ont pour directive de tuer chrétiens et Juifs, de tuer tous les Américains et de ne faire aucune distinction entre les militaires et les civils, y compris les femmes et les enfants.

Ce groupe et leur chef — une personne du nom d'Oussama ben Laden — sont liés à de nombreux autres groupements établis dans divers pays, dont le Djihad islamique égyptien et le Mouvement islamique de l'Ouzbékistan.

On compte des milliers de ces terroristes dans une soixantaine de pays. Ils sont recrutés dans leur pays, dans leur quartier, et envoyés dans des camps situés dans des pays tels que

l'Afghanistan où ils reçoivent une formation sur la tactique terroriste. Ils sont ensuite renvoyés chez eux ou envoyés secrètement dans d'autres pays à des fins maléfiques et de destruction.

Les dirigeants d'Al-Qaïda exercent une grande influence en Afghanistan et aident les talibans à maintenir leur contrôle sur la plus grande partie du territoire afghan. En Afghanistan, on peut observer la conception du monde d'Al-Qaïda.

La population afghane est maltraitée. Un grand nombre d'habitants sont en proie à la famine et beaucoup d'autres ont fui le pays. Les personnes de sexe féminin n'ont pas le droit de faire des études. On peut être jeté en prison parce que l'on possède une télévision. Les gens ne peuvent pratiquer leur religion que conformément aux diktats de leurs dirigeants. Un homme peut être incarcéré si sa barbe n'est pas assez longue.

Les États-Unis respectent le peuple afghan — après tout, nous sommes actuellement le pays qui lui fournit la plus grande aide humanitaire — mais nous condamnons le gouvernement des talibans. Non seulement il opprime la population, mais aussi il menace la sécurité partout dans le monde en soutenant les terroristes, en leur offrant un abri et en les équipant. Le gouvernement des talibans commet un meurtre lorsqu'il aide ou encourage un meurtre.

Ce soir, les États-Unis d'Amérique adressent leurs exigences aux talibans.

Livrez aux autorités américaines tous les dirigeants d'Al-Qaïda qui se cachent dans votre territoire.

Libérez tous les ressortissants étrangers, y compris les ressortissants américains, que vous avez incarcérés injustement et protégez les journalistes, les diplomates et les travailleurs étrangers dans votre pays.

Fermez immédiatement et de façon permanente tous les camps d'entraînement terroriste en Afghanistan et livrez aux autorités compétentes les terroristes et toutes les personnes qui font partie de leur structure de soutien.

Accordez aux États-Unis accès intégral aux camps d'entraînement terroriste, afin que nous puissions nous assurer qu'ils ne fonctionnent plus.

Ces exigences ne sont pas sujettes à négociation ou à discussion. Les talibans doivent agir, et le faire immédiatement. Ils doivent livrer les terroristes, ou ils partageront leur sort.

Je voudrais également, ce soir, m'adresser directement aux musulmans du monde entier : nous respectons votre foi. Celle-ci est pratiquée par plusieurs millions d'Américains et par des millions de gens dans des pays que l'Amérique compte au nombre de ses amis. Ses enseignements sont bons et pacifiques ; ceux qui commettent le mal au nom d'Allah blasphèment le nom d'Allah. Les terroristes sont des traîtres envers leur propre foi, s'efforçant, en quelque sorte, de prendre l'islam lui-même en otage. L'ennemi de l'Amérique, ce n'est pas nos nombreux amis musulmans, nos nombreux amis arabes. Notre ennemi est un groupe radical de terroristes et tous les gouvernements qui le soutiennent.

Notre guerre contre la terreur commence par Al-Qaïda mais elle ne se termine pas là. Elle ne se terminera que lorsque chaque groupe terroriste capable de frapper à l'échelle mondiale aura été repéré, arrêté et vaincu.

Les Américains se posent la question : Pourquoi nous haïssent-ils ?

Ils haïssent ce qu'ils voient dans cette salle même : un gouvernement élu démocratiquement. Leurs chefs sont auto-désignés. Ils haïssent nos libertés : notre liberté de religion, notre liberté d'expression, notre droit de voter, de nous rassembler et d'exprimer nos désaccords.

Ils veulent renverser les régimes en place dans de nombreux pays musulmans, tels l'Égypte, l'Arabie saoudite et la Jordanie. Ils veulent chasser Israël du Proche-Orient. Ils veulent chasser les chrétiens et les Juifs de vastes régions d'Asie et d'Afrique.

Ces terroristes tuent non seulement pour mettre fin à des vies, mais pour perturber et anéantir un mode de vie. Avec chaque atrocité, ils espèrent que les États-Unis prendront peur et se retireront du monde en abandonnant leurs amis. Ils se dressent contre nous, parce que nous leur barrons la route.

Nous ne sommes pas dupes de leur feinte piété. Nous avons déjà vu des comportements de ce genre. Ce sont les héritiers de toutes les idéologies sanglantes du XXe siècle. En sacrifiant la vie humaine sur l'autel de leurs visées radicales — en reniant tout principe hormis la soif de pouvoir — ils marchent dans la foulée du fascisme, du nazisme et du totalitarisme. Ils suivront ce chemin jusqu'au bout, jusqu'à sa fin : dans la tombe anonyme des mensonges répudiés de l'histoire.

Les Américains se demandent : comment allons-nous livrer et gagner cette guerre ?

Nous consacrerons toutes les ressources à notre disposition — tous les moyens diplomatiques, tous les outils du renseignement, tous les instruments des forces de l'ordre, toutes les influences financières et toute arme nécessaire de guerre — à la dislocation et à la défaite du réseau terroriste mondial.

Cette guerre ne ressemblera pas à la guerre d'il y a dix ans contre l'Irak, avec sa libération décisive de territoire et sa conclusion rapide. Elle ne ressemblera pas à la guerre aérienne au-dessus du Kosovo d'il y a deux ans, où aucune force terrestre n'a été utilisée et où aucun Américain n'est mort au combat.

Notre riposte implique bien plus que des représailles instantanées et des frappes isolées. Les Américains ne doivent pas s'attendre à une seule bataille, mais à une longue campagne, sans précédent. Elle pourra comprendre des frappes spectaculaires, diffusées à la télévision, et des opérations secrètes, secrètes jusque dans leur succès. Nous allons priver les terroristes de financement, les dresser les uns contre les autres, les pourchasser d'un endroit à un autre, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de refuge ou de repos. Nous poursuivrons les nations qui assurent une aide ou un asile au terrorisme. Chaque pays, dans chaque région, doit maintenant prendre une décision. **Ou bien vous êtes avec nous, ou bien vous êtes avec les terroristes.** À partir de

maintenant, tout pays qui continue d'abriter ou de soutenir le terrorisme sera considéré par les États-Unis comme un régime hostile.

Notre pays a reçu un avertissement : nous ne sommes pas à l'abri d'une attaque. Nous prendrons des mesures défensives contre le terrorisme afin de protéger les Américains.

Aujourd'hui, des douzaines de ministères et d'organismes fédéraux, ainsi que les gouvernements des États et les autorités locales, ont des responsabilités touchant à la sécurité du territoire. Ces efforts doivent être coordonnés au plus haut niveau. C'est pourquoi j'annonce, ce soir, la création d'un poste de rang ministériel qui rendra compte directement au président : le Bureau de la sécurité du territoire.

Et j'annonce aussi, ce soir, la désignation d'un Américain distingué pour diriger cet effort, pour renforcer la sécurité des États-Unis ; un ancien combattant, un gouverneur efficace, un véritable patriote, un ami sûr, le gouverneur de Pennsylvanie Tom Ridge.

M. Ridge dirigera, supervisera et coordonnera une stratégie nationale d'ensemble en vue de défendre notre pays contre le terrorisme et de réagir à toute attaque éventuelle.

Ces mesures sont essentielles. Mais la seule façon de vaincre le terrorisme et la menace qu'il fait peser sur notre mode de vie est de l'arrêter, de l'éliminer et de le détruire là où il pousse.

Un grand nombre de personnes participeront à cet effort : agents du FBI et du renseignement, ainsi que les réservistes que nous avons rappelés au service actif. Tous méritent nos remerciements, tous ont droit à nos prières. Et ce soir, à quelques kilomètres du Pentagone endommagé, j'ai un message pour notre armée : tenez-vous prêts. J'ai mis les forces armées en état d'alerte, et c'est pour une raison. **L'heure est arrivée où l'Amérique va agir, et vous serez notre fierté.**

Cette lutte n'est cependant pas celle de la seule Amérique. Et son enjeu n'est pas seulement la liberté de l'Amérique. Cette lutte est celle du monde entier. **C'est une lutte de civilisation. C'est la lutte de tous ceux qui croient au progrès et au pluralisme, à la tolérance et à la liberté.**

Nous demandons à toutes les nations de se joindre à nous. Nous aurons besoin de l'aide des forces de police, des services de renseignement et des systèmes bancaires de par le monde. Les États-Unis sont reconnaissants aux nombreux États et organisations internationales qui ont déjà répondu par des marques de sympathie et de soutien. Des nations d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique, d'Europe, du monde islamique. La Charte de l'OTAN résume peut-être le mieux l'attitude du monde : une attaque livrée contre un pays est une attaque contre tous.

Le monde civilisé se rallie aux côtés de l'Amérique. Il comprend que si ce terrorisme reste impuni, ses propres villes, ses propres citoyens pourraient subir le même sort. La terreur, si l'on n'y répond pas, est capable non seulement de détruire des immeubles, mais de menacer la stabilité de gouvernements légitimes. Et cela, nous ne le permettrons pas.

Les Américains demandent : qu'attend-on de nous ?

Je vous demande de vivre votre vie et d'embrasser vos enfants. Je sais que, ce soir, de nombreux citoyens éprouvent des craintes, mais je vous demande de rester calmes et résolus, même face à une menace persistante.

Je vous demande de défendre les valeurs de l'Amérique, et de vous souvenir pourquoi tant de gens sont venus ici. Personne ne doit subir de traitement injuste ou se voir adresser des propos désobligeants du fait de son origine ethnique ou de sa religion.

Je vous demande de continuer à soutenir les victimes de cette tragédie avec vos contributions. Ceux qui veulent faire des dons peuvent consulter une source centralisée d'information, à libertyunits.org,⁹ afin de trouver les noms des groupes qui fournissent une aide directe à New York, en Pennsylvanie et en Virginie.

Les milliers d'agents du FBI qui sont sur cette enquête auront peut-être besoin de votre coopération, et je vous demande de la leur donner.

Je vous demande d'être patients avec les retards et autres inconvénients qui risquent de découler du renforcement de la sécurité. Je vous demande de vous armer de patience pour cette lutte qui sera longue.

Je vous demande de continuer à participer à la vie économique et de continuer d'avoir confiance dans l'économie américaine. Les terroristes ont attaqué un symbole de la prospérité américaine. Ils n'ont pas touché sa source. L'Amérique connaît le succès grâce à son travail, à sa créativité et à l'esprit d'entreprise de son peuple. Elles étaient la véritable force de notre économie avant le 11 septembre, et elles le sont aujourd'hui.

Enfin, je vous demande de continuer à prier pour les victimes de la terreur et pour leurs familles, pour nos soldats et pour notre grand pays. La prière nous a réconfortés dans notre chagrin, et elle nous donnera la force de continuer.

Ce soir, je tiens à remercier tous mes concitoyens de ce qu'ils ont déjà fait et de ce qu'ils vont faire. Mesdames et Messieurs les parlementaires, je vous remercie de ce que vous avez fait et pour ce que nous allons faire ensemble.

Ce soir, nous nous heurtons à des défis nouveaux, soudains et de portée nationale. Ensemble, nous allons améliorer la sécurité aérienne, multiplier le nombre des agents de la sécurité aérienne à bord des vols intérieurs, et prendre de nouvelles mesures pour éviter les détournements. Ensemble, nous allons promouvoir la stabilité et soutenir nos compagnies aériennes grâce à une aide d'urgence directe.

Ensemble, nous allons donner aux forces de l'ordre les outils supplémentaires dont elles ont besoin pour traquer les terroristes ici, chez nous. Ensemble, nous allons renforcer nos capacités de renseignement afin de connaître les plans des terroristes avant qu'ils n'agissent, et de les trouver avant qu'ils ne frappent.

Ensemble, nous allons prendre des mesures énergiques de soutien de l'économie américaine, et nous allons remettre nos gens au travail.

Ce soir, nous accueillons deux élus qui incarnent le courage extraordinaire de tous les New-Yorkais : le gouverneur George Pataki et le maire Rudy Giuliani. En signe de la détermination de l'Amérique, mon gouvernement coopérera avec le Congrès, et avec ces deux élus, afin de montrer au monde que nous reconstruirons New York.

Après tout ce qui s'est passé — toutes les vies perdues et les possibilités et les espoirs qui ont disparu avec elles — il est naturel de se demander si l'avenir de l'Amérique n'est pas placé sous le signe de la peur. Certains annoncent une ère de terreur. Je sais que des luttes nous attendent et que des dangers nous menacent. Mais c'est ce pays qui définira notre temps, et pas le contraire. Tant que les États-Unis d'Amérique seront résolus et fermes, il n'y aura pas d'ère de la terreur ; ce sera le temps de la liberté, ici et dans le monde.

On nous a fait beaucoup de mal. Nous avons subi de graves pertes. En ces heures de douleur et de colère, nous avons trouvé notre mission et notre heure. La liberté et la peur sont en guerre. Le progrès de la liberté de l'homme — la grande réussite de notre temps, et le grand espoir de tous les temps — dépend maintenant de nous. Notre pays — cette génération — lèvera la sinistre menace de violence qui pèse sur notre peuple et sur notre avenir. Nous ne faiblirons pas, nous ne vacillerons pas, nous ne faillirons pas.

J'espère que dans les mois et les années à venir, nous renouerons avec une vie presque normale. Nous reprendrons nos activités et nos routines, et c'est une bonne chose. Avec le temps et la grâce, même le chagrin s'efface. Mais pas notre détermination. Chacun d'entre nous se souviendra de cette journée, et à qui c'est arrivé. Nous nous souviendrons du moment où nous avons appris la nouvelle — où nous étions et ce que nous faisons. Certains garderont la mémoire d'un visage et d'une voix à jamais disparues.

Moi, je porterai ceci sur moi. C'est l'insigne d'un policier du nom de George Howard, qui est mort dans le World Trade Center en essayant de sauver des gens. C'est sa mère, Arlene, qui me l'a donné en mémoire de son fils dont elle est si fière. Cet écusson nous rappelle les vies interrompues, et une tâche qui n'a pas de fin.

Je n'oublierai pas la blessure de notre pays, ni ceux qui l'ont infligée. Je ne céderai pas — je ne me reposerai pas — je ne cesserai pas de mener cette lutte pour la liberté et la sécurité du peuple américain.

Nous ne savons pas comment ce conflit se déroulera ; son issue est incertaine. **La liberté et la peur, la justice et la cruauté se sont toujours fait la guerre, et nous savons que, dans cette lutte, Dieu n'est pas neutre.**

Mes chers concitoyens, nous opposerons à la violence une justice patiente fondée sur la justesse de notre cause et la confiance dans les victoires à venir. **Dans tout ce qui nous attend, que Dieu nous accorde la sagesse et qu'Il veille sur les États-Unis d'Amérique.**

b) Discours de l'état de l'Union du 29 janvier 2002 sur l' « axe du Mal »

« Alors que nous sommes réunis ici ce soir, notre pays est en guerre, notre économie est en récession, et le monde civilisé doit faire face à des dangers sans précédent. Et pourtant, notre Union n'a jamais été aussi solide.

Lors de notre dernière réunion, nous étions sous le choc et en proie à la souffrance. En quatre mois à peine, notre pays a réconforté les victimes, commencé à reconstruire New York et le Pentagone, formé une grande coalition, capturé, arrêté et mis hors d'état de nuire des milliers de terroristes, détruit des camps d'entraînement de terroristes en Afghanistan, sauvé un peuple de la famine et libéré un pays d'une oppression brutale.

Le drapeau américain flotte de nouveau au-dessus de notre ambassade à Kaboul. Les terroristes qui occupaient l'Afghanistan occupent maintenant des cellules à Guantamo, et les chefs des terroristes qui incitaient leurs adeptes à sacrifier leur vie s'enfuient pour sauver la leur.

Les Etats-Unis et l'Afghanistan sont maintenant alliés contre le terrorisme - nous allons coopérer pour reconstruire ce pays - et ce soir nous souhaitons la bienvenue au président par intérim de l'Afghanistan libéré : M. Hamid Karzaï.

La dernière fois que nous étions réunis dans cet hémicycle, les mères et les filles de l'Afghanistan étaient captives chez elles ; il leur était interdit de travailler ou de faire des études. Aujourd'hui, les femmes sont libres et elles font partie du nouveau gouvernement de l'Afghanistan. Nous souhaitons aussi la bienvenue à la nouvelle ministre des affaires féminines, Mme Sima Samar.

C'est grâce à l'esprit du peuple afghan, à la détermination de notre coalition et à la puissance de l'armée des Etats-Unis que nous avons réalisé ces progrès. Lorsque j'ai mobilisé nos troupes, je l'ai fait avec une confiance totale en leur courage et en leur compétence, et c'est grâce à elles que nous gagnons la guerre contre le terrorisme. Les hommes et les femmes de nos forces armées ont transmis un message qui est maintenant clair à tous les ennemis des Etats-Unis : même à dix mille kilomètres de nos rives, par-delà les océans et les continents, au sommet des montagnes et au fond des grottes, ils n'échapperont pas à la justice de notre pays.

Ces trois derniers mois ont été pour de nombreux Américains synonymes d'une tristesse et d'une douleur qui ne s'effaceront sans doute jamais complètement. Il y a ce sapeur-pompier retraité qui vient tous les jours à " Ground Zero ", afin de se rapprocher des deux fils qu'il y a perdus. Il y a ce petit garçon qui, dans un mémorial de New York, a déposé son ballon de football avec un petit mot adressé à son père disparu : " Cher papa, s'il te plaît, emmène cela au paradis. Je ne jouerai pas au football tant que je ne pourrai pas jouer avec toi. " Et il y a Shannon Spann qui, le mois dernier, a prononcé ces mots d'adieu sur la tombe de son mari, Michael, un Marine et agent de la CIA mort à Mazar-e-Charif : " Semper fi, mon amour. " Shannon est avec nous ce soir.

Shannon, je puis vous assurer, ainsi qu'à tous ceux qui ont perdu des proches, que notre cause est juste et que notre pays n'oubliera jamais la dette qu'il a contractée envers Michael et envers tous ceux qui ont donné leur vie pour la liberté.

Notre cause est juste, et elle se poursuit. Nos découvertes en Afghanistan ont confirmé nos pires craintes et elles nous montrent la véritable ampleur de la tâche qui nous attend. Nous avons observé la haine profonde de nos ennemis en regardant les films vidéo dans lesquels ils rient de la mort d'êtres innocents. L'intensité de leur haine n'a d'égale que la folie de la destruction qu'ils envisagent. Nous avons trouvé des schémas de centrales nucléaires et d'installations d'alimentation en eau américaines, des instructions détaillées pour la fabrication d'armes chimiques, des cartes de reconnaissance de villes américaines et la description précise de sites particuliers aux Etats-Unis et dans le reste du monde.

Ce que nous avons trouvé en Afghanistan confirme que, loin de se terminer dans ce pays, notre guerre contre le terrorisme ne fait que commencer. La plupart des dix-neuf hommes qui ont détourné les avions utilisés lors des attentats du 11 septembre s'étaient entraînés dans des camps en Afghanistan, comme l'ont fait aussi des dizaines de milliers d'autres individus. Des milliers de tueurs dangereux, rompus aux méthodes de l'assassinat, souvent soutenus par des régimes hors-la-loi, sont aujourd'hui disséminés un peu partout dans le monde, véritables bombes à retardement prêtes à exploser sans avertissement.

Grâce à l'action de nos agents chargés de l'application des lois et de nos partenaires avec lesquels nous avons formé une coalition, des centaines de terroristes ont été arrêtés - pour autant, il reste des dizaines de milliers de terroristes bien entraînés. Ces ennemis assimilent le monde entier à un champ de bataille, et nous devons les pourchasser, où qu'ils se trouvent. Tant qu'il restera des camps d'entraînement, tant que des Etats donneront asile aux terroristes, la liberté sera compromise ; cela, les Etats-Unis et leurs alliés ne doivent pas le tolérer, et ils ne le toléreront pas.

Les Etats-Unis poursuivront deux grands objectifs sans relâche et patiemment. Premièrement, nous devons fermer les camps d'entraînement, déjouer les plans des terroristes et faire comparaître ces derniers devant la justice. Deuxièmement, nous devons empêcher les terroristes et les gouvernements qui cherchent à se doter d'armes chimiques, biologiques ou nucléaires de menacer les Etats-Unis et le monde.

Notre armée a mis les camps d'entraînement des terroristes en Afghanistan hors d'état de nuire, mais d'autres persistent dans une douzaine de pays au moins. Un monde terroriste clandestin, composé de groupes tels le Hamas, le Hezbollah, le Jihad islamique et la Jaish-i-Mohammed, opère dans des jungles et des déserts isolés et se tapit en plein coeur des grandes villes.

Si c'est en Afghanistan que sa présence est la plus visible, l'armée des Etats-Unis agit aussi ailleurs. Aux Philippines, nous avons déployé des effectifs chargés d'aider les forces armées de ce pays à pourchasser les cellules terroristes qui ont exécuté un Américain et qui détiennent encore des otages. Nos soldats, en liaison avec le gouvernement bosniaque, ont capturé des terroristes qui complotaient de perpétrer un attentat à la bombe contre notre

ambassade. Notre marine patrouille le long de la côte de l'Afrique en vue de bloquer les livraisons d'armes et l'établissement de camps terroristes en Somalie.

Je forme l'espoir que tous les pays écouteront notre appel et qu'ils élimineront les parasites terroristes qui nous menacent tous, eux comme nous. De nombreux pays mettent en œuvre des moyens énergiques. Le Pakistan réprime maintenant le terrorisme et j'admire les grandes qualités de dirigeant réunies en la personne du président Moucharraf. Par contre, d'autres pays se montreront pusillanimes face au terrorisme. Ne vous y trompez pas : s'ils n'agissent pas, les Etats-Unis, eux, passeront à l'action.

Notre second objectif consiste à empêcher les gouvernements qui parrainent le terrorisme de menacer les Etats-Unis et leurs amis au moyen d'armes de destruction massive.

Certains de ces gouvernements se tiennent tranquilles depuis le 11 septembre. Mais nous connaissons leur véritable caractère. La Corée du Nord a un gouvernement qui s'équipe de missiles et d'armes de destruction massive tout en affamant sa population.

L'Iran s'emploie activement à fabriquer de telles armes et exporte le terrorisme tandis qu'une minorité non élue étouffe l'espoir de liberté du peuple iranien.

L'Irak continue à afficher son hostilité envers les Etats-Unis et à soutenir le terrorisme. Le gouvernement irakien complote depuis plus de dix ans pour mettre au point le bacille du charbon, des gaz neurotoxiques et des armes nucléaires. C'est un gouvernement qui a déjà utilisé les gaz asphyxiants pour tuer des milliers de ses propres citoyens, laissant les cadavres des mères blottis sur ceux de leurs enfants. C'est un gouvernement qui, après avoir accepté des inspections internationales, a chassé les inspecteurs. **C'est un gouvernement qui a des choses à cacher au monde civilisé.**

De tels Etats constituent, avec leurs alliés terroristes, un axe du mal et s'arment pour menacer la paix mondiale. En cherchant à acquérir des armes de destruction massive, ils posent un danger dont la gravité ne fait que croître. Ils pourraient fournir ces armes aux terroristes, leur donnant ainsi des moyens à la hauteur de leur haine. Ils pourraient attaquer nos alliés ou tenter de faire du chantage auprès des Etats-Unis. Dans l'un quelconque de ces cas, le coût de l'indifférence serait catastrophique.

Nous coopérerons étroitement avec les membres de notre coalition pour refuser aux terroristes et aux Etats qui les parrainent le matériel, la technologie et le savoir-faire qui leur permettraient de fabriquer et de lancer des armes de destruction massive. Nous mettrons au point et déploierons une défense antimissile pour protéger les Etats-Unis et leurs alliés d'une attaque surprise. Et tous les pays devraient savoir que les Etats-Unis prendront toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de notre nation.

Nous agissons sans hésitation mais le temps n'est pas notre allié. Nous n'attendrons pas que des incidents surviennent alors que le danger s'accroît. Nous ne resterons pas inactifs face à un danger qui se rapproche de plus en plus. **Les Etats-Unis d'Amérique ne permettront pas aux gouvernements les plus dangereux du monde de nous menacer avec les armes les plus destructives du monde.**

Notre guerre contre le terrorisme est déjà bien engagée, mais elle ne fait que commencer. Cette campagne ne sera peut-être pas terminée avant la fin de notre mandat, mais nous devons la mener durant ce mandat-ci et nous la mènerons.

Nous ne pouvons pas nous arrêter à mi-chemin. Si nous nous arrêtons maintenant, que nous laissons intacts les camps de terroristes et libres les Etats qui sèment le terrorisme, notre sentiment de sécurité serait illusoire et éphémère. L'histoire a lancé aux Etats-Unis et à leurs alliés un appel à l'action, et **c'est tout autant notre responsabilité que notre privilège que de mener ce combat pour la liberté.**

Notre première priorité doit toujours être la sécurité de notre nation, et ce fait se trouve reflété dans le budget que j'envoie au Congrès. Mon budget appuie trois objectifs très importants pour l'Amérique : Nous remporterons cette guerre, nous protégerons notre territoire et nous relancerons notre économie.

Le 11 septembre a fait ressortir le meilleur de l'Amérique et de ce Congrès. Je me joins au peuple américain afin d'applaudir à votre unité et à votre détermination. Maintenant, les Américains méritent que nous fassions preuve de la même unité afin de régler nos problèmes intérieurs. Je suis fier d'appartenir à mon parti. Cependant, au fur et à mesure que nous agissons en vue de gagner la guerre, de protéger notre peuple et de créer des emplois, nous devons avant tout nous comporter comme des Américains, et non comme des républicains ou comme des démocrates.

Cette guerre est fort coûteuse. Nous avons dépensé plus de un milliard de dollars par mois - plus de trente millions de dollars par jour - et nous devons être prêts pour les opérations qui seront menées à l'avenir. La campagne afghane a montré que les coûteuses armes de précision écrasent l'ennemi tout en épargnant la vie aux innocents, et il nous en faut davantage. Nous devons remplacer nos avions vieillissants et rendre nos armées plus agiles, de façon à pouvoir déplacer rapidement et en toute sécurité nos soldats partout dans le monde. Nos hommes et femmes en uniforme méritent les meilleures armes qui soient, le meilleur équipement possible et la meilleure formation qu'on puisse leur donner. Ils méritent aussi une nouvelle augmentation de leur solde. Mon budget prévoit la plus grosse augmentation en vingt ans en matière de défense, car si le prix de la liberté et de la sécurité est élevé, il ne l'est jamais trop. S'agissant de la défense de notre pays, nous en paierons le coût, quel qu'il soit.

La priorité suivante, dans mon budget, consiste à faire tout ce qui est possible pour protéger nos compatriotes et renforcer notre nation contre la menace toujours présente d'une nouvelle attaque. Le temps qui passe et qui nous éloigne des événements du 11 septembre n'améliorera pas notre sens de sécurité à moins que nous ne tirions les leçons de ces attentats. L'Amérique n'est désormais plus protégée par de vastes océans. Seuls une action vigoureuse à l'étranger et un renforcement de la vigilance chez nous nous protégeront d'une attaque.

Mon budget double pratiquement les fonds qui appuieront une stratégie soutenue en matière de sécurité du territoire, stratégie qui se concentre sur quatre domaines clés : le bioterrorisme, la réaction aux situations d'urgence, la sécurité dans les aéroports et aux

frontières et l'amélioration des services de renseignement. Nous mettrons au point des vaccins pour combattre la maladie du charbon et d'autres maladies mortelles. Nous augmenterons les crédits afin d'aider les Etats et les collectivités à former et à équiper nos héroïques policiers et sapeurs-pompiers. Nous améliorerons la collecte et l'échange de renseignements, multiplierons les patrouilles à nos frontières, renforcerons la sécurité dans nos transports aériens, et utiliserons la technologie afin de suivre les arrivées et les départs des visiteurs aux Etats-Unis.

La sûreté du territoire aura pour effet non seulement de renforcer l'Amérique, mais aussi, de maintes façons, de l'améliorer. Les connaissances que nous tirerons de la recherche sur le bioterrorisme amélioreront la santé publique, une police et un corps de sapeurs-pompiers renforcés créeront des quartiers plus sûrs, et une surveillance accrue des frontières facilitera la lutte contre le trafic des stupéfiants.

Le gouvernement assurera la sécurité de notre territoire, mais cela n'empêchera pas l'Amérique de continuer à compter sur la sagacité de ses citoyens. Quelques jours avant Noël, une hôtesse de l'air a surpris un passager en train d'essayer de craquer une allumette. L'équipage et les passagers ont rapidement maîtrisé l'homme, qui avait été formé par Al-Qaïda et avait des explosifs. Les gens à bord de cet appareil étaient sur le qui-vive et, de ce fait, ils ont sans doute sauvé près de 200 personnes. Ce soir, nous accueillons et remercions les hôtesse Hermis Moutardier et Christina Jones.

Après le financement de notre sécurité nationale et de la sûreté de notre territoire, ma dernière grande priorité budgétaire sera la sécurité économique de tous les Américains. Afin d'atteindre ces grands objectifs nationaux - à savoir gagner la guerre, protéger notre territoire et relancer notre économie -, nous enregistrons un déficit budgétaire qui sera de faible importance et de courte durée, à condition que le Congrès limite les dépenses et agisse de façon responsable sur le plan financier. Nous avons des priorités claires, et nous devons agir chez nous avec la même détermination dont nous avons fait preuve à l'étranger : nous gagnerons la guerre, et nous vaincrons cette récession

Les Américains qui ont perdu leur emploi ont besoin de notre aide. Je suis favorable à l'extension de l'allocation chômage et à l'octroi d'une aide directe pour la couverture médicale. Cependant, les travailleurs américains préfèrent un bulletin de paie régulier aux chèques des allocations. Quand l'Amérique travaille, l'Amérique prospère. En conséquence, mon plan de sécurité économique peut se résumer en un mot : l'emploi.

De bons emplois commencent par de bonnes écoles, et là, nous avons pris un bon départ. Les républicains et les démocrates se sont entendus pour élaborer une réforme historique de l'éducation qui fera qu'aucun enfant ne sera laissé pour compte. Je suis fier d'avoir travaillé avec des membres des deux partis - le président John Boehner, le député George Miller, le sénateur Judd Gregg - j'étais si fier de nos travaux que j'ai même dit des choses aimables au sujet de mon ami Ted Kennedy. Les clients du café de Crawford n'en croyaient pas leurs oreilles. Mais notre travail sur cette loi montre ce qui peut être accompli lorsqu'on oublie la roublardise pour se concentrer sur les résultats.

Il faut faire davantage. Nous devons préparer nos enfants à l'apprentissage de la lecture et à la réussite à l'école en améliorant les programmes " Head Start " et autres programmes visant le développement des jeunes enfants. Nous devons renforcer nos écoles normales, améliorer la formation des enseignants, et lancer une importante campagne de recrutement d'enseignants qui aurait un objectif important pour l'Amérique : un enseignant compétent dans chaque salle de classe.

Pour avoir de bons emplois, il faut avoir des sources d'énergie fiables à un prix abordable. Il faut que ce Congrès agisse afin d'encourager l'économie d'énergie, promouvoir la technologie, bâtir l'infrastructure ; il doit aussi prendre des mesures pour accroître la production d'énergie ici-même aux Etats-Unis de façon que notre pays dépende moins du pétrole étranger.

Pour avoir de bons emplois, il faut développer le commerce. Le fait de vendre ses produits à de nouveaux marchés crée de nouveaux emplois, et j'ai demandé au Congrès de finalement approuver le texte de loi sur l'autorité en matière de promotion du commerce. S'agissant de ces deux points importants, le commerce et l'énergie, la Chambre des représentants a pris des mesures pour créer des emplois, et j'exhorte le Sénat à adopter ces textes.

Pour avoir de bons emplois, il faut avoir une politique fiscale saine. L'année dernière, certains, dans cette salle, pensaient que mon plan d'allègement fiscal n'était pas assez ambitieux, d'autres trop. Mais, lorsque les chèques sont arrivés par le courrier, la plupart des Américains ont pensé que le montant de la réduction d'impôts était à peu près juste ce qu'il fallait. Le Congrès a écouté ce que disaient les gens et a répondu en réduisant les taux d'imposition, en doublant le crédit d'impôt pour les enfants, en mettant fin à l'impôt sur les successions. Dans l'intérêt de la croissance à long terme et afin d'aider les Américains à faire des plans d'avenir, faisons en sorte que ces réductions d'impôt soient permanentes.

Pour pouvoir sortir de cette récession, pour pouvoir créer des emplois, il faut faire croître l'économie en encourageant les investissements dans les usines et l'équipement, et en accélérant l'allègement de l'impôt pour que les gens aient davantage d'argent à dépenser. Par égard pour les travailleurs américains, adoptons des mesures visant à stimuler l'économie.

L'obtention de bons emplois doit être l'objectif de la réforme en matière d'assistance sociale. Alors que nous reconduisons ces importantes réformes, nous ne devons pas perdre de vue que l'objectif est de réduire la dépendance à l'égard des subsides de l'Etat et offrir à chaque Américain la dignité d'un emploi.

Les Américains savent que sans la sécurité en matière de santé, la sécurité économique peut disparaître en un instant. Je demande aux membres du Congrès de se rallier derrière moi cette année et de promulguer une " déclaration des droits du patient ", afin de donner aux travailleurs sans assurance les moyens qui les aideront à acheter une assurance médicale, d'approuver une augmentation sans précédent des dépenses liées à la santé des anciens combattants, et de donner aux personnes du troisième âge un mécanisme de protection médicale moderne et fiable qui comprendra le remboursement des médicaments.

Avoir un bon emploi devrait conduire à la sécurité au moment de la retraite. Je demande au Congrès d'adopter de nouvelles mesures de sauvegarde des plans de pensions et des plans d'épargne-retraite (401 K), car les gens qui ont travaillé dur et économisé toute leur vie ne devraient pas risquer de tout perdre si leur société faisait faillite. Grâce à des normes de comptabilité plus strictes et à des critères de transparence plus rigoureux, il faut obliger le monde des affaires, aux Etats-Unis, à rendre de meilleurs comptes à ses employés et à ses actionnaires et à respecter les normes les plus élevées de conduite.

Pour avoir la sécurité au moment de la retraite, il faut que les engagements pris par la Sécurité sociale soient respectés, et nous le ferons. Nous devons faire en sorte que la Sécurité sociale soit financièrement stable, et permettre aux jeunes travailleurs qui le souhaiteraient d'ouvrir des comptes personnels de placements en vue de leur retraite.

Mesdames et Messieurs membres du Congrès, nous allons travailler de concert dans les mois à venir à d'autres dossiers importants : à une politique agricole positive, à un environnement plus salubre, à faciliter l'accession à la propriété - notamment pour les membres des minorités - et à des moyens d'encourager l'excellent travail que font les organisations caritatives et les groupes relevant d'une religion. Pour ce qui est de ces importantes questions intérieures, je vous demande de vous joindre à moi et de faire preuve de cet esprit de collaboration qui marque la guerre que nous menons contre le terrorisme.

Au cours de ces derniers mois, je me suis senti humble et privilégié en constatant le véritable caractère de ce pays dans des moments difficiles. Nos ennemis croyaient que l'Amérique était faible et matérialiste, que la peur et l'égoïsme nous feraient craquer. Leur erreur est à la mesure de leur diabolisme.

Le peuple américain a réagi de façon magnifique, avec courage et compassion, avec vigueur et détermination. Et quand j'ai rencontré les héros, étreint les familles et regardé les visages aux traits tirés des secouristes, j'ai ressenti une énorme admiration pour ce peuple américain.

J'espère que vous vous joindrez à moi pour exprimer nos remerciements à une Américaine, mon épouse, Laura Bush, pour la force, le calme, le réconfort qu'elle apporte à notre pays en temps de crise.

Aucun d'entre nous ne souhaiterait jamais à quiconque le mal qui a été fait le 11 septembre, mais après que l'Amérique fut attaquée, ce fut comme si notre peuple tout entier se regardait dans une glace et y voyait le meilleur en lui. Il nous fut rappelé que nous étions des Américains qui avons des obligations les uns envers les autres, envers notre pays et envers l'histoire. Nous avons alors commencé à penser moins aux belles choses que nous pouvions accumuler qu'aux belles choses que nous pouvions accomplir.

Pendant trop longtemps, notre culture a consisté à dire : " Fais ce que voudras. " Maintenant elle adopte une nouvelle éthique et un nouveau credo : " En avant ! " Dans les sacrifices de nos soldats, dans la grande fraternité de nos pompiers et dans le courage et la générosité des simples particuliers, nous avons eu un aperçu de cette nouvelle culture de la responsabilité.

Nous voulons être un pays qui réalise des objectifs plus vastes que ceux de chaque individu. Nous avons une occasion exceptionnelle, et il ne nous faut pas la laisser passer.

Je demande ce soir à tous les Américains de consacrer au moins deux ans de leur vie, soit quatre mille heures, au service de leurs voisins et de leur pays. Un grand nombre d'entre vous le font déjà, et je vous en remercie. Si vous ne savez pas exactement comment vous pouvez aider, je vous propose un bon endroit pour commencer. Je vous invite à faire partie du nouveau Corps de la liberté (" USA Freedom Corps "). Le Corps de la liberté concentrera son action dans trois domaines où les besoins sont grands. Il servira à faire face à une crise dans notre pays, à reconstruire nos collectivités et à manifester notre compassion dans le monde entier.

L'un des objectifs du Corps de la liberté sera la sécurité intérieure. Les Etats-Unis ont besoin des médecins et des infirmières qui sont à la retraite et qui sont susceptibles d'être mobilisés en cas de grande crise ; ils ont aussi besoin de bénévoles pour aider les policiers et les pompiers, des ouvriers des transports et des autres services publics qui ont la formation nécessaire pour déceler un danger quelconque.

Notre pays a également besoin de citoyens qui participent à la reconstruction de nos collectivités. Nous avons besoin de mentors qui s'occupent avec amour d'enfants, en particulier des enfants dont les parents sont en prison. Nous avons aussi besoin d'un plus grand nombre d'enseignants compétents dans les écoles en proie à des difficultés. Le Corps de la liberté renforcera les efforts de " AmeriCorps " et du " Senior Corps " en faisant appel à plus de deux cent mille bénévoles supplémentaires.

Par ailleurs, les Etats-Unis ont besoin de citoyens désireux de manifester la compassion de notre pays aux quatre coins du monde. Nous réaffirmerons les engagements du Corps de la paix, doublerons le nombre de ses volontaires au cours des cinq prochaines années et demanderons à ce corps de participer à un nouvel effort visant à encourager le développement, l'enseignement et les possibilités économiques dans les pays musulmans.

Cette période d'adversité nous offre une occasion exceptionnelle, une occasion que nous devons saisir pour changer notre culture. Grâce à l'élan suscité par des millions de bonnes actions, je sais que nous pouvons vaincre le mal par le bien. En ces temps de guerre, nous avons une occasion extraordinaire de mener le monde sur la voie de la paix durable.

Dans toutes les sociétés, les parents veulent que leurs enfants soient éduqués et vivent à l'abri de la pauvreté et de la violence. Aucun être humain ne souhaite vivre opprimé, ni n'aspire à la servitude, ni n'attend avec impatience que la police secrète frappe à sa porte à minuit.

Que ceux qui en doutent observent l'Afghanistan, où la population a accueilli la chute de la tyrannie avec des chants et des cris de joie. Que les sceptiques étudient la riche histoire de l'islam, avec ses siècles d'étude, de tolérance et de progrès.

L'Amérique sera le champion de la défense de la liberté et de la justice, parce que ces principes sont justes, vrais et inaliénables pour tous les peuples du monde. Aucune nation n'a l'exclusivité de ces valeurs, et aucune nation ne peut y échapper. Nous n'avons pas

l'intention d'imposer notre culture, mais les Etats-Unis défendront toujours fermement les principes non négociables de la dignité humaine : la primauté du droit, la limitation de la puissance de l'Etat, le respect des femmes, la propriété privée, la liberté d'expression, la justice pour tous, et la tolérance religieuse.

L'Amérique prendra la défense des hommes et femmes courageux qui protègent ces valeurs dans le monde, y compris dans les pays islamiques, parce que nous visons plus que l'élimination des menaces et l'endiguement du ressentiment. Au-delà de la guerre contre le terrorisme, nous cherchons l'avènement d'un monde juste et pacifique.

En ces moments uniques, une menace commune efface les anciennes rivalités. Les Etats-Unis coopèrent avec la Russie, la Chine et l'Inde, comme ils ne l'ont encore jamais fait, en faveur de la paix et de la prospérité. Dans chaque région, les marchés libres, le libre-échange, et les sociétés libres prouvent leur capacité d'amélioration des conditions de vie. De concert avec nos amis et alliés d'Europe, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, nous montrerons que les forces de la terreur ne peuvent pas arrêter l'élan de la liberté.

La dernière fois que j'ai pris la parole ici, j'ai exprimé l'espoir que la vie redeviendrait normale. A certains égards, elle l'est redevenue. A d'autres, elle ne le redeviendra jamais. Ceux d'entre nous qui ont été touchés par ces dures épreuves en sont sortis changés. Nous avons appris des vérités dont nous ne douterons jamais, à savoir que le mal existe et qu'il faut s'y opposer. Par-delà les différences de race ou de religion, nous sommes un seul pays, qui pleure ses morts ensemble et qui fait face au danger ensemble. L'honneur est au plus profond du caractère américain, et il est plus fort que le cynisme. Et un grand nombre d'entre nous ont de nouveau découvert que même lors d'une tragédie - et tout particulièrement lors d'une tragédie - Dieu est proche.

En un instant, nous nous sommes rendu compte que cette décennie serait décisive dans l'histoire de la liberté et que nous étions appelés à jouer un rôle exceptionnel dans le cours des événements de l'humanité. Rarement le monde a eu à faire face à un choix aussi clair et dont les effets sont aussi importants.

Nos ennemis envoient les enfants d'autres personnes accomplir une mission qui s'achève par leur suicide et par l'assassinat. Ils embrassent la tyrannie et la mort en tant que cause et religion. Nous défendons un choix différent qui a été fait il y a longtemps, le jour de la fondation de notre République. Nous le réaffirmons aujourd'hui. Nous choisissons la liberté et la dignité de tout être humain.

Déterminés à atteindre notre but, nous poursuivons maintenant notre tâche. Nous avons vu le prix de la liberté. Nous avons montré le pouvoir de la liberté. Et dans ce grand conflit, mes chers compatriotes, **nous verrons la victoire de la liberté.**

Je vous remercie tous. **Que Dieu vous bénisse.** »

c) Discours du président George Bush à la Nation le 17 mars 2003

« Mes chers concitoyens, nous voici arrivés aux tout derniers jours de décision concernant les événements d'Irak. Pendant plus de dix ans, les Etats-Unis et d'autres pays ont fait des efforts patients et honorables pour désarmer le régime irakien en évitant la guerre. Ce régime avait pris l'engagement, comme condition à la fin de la Guerre du Golfe Persique en 1991, de déclarer et de détruire toutes ses armes de destruction massive.

Depuis, le monde s'est livré à douze années de diplomatie. Nous avons adopté plus d'une douzaine de résolutions au Conseil de sécurité des Nations unies. Nous avons envoyé des dizaines d'inspecteurs en armement de l'ONU afin de vérifier le désarmement de l'Irak. Notre bonne foi n'a pas été payée en retour.

Le régime irakien s'est servi de la diplomatie comme d'un stratagème pour gagner du temps et des avantages. Il a uniformément défié les résolutions du Conseil de sécurité exigeant le désarmement complet. Au cours des ans, les inspecteurs en armement de l'ONU ont été menacés par les responsables irakiens, ont fait l'objet de surveillance électronique, et ont été systématiquement trompés. Les efforts pacifiques visant à désarmer le régime irakien ont tous échoué les uns après les autres, parce que nous n'avions pas affaire à des hommes pacifiques.

Les renseignements que notre gouvernement et d'autres ont recueillis ne laissent aucun doute sur le fait que le régime irakien continue de posséder et de dissimuler certaines des armes les plus mortelles qui aient jamais été mises au point. Ce régime a déjà utilisé des armes de destruction massive contre les voisins de l'Irak et contre le peuple d'Irak.

Le régime a un passé fait d'agression téméraire au Proche-Orient. Il nourrit une profonde haine pour l'Amérique et ses amis. Il a aussi aidé, formé et abrité des terroristes, y compris des agents d'Al-Qaïda.

Le danger est évident : en utilisant des armes chimiques, biologiques ou, un jour, des armes nucléaires obtenues grâce à l'Irak, les terroristes pourraient réaliser leurs ambitions déclarées et tuer des centaines de milliers de gens innocents dans notre pays, ou dans n'importe quel autre.

Les Etats-Unis et les autres nations n'ont rien fait pour mériter ou inviter cette menace. Mais nous ferons tout pour la vaincre. Au lieu de dériver lentement vers la tragédie, nous fixerons un cap conduisant à la sécurité. Avant que le jour de l'horreur n'arrive, avant qu'il ne soit trop tard pour agir, ce danger sera enlevé.

Les Etats-Unis d'Amérique ont l'autorité souveraine d'utiliser la force afin de garantir leur propre sûreté nationale. C'est à moi qu'appartient cette responsabilité, en tant que commandant en chef, en vertu du serment que j'ai fait, en vertu du serment que je respecterai.

Reconnaissant la menace à laquelle se heurtait notre pays, le Congrès des Etats-Unis a voté à une écrasante majorité, l'année dernière, en faveur de l'usage de la force contre l'Irak. L'Amérique a essayé de travailler avec les Nations unies afin de parer à cette menace parce que nous voulions résoudre le problème de façon pacifique. Nous croyons en la mission des

Nations unies. L'une des raisons pour lesquelles les Nations unies ont été créées après la Deuxième Guerre mondiale, c'était pour confronter des dictateurs agressifs, activement et rapidement, avant qu'ils n'attaquent des innocents et ne détruisent la paix.

Dans le cas de l'Irak, le Conseil de sécurité a agi, au début des années 1990. En vertu des résolutions 678 et 687 - toutes deux encore en vigueur - les Etats-Unis et leurs alliés ont autorisé le recours à la force afin de débarrasser l'Irak de ses armes de destruction massive. Ce n'est pas une question d'autorité, c'est une question de volonté.

En septembre dernier, je suis allé à l'Assemblée générale des Nations unies et j'ai exhorté les nations du monde à s'unir pour mettre un terme à ce danger. Le 8 novembre, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution 1441, déclarant que l'Irak était en violation substantielle de ses obligations et l'avertissant qu'il s'exposait à de graves conséquences s'il ne désarmait pas complètement et immédiatement.

Aujourd'hui, aucun pays ne peut prétendre que l'Irak a désarmé, et il ne désarmera pas tant que Saddam Hussein restera au pouvoir. Au cours des quatre derniers mois et demi, les Etats-Unis et leurs alliés ont œuvré au sein du Conseil de sécurité de manière à faire respecter ses exigences de longue date. Néanmoins, certains membres permanents du Conseil de sécurité ont annoncé publiquement qu'ils opposeraient leur veto à toute résolution qui forcerait l'Irak à désarmer. Ces Etats évaluent comme nous le danger existant, mais n'ont pas notre résolution à y faire face. De nombreux pays ont toutefois la détermination et le courage d'agir contre cette menace qui pèse sur la paix, et une large coalition se forme maintenant pour faire respecter les exigences justes de la communauté internationale. **Le Conseil de sécurité ne s'est pas montré à la hauteur de ses responsabilités ; nous assumerons donc les nôtres.**

Ces derniers jours, certains Etats du Moyen-Orient ont joué un rôle. Ils ont transmis des messages publics et privés exhortant le dictateur à quitter l'Irak, de sorte que le désarmement puisse avoir lieu pacifiquement. Il a refusé jusqu'ici. Toutes les décennies de tromperie et de cruauté parviennent maintenant à leur fin. Saddam Hussein et ses fils doivent quitter l'Irak dans les quarante-huit heures. Leur refus de le faire entraînera un conflit armé qui commencera à un moment de notre choix. Pour leur propre sécurité, tous les ressortissants étrangers, y compris les journalistes et les inspecteurs, doivent quitter l'Irak immédiatement.

De nombreux Irakiens peuvent m'écouter ce soir sur les ondes dans leur langue, et j'ai un message pour eux. Si nous devons entamer une campagne militaire, elle sera dirigée contre les hommes sans foi ni loi qui gouvernent votre pays et non pas contre vous. Lorsque notre coalition les chassera du pouvoir, nous vous distribuerons les vivres et les médicaments dont vous avez besoin. Nous détruirons l'appareil de la terreur et nous vous aiderons à construire un nouvel Irak qui sera prospère et libre. Dans un Irak libre, il n'y aura plus de guerres d'agression contre des Etats voisins, il n'y aura plus de fabriques de poisons, il n'y aura plus d'exécutions d'opposants et il n'y aura plus de chambres de torture et de salles de viol. Le tyran disparaîtra bientôt. Le jour de votre libération est proche.

Il est trop tard pour que Saddam Hussein reste au pouvoir. Il n'est pas trop tard pour que l'armée irakienne agisse avec honneur et qu'elle protège votre pays en permettant l'entrée pacifique des forces de notre coalition en vue de supprimer les armes de destruction massive.

Nos forces donneront aux unités militaires irakiennes des instructions claires sur les mesures qu'elles pourront prendre afin d'éviter d'être attaquées et détruites. Je demande instamment à tous les membres de l'armée et des services de renseignements irakiens que, si la guerre éclate, ils ne luttent pas pour défendre jusqu'à la mort un régime qui ne mérite pas que l'on meure pour lui.

Tout le personnel militaire et civil irakien doit écouter avec soin cet avertissement. Dans tout conflit, votre sort dépendra de ce que vous ferez. Ne détruisez pas les puits de pétrole, qui sont une source de richesse appartenant au peuple irakien. N'obéissez pas à tout ordre vous intimant de vous servir d'armes de destruction massive contre quiconque, y compris contre la population irakienne. Les criminels de guerre seront poursuivis en justice et punis et ils ne pourront pas se défendre en disant : « Je ne faisais que suivre des ordres. »

Si Saddam Hussein devait choisir l'affrontement, le peuple américain saura que l'on a pris toutes les mesures nécessaires pour éviter la guerre et également toutes les mesures nécessaires pour la gagner. Les Américains se rendent compte du prix d'un conflit car nous l'avons payé par le passé. Rien n'est certain dans la guerre, sauf les sacrifices.

Néanmoins, le seul moyen de réduire les dommages causés par la guerre et sa durée est d'appliquer toute la force et toute la puissance de notre armée, et nous sommes prêts à le faire. Si Saddam Hussein tente de se cramponner au pouvoir, il restera un ennemi mortel jusqu'à la fin. En désespoir de cause, des groupes terroristes et lui risquent de tenter de commettre des attentats contre le peuple américain et contre nos amis. Ces attentats ne sont pas inévitables. Ils sont cependant possibles. Et ce fait même met en évidence la raison pour laquelle nous ne pouvons pas vivre sous la menace du chantage. La menace terroriste qui pèse sur les Etats-Unis et le reste du monde diminuera dès que Saddam Hussein sera désarmé.

Notre gouvernement renforce la surveillance contre ces dangers. Tout comme nous nous préparons à assurer la victoire en Irak, nous prenons des mesures supplémentaires pour protéger notre patrie. Ces derniers jours, les autorités ont expulsé certains individus qui avaient des relations avec les services irakiens du renseignement. Nous avons, entre autres mesures, ordonné un renforcement de la sécurité dans nos aéroports et multiplié les patrouilles de nos garde-côtes dans les principaux ports maritimes. Le ministère de la sécurité intérieure coopère étroitement avec les gouverneurs du pays afin d'augmenter la sécurité armée dans les installations critiques des Etats-Unis.

Si des ennemis frappaient notre pays, ce serait une tentative de détourner notre attention par la panique et d'entamer notre moral par la peur. Ils échoueraient. Aucun de leurs actes ne pourra modifier notre ligne d'action ni ébranler la résolution de ce pays. Nous sommes un peuple pacifique - mais nous ne sommes pas un peuple fragile, et nous ne nous laisserons pas intimider par des bandits et des assassins. Si nos ennemis osent nous frapper, ils en paieront les terribles conséquences, de même que ceux qui les auront aidés.

Nous agissons maintenant parce que les risques de l'inaction seraient encore beaucoup plus grands. Dans un an, peut-être cinq ans, la capacité de l'Irak de nuire aux autres pays serait multipliée à l'infini. Armé de ces nouvelles capacités, Saddam Hussein et ses alliés terroristes pourraient déterminer le moment d'un conflit mortel au moment où ils seraient les plus

puissants. Nous choisissons de faire face à cette menace maintenant, lorsqu'elle est en gestation, avant qu'elle n'apparaisse soudainement dans nos cieux et dans nos villes.

La cause de la paix exige que toutes les nations libres reconnaissent de nouvelles réalités indéniables. Au XXe siècle, certains ont cherché à apaiser les dictateurs meurtriers dont les menaces ont ensuite pu se transformer en génocide et en guerre mondiale. En ce siècle, lorsque des hommes maléfiques préparent la terreur chimique, biologique et nucléaire, une politique d'apaisement pourrait entraîner une destruction encore inconnue sur notre planète.

Les terroristes et les Etats terroristes ne font pas état de leurs menaces par des avis à point nommé et des déclarations officielles - et répondre à de tels ennemis une fois qu'ils ont frappé ne constitue pas de l'autodéfense, c'est du suicide. La sécurité du monde exige le désarmement immédiat de Saddam Hussein.

En réclamant le respect des justes exigences du monde, nous honorerons également les engagements solennels de notre pays. **Contrairement à Saddam Hussein, nous croyons que le peuple irakien mérite la liberté et est capable de l'assumer.** Lorsque le dictateur sera parti, les Irakiens pourront devenir pour l'ensemble du Moyen-Orient l'exemple d'un pays essentiel et pacifique qui se gouverne lui-même.

Les Etats-Unis, avec d'autres pays, œuvreront à promouvoir la liberté et la paix dans cette région. Nous n'atteindrons pas notre objectif en un jour, il faudra du temps. La puissance et l'attrait qu'exerce la liberté se font sentir à tous les niveaux et dans tous les pays. Et le plus grand atout de la liberté est de surmonter la haine et la violence, et de placer les capacités créatives de l'homme et de la femme au service de la paix.

Tel est l'avenir que nous choisissons. **Les nations libres ont le devoir de défendre leurs peuples en s'unifiant contre la violence. Et ce soir, comme ils l'ont fait auparavant, l'Amérique et ses alliés acceptent cette responsabilité. Bonsoir, et que Dieu continue de bénir l'Amérique. »**

Analyse

Dès le lendemain des attentats contre les tours jumelles du World Trade Center, la croisade contre le terrorisme est lancée, sans définition précise de lieu ni de temps (« *nous devons poursuivre les terroristes où qu'ils se trouvent* »). Les ennemis sont désignés, dès le discours de George Bush prononcé le 20 septembre, par la formule générique « les ennemis de la liberté ». Dès le lendemain des attentats, le gouvernement américain propose en effet une vision dualiste et manichéenne du monde, avec d'un côté les « méchants », soit les terroristes qui sont contre la liberté, et de l'autre les « gentils », soit les Etats-Unis et leurs alliés, qui sont les défenseurs de la liberté et de la démocratie. Aucune nuance n'est permise, comme le dit d'ailleurs lui-même le président américain, soit on est avec les Etats-Unis, et

donc du côté du Bien, soit on est avec les terroristes, et donc du côté du Mal. Il parle même de « lutte des civilisations », les Etats-Unis et leurs alliés étant considérés comme les peuples « civilisés ».

Peu après, dans son discours prononcé le 29 janvier, George Bush précise l'ennemi par la formule « Axe du Mal ». Cette dernière lui permet d'une part de combler l'absence d'ennemi défini géographiquement, et d'autre part de donner du sens aux terribles attentats, sans remettre en question une éventuelle responsabilité du gouvernement américain lui-même : les terroristes les avaient attaqués et pouvaient encore attaquer à tout moment, car ils étaient contre les valeurs démocratiques et la liberté.

Ces trois discours sont une bonne illustration de la nécessité de désigner l'ennemi en temps de guerre, pour donner des repères précis à l'opinion publique, et s'assurer son soutien. Les citoyens ressentent en effet le besoin de comprendre qui combattent son gouvernement et son armée, pour pouvoir soutenir leur action, et être rassuré sur la menace. Le gouvernement américain avait ainsi besoin de cristalliser les peurs autour d'un même ennemi commun, qu'il désigna par ladite formule percutante et douée d'une forte charge émotionnelle « Axe du Mal ». Cette question de la détermination des Etats hostiles au pays pour justifier le maintien de structures permettant de les affronter a finalement conduit à une sorte de moralisation des relations internationales, nécessairement mues par un caractère profondément dialectique. Avec d'un côté les forces du « Bien » qui défendent la liberté. Et de l'autre les forces du « Mal », qui représentent le chaos.

Cette désignation s'est inscrite par ailleurs dans le cadre d'un nouveau récit autour de la « guerre contre le terrorisme », élaboré afin de justifier la réponse apportée aux attentats, soit le recours à la force, et de fédérer l'opinion publique. La fédération des individus en une même foule pour la rendre plus malléable et influençable est un processus qui a été expliqué dès le début du 20^{ème} siècle par le pionnier de la psychologie des foules, Gustave Le Bon. Ce dernier expliquait en effet que la psychologie des foules s'appuyait sur l'idée première que la foule n'était pas une simple agrégation d'individus. Au contraire, une foule était une entité psychologique particulière, irréductible aux individus qui la composaient. Elle se constituait

suite à la diffusion des idées de quelques-uns à d'autres, créant ainsi une « conscience collective », une « âme ».

« Des milliers d'individus séparés peuvent à certains moments, sous l'influence de certaines émotions violentes, un grand événement national par exemple, acquérir les caractères d'une foule psychologique. »⁵⁷

Dans notre cas précis, les émotions violentes ont été provoquées par les attentats du 11 septembre, qui ont très vite propagé un sentiment d'unité parmi le peuple américain. Or ces émotions, pour le psychologue, permettent à la foule de devenir un même corps, avec son âme particulière. Elle devient alors moins déterminée par les croyances particulières des individus qui la constituent que par une force extérieure qui agit sur eux. Les consciences propres, individuelles, se diluent dans l'âme collective. Quelles que soient les différences ou les similitudes originelles des individus composant une foule, leur regroupement les dote d'une « âme collective ». Ce mouvement s'explique selon Le Bon par un « acte de fascination démultiplié par l'action réciproque des individus les uns sur les autres », soit par un phénomène de « contagion mentale ». Il rapproche ce mouvement de celui de l'hypnose. L'individu est « suggestionné », soit il se retrouve dans un état d'éveil inconscient.

« Évanouissement de la personnalité consciente, prédominance de la personnalité inconsciente, orientation par voie de suggestion et de contagion des sentiments et des idées dans un même sens, tendance à transformer immédiatement en actes les idées suggérées, tels sont les principaux caractères de l'individu en foule. Il n'est plus lui-même, il est devenu un automate que sa volonté ne guide plus. »⁵⁸

Pour démultiplier cet acte de fascination, le président américain n'a eu de cesse dans ses discours d'insister sur l'unité du « peuple américain », pareillement visé et menacé, mais également uni et fort face à ceux qui osent l'attaquer. Cela se voit notamment à travers l'utilisation récurrente du pronom personnel « nous », et pas son insistance sur son sentiment de fierté envers le « peuple américain ».

⁵⁷ G. LE BON, *Psychologie des foules*. Paris : PUF, 1963, p. 12

⁵⁸ IBIDEM, p. 20

Enfin, le récit construit au lendemain des attentats a réussi à exploiter les peurs collectives pour justifier le recours à la force. Le président américain a ainsi bien insisté sur la menace pesant sur tous les acteurs du « monde libre » s'ils ne faisaient rien. Cela a enfin permis au gouvernement américain de faire passer son intervention militaire non comme un choix, mais comme une obligation impérieuse, au nom d'une morale supérieure, presque divine (le caractère messianique du *storytelling* autour de l'axe du Mal n'a eu de cesse d'être dénoncé depuis), « *La liberté et la peur, la justice et la cruauté se sont toujours fait la guerre, et nous savons que, dans cette lutte, Dieu n'est pas neutre. (...) Dans tout ce qui nous attend, que Dieu nous accorde la sagesse et qu'Il veille sur les États-Unis d'Amérique* ». Les États-Unis se devaient d'intervenir, pour protéger la liberté et apporter les valeurs démocratiques aux peuples opprimés par des dictatures atroces au Moyen-Orient. C'était leur rôle, assigné par le Seigneur, ils ne pouvaient donc y déroger.

On comprend finalement l'importance du langage dans l'élaboration de la politique internationale. En usant d'une telle rhétorique autour de l'axe du Mal, le président américain a réussi à mobiliser l'opinion américaine et internationale, et présenter l'intervention américaine en Afghanistan, puis en Irak, comme une guerre « juste et justifiée ».